



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 30 MARS 2023**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni à la salle du Conseil Communautaire de Saintes le 30 mars 2023, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON sauf pour l'approbation des comptes administratifs : délibération n°2023-57 à n°2023-64), sous la présidence de Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-président)

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT,
Monsieur Fabrice BARUSSEAU,
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS (jusqu'à la
délibération n° 2023-47),
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Pascal GILLARD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON,
Madame Caroline AUDOUIN,
Madame Evelyne PARISI,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Gaby TOUZINAUD,
Monsieur Bernard CHAIGNEAU,
Monsieur Stéphane TAILLASSON,
Madame Agnès POTTIER,
Madame Martine MIRANDE,
Monsieur David MUSSEAU,
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,
Monsieur Michel ROUX,

Madame Françoise LIBOUREL,

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET,
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU,
Madame Sylvie BARDEY,
Madame Marie-France DREY,
Monsieur Cyrille BLATTES,
Monsieur Jean-Claude CHAUVET,
Monsieur Philippe ROUET,
Monsieur Jean-Claude LANDREIN,
Madame Chantal COUSSOT,
Monsieur Ammar BERDAI,
Madame Charlotte TOUSSAINT,
Monsieur Thierry BARON,
Monsieur Joël TERRIEN,
Monsieur François EHLINGER,
Monsieur Laurent DAVIET (à partir de la
délibération n° 2023-43),
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Monsieur Pierre DIETZ,
Monsieur Philippe MACHON,
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Monsieur Rémy CATROU (jusqu'à la délibération
n° 2023-43),
Madame Florence BETIZEAU (jusqu'à la
délibération n° 2023-43),
Madame Joëlle DUJARDIN,
Madame Eliane TRAIN

Madame Aurore DESCHAMPS donne pouvoir à Monsieur Philippe ROUET,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS donne pouvoir à Monsieur Fabrice BARUSSEAU à partir de la délibération
n° 2023-48,
Madame Amanda LESPINASSE donne pouvoir à Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Pierre HERVE donne pouvoir à Monsieur David MUSSEAU,
Monsieur Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à Monsieur Joël TERRIEN,
Madame Dominique DEREN donne pouvoir à Monsieur Jean-Philippe MACHON,
Monsieur Pierre MAUDOUX donne pouvoir à Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Madame Céline VIOLLET donne pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER.

Mesdames et Messieurs Joseph De MINIAC, Christelle BASSO-FIN, Véronique TORCHUT, Laurent DAVIET
(jusqu'à la délibération n° 2023-42), Charles DELCROIX, Rémy CATROU (à partir de la délibération n° 2023-
42) et Florence BETIZEAU (à partir de la délibération n° 2023-42) sont excusés.

Monsieur Gaby TOUZINAUD est désigné secrétaire de séance.

En préambule, Monsieur le Président souhaite saluer l'élection de Madame Christelle BASSO-FIN à la tête de la commune de Saint-Césaire.

Le Conseil traitera, comme à l'accoutumée, d'économie. La venue récente de Monsieur le préfet de Charente-Maritime a permis de visiter les entreprises Zolux et Chalvignac. L'évolution de ce chantier suscite une grande fierté, l'ex Saintronic est devenue une belle entreprise. Les perspectives d'emploi d'origine vont être largement augmentées. Par ailleurs, la confirmation de l'implantation de Leroy Merlin a enfin été reçue, le groupe va bien s'installer sur la zone à l'horizon fin 2024. Le nouveau projet est davantage vertueux pour l'environnement, avec des mesures en matière de biodiversité.

Le nouvel espace France Services a été inauguré récemment. Le Point d'Accès aux Droits a évolué vers de nouveaux services, permettant d'obtenir le label France Services. Ce dernier est très apprécié sur les territoires.

Les aménagements de la plaine de Bellevue vont offrir de nouveaux espaces, plus de 60 000 euros vont être investis par l'Agglomération dans le quartier. Un bon moment a eu lieu avec l'Agrocampus, avec lequel le partenariat est très apprécié.

Ce Conseil sera également l'occasion d'évoquer l'ESS ainsi que le tourisme. L'Heure civique a été lancée, et une grande soirée réunissant les bénévoles se tiendra fin juin au sein de l'Agglomération. D'autres sujets seront traités, comme le Contrat de Ville, le PLU, les exemptions de la loi SRU, la mobilité, le changement de statut de Cyclad, et un temps important sera consacré aux finances. La nouvelle piscine, au travers du lancement du concours de maîtrise d'œuvre, ainsi que les RH seront également abordées.

Monsieur le Président procède à l'appel et donne lecture des pouvoirs reçus.

Approbation des Procès-verbaux des Conseils Communautaires du 1^{er} février 2023

En l'absence de remarques, Monsieur le Président soumet le Procès-verbal au vote.

Le procès-verbal du Conseil Communautaire du 1^{er} février 2023 est approuvé à l'unanimité.

UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

ÉCONOMIE

2023-36. Société ZOLUX - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président précise que le projet porte sur la construction d'un nouveau siège social et d'une extension des entrepôts et du laboratoire vétérinaire. L'entreprise est très ancienne, il s'agissait à l'origine d'une graineterie. Elle compte désormais parmi l'une des plus performantes du secteur, avec un chiffre d'affaires important et des entités présentes au Portugal, en Espagne et en Allemagne. Lors de sa visite, le préfet s'est montré enthousiaste envers le projet. Ce dernier s'étend sur 9 000 mètres carrés, pour un coût prévisionnel d'un peu plus de six millions d'euros hors taxes. Une aide de 200 000 euros, correspondant au montant maximum, est proposée. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire le 24 novembre 2021 lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier d'entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

C'est dans ce cadre que la société ZOLUX a sollicité, une aide auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

La société Zolux installée historiquement au 141 cours Paul Doumer sur la zone de l'Ormeau de Pied à Saintes connaît depuis des années une croissance forte qui en fait aujourd'hui un groupe de taille européenne dans le domaine des produits et accessoires pour animaux de compagnie.

Cette croissance qui induit le développement de ses effectifs et de ses besoins de stockage ainsi que l'ambition d'installer à Saintes un laboratoire de production de produits para-vétérinaires ont conduit la société à se trouver à court de ressources immobilières dans son implantation historique.

Pour pouvoir offrir à ses collaborateurs des locaux permettant de les accueillir dans de bonnes conditions, pour assurer les surfaces de stockages nécessaire au développement continu de son activité et pour permettre d'installer son laboratoire de fabrication, la société a fait l'acquisition d'une partie de la friche industrielle « Saintronic » en vue de sa réhabilitation complète.

Ce projet permettra à la société de continuer son développement sur le territoire de l'agglomération de Saintes et de rester ancrée dans son lieu historique plutôt que d'envisager de relocaliser en d'autres lieux une partie de ses activités.

Ce projet s'inscrit dans le plan stratégique de Zolux et doit permettre à terme de créer une quinzaine d'emplois.

Le projet consiste à rénover la totalité du bâti (gros et second œuvre) pour y disposer de 2 000 m² de bureaux et locaux de services, 3 500 m² de surfaces de stockage et 3 500 m² de surfaces de production, de rénover les voiries, parkings et réseaux tout en privilégiant les objectifs environnementaux.

Le montant total des investissements s'élève à 6 104 185 € HT.

Le montant des investissements éligibles s'élève à 5 551 992 € HT.

Le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises proposé par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la société ZOLUX s'élève à 200 000 €, correspondant à un taux d'intervention de 10 % des dépenses éligibles plafonnées à 2 000 000 € HT (montant maximum d'aide permis par le règlement).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,

Vu la délibération n° CC_2021_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n° CC_2021_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Vu la délibération n° CC_2022_244 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 relative à la modification du règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 24 août 2022, présentée par la société ZOLUX,

Considérant le projet de cette société qui consiste à offrir à ses collaborateurs des locaux permettant de les accueillir dans de bonnes conditions, à accroître les surfaces de stockages nécessaire au développement continu de son activité et pour permettre d'installer son laboratoire de fabrication,

Considérant l'acquisition par la société ZOLUX d'une partie de la friche industrielle « Saintronic » en vue de sa réhabilitation complète pour y transférer son siège social, son activité de distribution de produits hygiène santé pour animaux de compagnie et son laboratoire de fabrication de produits para-vétérinaire,

Considérant l'impact positif du projet sur la création d'emploi par la création de 15 postes à temps complet sur les 2 ans à venir,

Considérant les efforts réalisés par la société dans la prise en compte de l'impact environnemental du projet par le recyclage des eaux usées et l'utilisation des eaux pluviales, le soin particulier apportés aux espaces verts pour maintenir la biodiversité, la mise en place d'une isolation renforcée et l'implantation de panneaux photovoltaïques,

Considérant que l'activité de l'entreprise a un impact fort sur l'attractivité du territoire au regard de son rayonnement et de sa zone de chalandise (groupe faisant partie des leaders européens dans le domaine d'activité, distribution de produits dans 40 pays, visites de partenaires et clients étrangers),

Considérant que les investissements d'un montant total de 6 104 185 € H.T. incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 5 551 992 € H.T. pour la réalisation de travaux d'extension de la société ZOLUX,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023 au compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant maximum de 200 000 € à la société ZOLUX pour financer les travaux de construction d'un nouveau siège social, l'extension de ses entrepôt et la création d'un laboratoire vétérinaire, cette aide correspondant à 10% du montant des dépenses plafonnée à 2 000 000 € HT,
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-37. SCI VALFAU pour SARL La Dame Qui Pique - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président précise que des affiches annonçant La Dame Qui Pique se trouvaient en centre-ville, sur les vitrines de l'ancien magasin Esprit. Il s'agit d'une mercerie qui va ouvrir, avec des ateliers de couture et un espace de co-working. Deux postes à temps plein vont être créés, dans le cadre de cette réhabilitation de la friche commerciale du magasin Esprit, fermé depuis quelque temps. D'importants travaux d'isolation et de désamiantage sont prévus. L'entreprise s'engage en faveur du zéro déchet et du travail d'un maximum de produits français et biosourcés. L'aide apportée s'élèvera à 19 489 euros, pour un coût prévisionnel du projet de 243 623 euros.

Monsieur Pierre DIETZ profite de rebondir sur les propos liminaires de Monsieur le Président, et souhaite exprimer sa satisfaction quant à la venue de Leroy Merlin, dont il était question depuis 2008. Concernant la délibération, il note que le local est acheté par la SCI VALFAU, et est occupé depuis plus de deux ans. Il constitue une friche commerciale au sens du règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises, comme précisé page 18. Il se demande s'il est possible de parler de friche commerciale avec un délai de deux ans entre la cessation et la reprise. Par ailleurs, l'aide accordée est de 19 489 euros, pour un montant estimé des travaux à 18 623 euros.

Monsieur le Président précise que l'assiette éligible s'élève à 243 623 euros. L'aide représente une part de 8%.

Monsieur Pierre DIETZ répond que la partie liée aux travaux de rénovation s'élève à 18 623 euros, et se demande s'il revient à la communauté de financer l'acquisition.

Monsieur le Président explique que l'aide à l'immobilier d'entreprises est conçue pour favoriser la bascule, et permettre de boucler un budget complet. La création d'emploi constitue un point clé. Les locaux ne sont pas censés rester en friche durant une trop longue période, le taux de vacance est désormais de 4%, contre 9% un an auparavant. Une période de deux ans est déjà relativement longue en centre-ville. En l'absence d'autres questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Saintes permet d'intervenir en faveur des projets d'entreprises au titre d'une compétence propre au bloc communal et dans le respect de la réglementation sur les aides économiques.

Les critères fixés pour la sélection des projets portent sur la réutilisation de friches industrielles ou commerciales, l'attractivité du territoire, la création d'emplois et l'effort en matière d'environnement.

C'est dans ce cadre que Mme Wendy VALEAU a sollicité la Communauté d'Agglomération de Saintes afin de lui permettre de réaliser dans les meilleures conditions de financement possibles son opération d'acquisition et de rénovation de local en centre-ville de Saintes.

Mme VALEAU a créé la SCI VALFAU pour acquérir à Saintes le local de l'ancienne enseigne de mode ESPRIT au carrefour des rues Victor Hugo et Saint Michel. Avec la création récente de la SARL LA DAME QUI PIQUE, Mme VALEAU va y développer une activité de mercerie, des cours et des ateliers de couture afférents aux loisirs créatifs tel le tricot, le crochet, la broderie et toutes activités s'y rapportant ainsi qu'en espace de coworking.

L'activité s'appuie sur une communauté « couture et tricot » importante et croissante en France comme en Nouvelle Aquitaine. De nombreuses couturières, brodeuses, tricoteuses, couvrent de longues distances pour se rendre à des événements, pratiquer le travail du tissu, acheter des produits de mercerie spécifiques et découvrir l'intérêt des produits sourcés, du upcycling, de la valorisation des chutes, de la consommation responsable.

Une galerie d'art sera également ouverte dans cette thématique et constituera, comme le pôle d'activité en lui-même dans ce secteur en renouveau, une forme d'attractivité locale.

Le local acheté par la SCI VALFAU est inoccupé depuis plus de deux ans et constitue une friche commerciale au sens du règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises.

Mme VALEAU va faire réaliser dans cette ancienne boutique des travaux d'isolation des vitrages en façade, de changement des ampoules consommant trop d'électricité et de retrait de panneaux contenant de l'amiante. Elle inscrira sa boutique dans une démarche zéro déchet et choisira des fournisseurs éthiques.

Pour exercer son activité, Mme VALEAU procédera à un premier recrutement immédiat et dès la montée en charge, dans les trois ans maximum, un nouvel emploi salarié à temps plein.

Les investissements relatifs au projet s'élèvent à 243 623 € dont 225 000€ de frais d'acquisition du magasin et 18 623 € de travaux, l'ensemble des dépenses étant éligibles au règlement d'aide.

Le montant de l'aide à l'immobilier d'entreprise de la Communauté d'Agglomération de Saintes est proposé à hauteur de 8% des dépenses éligibles, correspondant à la demande de Mme VALEAU de couvrir essentiellement le coût de ses travaux de rénovation de local, soit une subvention de 19 489€.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n° CC_2021_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n° CC_2021_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Vu la délibération n° CC_2022_244 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 relative à la

modification du règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande présentée le 17 octobre 2022 par Mme Wendy VALEAU pour la SCI VALFAU en faveur de la SARL LA DAME QUI PIQUE,

Considérant le service nouveau attractif apporté par la SARL LA DAME QUI PIQUE pour le territoire saints et la revitalisation du centre-ville apportée par ce projet qui résorbe une friche commerciale,

Considérant qu'il s'agit d'une création d'activité et de deux emplois nouveaux dans les trois ans,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget 2023, compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant de 19 489 € maximum à la SCI VALFAU pour le projet de la SARL LA DAME QUI PIQUE, représentant 8% d'un montant de dépenses éligibles de 243 623€ H.T.

- d'approuver les termes de la convention ci-jointe à signer à cet effet.

- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous documents relatifs à l'attribution et au versement de la subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-38. SCI 42 RUE DU CHENE pour la société MARTINEAU IRRIGATION - Attribution d'une aide l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président déclare que cette entreprise bien connue est implantée dans la zone des Chênes aux Gonds. Son activité concerne l'installation de systèmes d'irrigation pour l'agriculture. Elle souhaite étendre ses locaux par la mise en place de mezzanines, la création d'un espace vestiaire et réfectoire, d'un espace électrotechnique, d'un étage pour les fonctions administratives et commerciales et la réfection des façades. Elle recrute trois personnes en sus. Elle pratique l'irrigation de précision, ce qui permet une économie d'eau. Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 353 851 euros, pour une aide proposée de 53 077 euros. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire le 24 novembre 2021 lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier des entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

C'est dans ce cadre que la SCI 42 RUE DU CHENE a sollicité, en faveur de la SAS MARTINEAU IRRIGATION, une aide auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

La société MARTINEAU IRRIGATION, implantée sur la ZA des Chênes, commune de Les Gonds, est présente depuis 25 ans sur le territoire de l'agglomération. Elle propose des systèmes d'irrigation, elle est notamment reconnue pour son savoir-faire en matière d'irrigation de précision.

Cette technologie, économe en eau et faible consommatrice d'énergie s'inscrit dans les enjeux énergétiques et écologiques de demain.

Depuis quelques années, la société a également élargi son offre avec des prestations pour le secteur industriel dans les domaines du pompage et de la filtration, ce qui ouvre nouvelles des perspectives de croissance.

Le développement de l'activité nécessite une augmentation de la surface de travail au niveau de l'atelier, de la réception et de l'espace administratif et commercial.

L'accroissement des surfaces de fabrication et de préparation de chantier se fera par l'aménagement de mezzanines au niveau de l'atelier et du stock magasin où une importante hauteur sous plafond est disponible.

Pour poursuivre son développement l'entreprise a prévu de recruter 2 techniciens supplémentaires et un assistant administratif. Les travaux réalisés vont permettre d'améliorer les conditions de travail des salariés par la création d'un nouveau vestiaire et un réfectoire plus grand pour répondre à l'augmentation du nombre de personnes.

En cohérence avec l'engagement de la société de proposer des technologies plus vertueuses en termes d'écologie et d'économie d'énergie, le projet inclut le remplacement du système de chauffage au gaz par une pompe à chaleur, un chauffe-eau thermodynamique et le remplacement des éclairages existants par des luminaires LED.

Le montant total des travaux éligibles à l'aide s'élève à 353 851 € H.T.

Le montant d'aide à l'immobilier d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Saintes est proposé à hauteur d'un montant maximum de 53 077 €, correspondant à 15% des dépenses éligibles H.T. présentées.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,

Vu la délibération n° CC_2021_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n° CC_2021_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Vu la délibération n° CC_2022_244 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 relative à la modification du règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprises en date du 20 décembre 2022, présentée par la société MARTINEAU IRRIGATION,

Considérant le projet de cette société qui consiste à étendre les surfaces de travail au niveau de l'atelier, de la réception et de l'espace administratif et commercial afin de permettre le développement de son activité,

Considérant l'impact positif du projet sur l'amélioration des conditions de travail des salariés par la création d'un nouveau vestiaire et un réfectoire et sur l'emploi par la création de 3 postes à temps complet (2 techniciens et 1 assistant administratif) sur les 2 ans à venir,

Considérant les efforts réalisés par la société dans la prise en compte de l'impact environnemental par l'utilisation des espaces existants et par l'utilisation des technologies plus vertueuses en termes d'écologie et d'économie d'énergie,

Considérant l'attractivité de l'activité reposant sur un son savoir-faire en matière d'irrigation de précision (systèmes économes en eau) et le déploiement de nouvelles prestations dans les domaines du pompage et de la filtration à destination du secteur industriel,

Considérant que les investissements d'un montant total de 353 851 € H.T sont éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023 au compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprises d'un montant maximum de 53 077 € à la SCI 42 RUE DU CHENE pour ses travaux extension des surfaces d'activité pour le compte de la société MARTINEAU IRRIGATION, cette aide correspondant à 15% du montant de dépenses éligibles, estimées à 353 851 € H.T.

- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.

- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-39. SCI 7280 pour la société RESTAURANT CHEZ ISMAEL et l'association LA MAISON DE LA GAÏETE - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président indique que cette maison est inscrite à l'inventaire des monuments historiques depuis 2015, et porte un projet hybride à vocation culturelle, artistique et économique. Elle proposera différentes activités, avec une salle de type salle de spectacle d'une capacité d'une centaine de personnes, un bar restaurant, des espaces de travail mis en location ainsi qu'un atelier de mosaïque. Diverses aides ont déjà été perçues. Sept ETP vont être recrutés, dont six pour les entreprises et un pour l'association. Une aide de 155 206 euros est proposée, sur un coût prévisionnel de projet de 1 034 711 euros. En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire le 24 novembre 2021 lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier d'entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

C'est dans ce cadre que la SCI 7280 a sollicité, en faveur de la SARL RESTAURANT CHEZ ISMAEL et l'association LA MAISON DE LA GAÏETE, une aide auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Monsieur Laurent HERVE s'est engagé depuis 2017 dans la réhabilitation de la Maison de la Gaïeté, bien emblématique situé dans le centre-bourg de la commune de Chérac. Le site est caractéristique du fait de sa façade décorée en mosaïque, le bâtiment a été inscrit à l'inventaire des monuments historiques en août 2015.

La volonté de M. HERVE est de faire revivre ce lieu qui a accueilli par le passé des activités de bar-dancing-théâtre de campagne, puis de bar-cabaret jusque dans les années 70.

Une première phase des travaux a consisté à la réalisation de travaux de gros œuvre de consolidation et de restauration des bâtiments. Ces travaux ont représenté une enveloppe d'environ 800 000 euros. Pour la réalisation de cette 1^{ère} tranche de travaux, le projet a bénéficié du soutien de la DRAC, du Département, du FEADER et de la fondation Stéphane Berne (loto du patrimoine) pour un montant total de 530 000 €.

M. HERVE souhaite donner à ce lieu une vocation culturelle, artistique et associative au service de l'économie locale mais également en faire un lieu de passage, de résidence d'artistes et d'interaction sociale. Pour faire vivre le lieu, il souhaite s'appuyer sur le monde associatif local.

La Maison de la Gaïeté sera un lieu hybride proposant différentes activités :

- une salle de spectacle d'une capacité de 100 personnes
- un bar-restaurant

- des espaces de travail mis à la location (bureaux, salle de réunion)
- un atelier de mosaïque et des résidences d'artistes

La Maison de la Gaieté sera organisée autour de 4 structures :

- La SCI 7280 propriétaire des murs louera les différents espaces et sera en charge de l'entretien et de la sécurité
- La SARL RESTAURANT CHEZ ISMAEL aura en charge l'exploitation du bar et du restaurant
- L'association LA MAISON DE LA GAÏETE s'occupera de l'organisation et de la programmation de la salle de spectacle et la location de espaces de coworking
- Enfin une deuxième association sera dédiée à la partie artistique du projet avec notamment la création et l'animation de l'atelier des Mosaïques

La seconde phase de travaux, objet de la présente demande d'aide, concerne la réalisation de VRD et des travaux de second œuvre, ils seront portés entièrement par la SCI.

Dans le cadre de ce projet, M. HERVE prévoit le recrutement de 6 salariés pour la SARL et d'un salarié pour l'association.

Le montant total des investissements pour cette seconde tranche de travaux s'élève à 1 034 711,60 H.T €, ils sont entièrement éligibles à l'aide de la CDA.

Le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises proposé par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la SCI 7280 s'élève à 155 206 €, correspondant à un taux d'intervention de 15 % des dépenses éligibles plafonnées à 1 034 711,61 € H.T.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n° CC_2021_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n° CC_2021_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 17 novembre 2022, présentée par la SCI 7280 pour le compte de la SARL RESTAURANT CHEZ ISMAEL et l'association LA MAISON DE LA GAÏETE,

Considérant le projet de réhabilitation et de rénovation d'un bien professionnel présenté par Monsieur Laurent HERVE pour y exploiter de nouvelles activités de salle de restaurant-bar-salle de spectacle-espaces de coworking sur la commune de Chérac,

Considérant l'impact positif du projet sur la création d'emploi par la création de 7 postes à temps complet,

Considérant que les travaux réalisés permettront de résorber une friche commerciale située en centre-bourg,

Considérant l'impact positif du projet sur la vitalité et l'attractivité du centre-bourg de la commune de Chérac,

Considérant que ces investissements immobiliers d'un montant total de 1 034 711,60 euros H.T sont éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023 au compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant maximum de 155 206 € à la SCI 7280 pour financer l'acquisition et les travaux de rénovation de son futur local d'activité, cette aide correspondant à 15 % du montant des dépenses éligibles estimées à 1 034 711,61 € HT.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Martine MIRANDE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-40. Association Pôle Innovation de Saintes - Attribution d'une subvention pour l'année 2023 et autorisation de signer la convention associée

Monsieur le Président déclare que comme chaque année, il convient de voter une subvention à l'association Pôle Innovation, qui héberge et accompagne des porteurs de projets et assure la promotion du savoir-faire local. En quatre ans, 31 porteurs de projets ont été accompagnés. L'équipe comprend trois salariés et une apprentie. Une subvention de fonctionnement de 30 000 euros est proposée.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande comment ces 30 000 euros ont été déterminés, et s'ils sont suffisants compte tenu du nombre de projets croissant à soutenir.

Monsieur le Président répond qu'habituellement, l'association recevait une subvention de 220 000 euros. Le problème qui se pose est que la sphère privée apporte 30 000 euros de subventions, et qu'il est illégal qu'une collectivité apporte plus de 50% de subventions à une association. Des contacts ont été pris avec la région afin d'obtenir de sa part une subvention de 100 000 euros. Certains technopôles sont en effet aidés par la région. Si cette subvention était accordée, une Décision Modificative portant sur 70 000 euros supplémentaires pourrait être envisagée. Pour le moment, la subvention de 30 000 euros permet à l'association d'être viable durant une année. Si la région ne participe pas, un changement de statut devra être travaillé, même si le souhait est de pouvoir conserver le statut actuel.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que les 100 000 euros de la région, les 100 000 euros de la CDA et les 30 000 euros d'aides privées ne couvrent pas les 305 000 euros du budget de l'association. Elle demande qui apportera le complément.

Monsieur le Président explique que l'association encaisse des loyers. La partie subventions s'élevait déjà à 220 000 euros, le reste étant apporté par le privé et les rentrées des services. En l'absence d'autres questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'association du Pôle Innovation de Saintes créée en 2018 a pour vocation principale de favoriser l'émergence et le développement d'activités économiques innovantes afin de contribuer à la création de valeur ajoutée sur le bassin d'activités et d'emplois saintais.

Les principales missions de l'Association du Pôle Innovation de Saintes sont d'héberger et d'accompagner les porteurs de projets innovants en activité de recherche-développement, de développer et promouvoir le savoir-faire présent localement à travers la mise en place d'événements (Hackathon, conférences, ateliers thématiques, 34 animations réalisées en 2022), de réunir les acteurs compétents et dynamiques en matière d'innovation et de participer à l'attractivité du territoire.

En 4 ans, le Pôle Innovation a accompagné 31 porteurs de projet et start-ups.

Il accueille actuellement 7 start-ups et 6 porteurs de projets en incubation. Il s'appuie sur une équipe de

3 salariés et une apprentie.

Dans le cadre de la compétence développement économique de la CDA, il est proposé de soutenir l'association du Pôle Innovation de Saintes en lui attribuant une subvention d'un montant de 30 000€ pour l'année 2023.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure la convention ci-jointe.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec Les administrations,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la délibération n°2018-147 du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2018, transmise au contrôle de légalité le 4 juillet 2018, portant adhésion de la CDA de Saintes à l'Association du Pôle Innovation de Saintes,

Vu la délibération n°2022-79 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 relatif à l'avenant n°2 à la convention entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, prolongeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2023,

Vu la délibération n°CC_2022_209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 portant vote du Budget Principal 2023,

Vu les statuts de l'association du Pôle Innovation de Saintes,

Considérant l'objet social de l'association dont la vocation est de favoriser l'émergence et le développement d'activités économiques innovantes et de créer ainsi de la valeur ajoutée sur le bassin d'activité et d'emplois saintais,

Considérant que l'Association du Pôle Innovation ambitionne de devenir une structure de premier plan en matière d'innovation intégrant les acteurs locaux ainsi que de « jeunes pousses » nécessitant d'être accompagnés,

Considérant que les principales missions de l'Association du Pôle Innovation de Saintes sont d'héberger et d'accompagner les porteurs de projets innovants, en activité de recherche-développement, de développer et promouvoir le savoir-faire présent localement à travers la mise en place d'événements, de réunir les acteurs compétents et dynamiques en matière d'innovation et de participer à l'attractivité du territoire,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de participer aux travaux de l'Association du Pôle Innovation de Saintes compte tenu de la nécessaire mutation du territoire vers les domaines du numérique et de l'innovation,

Considérant les retombées économiques de ces activités et de leur développement pour le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant les moyens nécessaires à la réalisation de la mission de l'Association du Pôle Innovation de Saintes, notamment l'équipement du site, le paiement de loyers, les charges de personnel, l'organisation d'événements et de manifestations, la mise en place d'un appel à projet, les frais de communication, et les besoins de financement en découlant,

Considérant la demande de subvention du Pôle Innovation de Saintes au titre du budget 2023 en date du 07 octobre 2023,

Considérant le dispositif communautaire complémentaire issu de l'orientation n°4 « Accélérer le développement des territoires par l'innovation » et prévu au sein de la convention avec la Région Nouvelle

Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises qui prévoit de soutenir la création de Pôles Innovation,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023 au compte 6574,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 € à l'Association du Pôle Innovation de Saintes pour l'année 2023.

- d'approuver les termes de la convention de soutien au développement économique et aux entreprises ci-jointe.

- d'autoriser Monsieur Philippe CALLAUD, Vice-Président en charges des finances, à signer la convention ci-jointe et tous documents liés à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour*
 - 0 Voix contre*
 - 0 Abstention*
 - 5 élus ne prennent pas part au vote (M. Bruno DRAPRON, M. Jérôme GARDELLE, M. Francis GRELLIER, M. Pierre-Henri JALLAIS et M. Frédéric ROUAN)*
- ******

2023-41. Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) - Autorisation de signer la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2023

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que cette délibération fait suite à celle prise en décembre dernier. L'ADIE a pour objectif d'aider les porteurs de projets qui n'ont pas accès au crédit bancaire traditionnel. Comme chaque année, sa démarche sur le territoire est soutenue. Il s'agit en effet de l'un des acteurs de la création. L'association est basée au sein de la Cité Entrepreneuriale de Saintes, et accompagne un nombre non négligeable de porteurs de projets. Elle organise des permanences ainsi que des réunions d'information, et participe à des actions de sensibilisation en direction de publics éloignés de l'emploi et en reconversion. L'idée est que ces 8 000 euros viennent conforter l'action de l'association sur le territoire.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « développement économique » et du règlement d'intervention contractualisé avec la Région Nouvelle Aquitaine, la CDA de Saintes peut participer au financement de structures d'aides à la création d'entreprise.

L'ADIE s'adresse principalement aux porteurs d'un projet de création d'entreprise ou de leur propre emploi qui n'ont pas accès au crédit bancaire : demandeurs d'emploi, allocataires de minima sociaux, « travailleurs pauvres », personnes en recherche d'accès ou de maintien de l'emploi.

La principale mission de l'ADIE est de favoriser la création d'entreprises et l'entrepreneuriat des publics les plus éloignés de l'emploi avec le microcrédit accompagné.

L'ADIE dispose d'une antenne à Saintes basée à la Cité Entrepreneuriale animée par une personne à temps plein aidée d'une équipe de bénévoles.

En 2022, l'ADIE a enregistré sur le territoire de l'agglomération 64 nouveaux contacts, accompagné 70 personnes, financé 24 projets, mis en place 8 contrats de micro-assurances.

En 2023, l'ADIE :

- Assurera des permanences hebdomadaires à la Cité entrepreneuriale de Saintes,
- Organisera des ateliers d'informations collectives en présentiel ou en visioconférence, des rencontres et des temps d'animation communs en partenariat avec les acteurs locaux : La Mission Locale, le Pôle Emploi, les chambres consulaires, Coworketc, CIDFF, Espace Gestion,
- Participera à l'action de sensibilisation à l'entrepreneuriat portée par la Mission locale, au niveau du quartier Bellevue-Boiffiers : action dénommée "Café des envies" qui sera organisée chaque mois,
- Délocalisera des temps de travail internes au sein des quartiers,
- Organisera des informations ou des ateliers thématiques permettant la mise en réseau des créateurs locaux,

La présente délibération a pour objet la signature d'une convention déterminant les modalités de versement de la subvention de 8 000 € attribuée à l'association lors du vote du Budget primitif du Budget principal par le Conseil Communautaire lors de sa séance du 08 décembre 2022.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement Economique,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention pour le SRDEII signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Vu la délibération n°CC_2022_209 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023 et notamment l'annexe des subventions versées dans le cadre du vote du budget (chapitre 65, article 6574),

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de soutenir les structures d'aides à la création d'entreprise,

Considérant la demande de subvention adressée par l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) pour l'année 2023,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de moyens pour 2023 ci-jointe entre l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique et la Communauté d'Agglomération de Saintes.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion à signer ladite convention et tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote
-

2023-42. Approbation du règlement de l'appel à projets Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2023 et du prix "Coup de cœur citoyen" associé

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique que l'appel à projets créé depuis 2018 fonctionne très bien. Le partenariat initié avec COOP Atlantique est fructueux. Il est né du PSE, toutefois il va perdurer dans le temps. COOP Atlantique est membre du jury et participe activement aux projets accompagnés. La formule demeure identique, avec 2 000 euros accordés dans le cadre du prix « Coup de cœur citoyen ». Une attention particulière sera portée aux projets contribuant à l'égalité hommes-femmes ainsi qu'à la lutte contre la précarité alimentaire.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) représente dans l'agglomération de Saintes, en 2019, 262 établissements et 3177 emplois, ce qui fait de l'ESS un moteur de l'économie locale avec 19.6% de l'emploi salarié privé (contre une moyenne nationale de 13.6%).

Présente dans tous les secteurs de l'économie, du social au bâtiment en passant par la banque, l'assurance, le tourisme, le sport ou l'agriculture, l'ESS offre un mode de gestion d'entreprise responsable et connaît une croissance régulière d'activité et d'emploi, évitant les soubresauts des périodes de crise.

Fort de ce constat, la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé, depuis 2016, d'accorder toute sa place à l'ESS dans sa politique économique.

Parmi les actions phares de la Communauté d'Agglomération de Saintes en faveur de l'ESS figurent les appels à projets. 28 projets d'associations ou entreprises ont ainsi été récompensés en 5 années, créant à court ou moyen terme plus de 50 emplois.

En 2021, la CDA a innové en affectant une part de 2.000€ à un vote du public, les internautes ayant la faculté de s'exprimer en choisissant parmi les projets lauréats de l'appel à projets ESS celui qui leur paraissait le plus méritant et intéressant pour le territoire. Cette opération a été reconduite en 2022.

Des négociations engagées en 2022 avec la CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire) et le Président de la CDA de Saintes ainsi que son Vice-président en charge de l'ESS, ont permis d'obtenir de la société BPI GROUP, gestionnaire du fonds de revitalisation de COOP Atlantique, une somme de 10 000 € en faveur des candidats de l'appel à projets de la CDA de Saintes.

Il convient d'approuver le règlement de l'appel à projets ESS pour l'année 2023, comprenant une opération « coup de cœur citoyen » et d'autoriser son lancement. Etant précisé que seront examinés avec une attention particulière cette année, non seulement les projets portant une action en lien avec le PAT (Projet Alimentaire Territorial), en particulier pour la résorption de la précarité alimentaire, mais encore ceux qui améliorent l'égalité homme-femme.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L. 4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine,

Considérant le succès des précédentes éditions d'appels à projets ESS lancés par la Communauté d'Agglomération de Saintes avec 28 projets lauréats en 5 ans prévoyant la création de plus de 50 emplois,

Considérant le succès également du prix « Coup de cœur citoyen » organisé en 2021 et 2022, ayant amené respectivement près de 500 puis 1000 personnes à se connecter au site web de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour sélectionner un gagnant parmi les lauréats de l'appel à projets,

Considérant la décision de COOP Atlantique d'affecter en 2023, comme en 2022, dans le cadre de son PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi), une somme de 10 000 € issue de son fonds de revitalisation du territoire, géré par la société BPI GROUP, au profit de porteurs de projets de l'économie sociale et solidaire candidats à l'appel à projets ESS de la CDA de Saintes,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2023, nature 6574, chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes du règlement de l'appel à projets ESS 2023 ci-joint (annexe n°1) et d'y affecter la somme de 23 000 € maximum.

- d'approuver les termes du règlement du prix « Coup de cœur citoyen » ci-joint (annexe n°2) associé à l'appel à projets ESS 2023 et d'y affecter la somme de 2 000 €.

- d'autoriser le lancement de l'appel à projets ESS 2023 à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion, à signer tout courrier et document afférent à la mise en œuvre de ces règlements, à l'exception des décisions d'attribution des subventions aux lauréats et des conventions en découlant qui seront prises ultérieurement par l'autorité ou l'organe compétent au sein de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-43. Lancement d'une campagne de financement participatif en 2023 avec ADEFIP, COOP Atlantique et la Région Nouvelle Aquitaine et subvention à ADEFIP pour la gestion de la plateforme créée à cet effet

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique qu'une plateforme de financement participatif a été initiée pour la première fois en Nouvelle-Aquitaine, avec l'ADEFIP (qui porte le site internet jadopteunprojet) et COOP Atlantique. Elle a très bien fonctionné, et a suscité l'intérêt de la région. Une nouvelle mouture va être proposée cette année, avec une base d'abondement de 10 000 euros de la part de la CDA, 10 000 euros de la part de la COOP Atlantique, et 5 000 euros de la part de la région. Cette année, six porteurs de projets vont être inscrits sur la plateforme. Pour chaque euro de participation citoyenne levé par les porteurs de projets, la COOP et la CDA apportent elles aussi un euro chacune. L'an dernier, un minimum de 2 500 euros était nécessaire pour lever la participation. Dans le contexte actuel d'inflation, la somme permettant de déclencher l'abondement a été réduite à 1 500 euros. Il a de plus été décidé que la CDA et la COOP bloqueraient 1 000 euros pour les projets fléchés en lien avec la précarité alimentaire. La région retiendra

par ailleurs deux projets en lien avec sa feuille de route, et abondera à hauteur de 2 500 euros pour chaque projet.

Monsieur Jean-Philippe MACHON observe que le fonds de revitalisation a été créé à la suite des 80 emplois supprimés par la COOP Atlantique. Il suppose que l'objectif de ce fonds est de compenser une partie des emplois supprimés. Il demande si un tableau de bord permet de suivre combien d'emplois ont été créés depuis 2020.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que le PSE a été activé l'an dernier. COOP Atlantique siège dans le jury de l'appel à projets et dans celui de la plateforme par le biais de sa DRH. Elle porte une attention particulière sur la création d'emploi dans le cadre des projets soutenus. Dans la plupart des projets soutenus, le porteur de projet crée son emploi. La feuille de route visait à compenser les pertes d'emplois. Il s'agit de redynamiser le territoire par l'attractivité, l'innovation et la création d'emploi. Depuis 2018, une centaine d'emplois devrait avoir été créée. L'ESS recouvre un secteur d'emploi très vaste, et certains projets ont pu mener à la création d'une dizaine voire d'une vingtaine d'emplois, comme ReSanté-Vous. L'emploi constitue le leitmotiv de chaque projet accompagné.

Monsieur Frédéric ROUAN ajoute qu'outre le champ de l'ESS, le PSE de la COOP Atlantique comprend d'autres lignes. Le plan va se terminer, et il sera possible de dresser un bilan du nombre d'emplois créés. Monsieur le Président propose d'effectuer un point en commission économique sur le sujet.

Monsieur Michel ROUX a fait le total des aides apportées à l'économie classique, qui s'élèvent à 457 772 euros, pour 27 emplois créés, soit environ 17 000 euros par emploi. En ce qui concerne l'ESS, les aides s'élèvent à 41 000 euros. Il considère que « l'aide des pauvres est une pauvre aide ».

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS annonce qu'un grand forum de l'ESS sera organisé le 16 juin au niveau de l'esplanade Saint-Louis.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur précise que la COOP Atlantique a engagé un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) à la suite de la suppression de plus de 80 emplois dans ses entrepôts à Saintes en 2020 auxquels s'ajoutaient près de 60 emplois dans son site de Condat-sur-Vienne.

Dans ce cadre, COOP Atlantique a créé un fonds de revitalisation destiné à soutenir la création d'activités et d'emplois dans le bassin d'emploi de Saintes, confié à la société BPI GROUP dont l'objet est l'accompagnement dans la transition professionnelle vers l'emploi et l'aide à la création d'entreprise.

Deux mesures ont été prises par COOP Atlantique pour une application en 2023, sur des modalités similaires à celle de 2022 et en partenariat avec BPI GROUP et la CRESS, lors de la réunion de son comité d'engagement des projets du PSE.

Ces mesures mobilisent, comme en 2022, deux fois 10.000€ du fonds de revitalisation de COOP Atlantique et sont les suivantes :

- *L'affectation de 10.000€ aux projets ESS issus de l'appel à projets ESS lancé par la CDA de Saintes cette année, permettant à la CDA de Saintes de diminuer d'autant sa participation financière à cet appel à projets ESS 2023 (objet d'un rapport distinct du même Conseil communautaire),*
- *L'abondement à hauteur de 10.000€ d'un fonds de financement participatif dont la gestion sera confiée à l'association ADEFIP (Action pour le Développement Economique par la Finance Participative), gestionnaire de la plateforme de financement participatif jadopteunprojet.com, conditionné à l'apport d'une somme identique de la CDA de Saintes (provenant en l'occurrence de la moindre affectation par la CDA de son appel à projets ESS comme l'an dernier).*

Il est précisé que l'apport de la CDA de Saintes cité pour la seconde mesure, relative au fonds de financement participatif, objet de la présente délibération, se fera individuellement pour chaque dossier de financement examiné par le moyen de notre aide à la création et au développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire, jusqu'à une hauteur maximum pour cette opération de 10.000€.

Le schéma de principe élaboré pour cette année, sensiblement différent de celui de l'année 2022, prévoit que la CDA et la COOP Atlantique interviendront en 2023 chacun à hauteur de 1.500€ maximum par projet pour 6 candidats (contre 5 en 2022), lesquels candidats, selon le principe du financement participatif, devront s'efforcer d'obtenir un engagement de financement citoyen à une hauteur minimum identique soit 1.500€.

La logique reste donc celle d'un effet de levier multiplié par 3 comme en 2022 sur la base suivante : 1.500€ citoyen voire plus + 1.500€ de COOP + 1.500€ de la CDA soit 4.500€ de financement minimum pour le porteur du projet. Sachant que cette année la Région Nouvelle Aquitaine apporte un abondement appelé « coup de boost » offrant 5.000€ supplémentaires affectés à deux des six candidats qualifiés de « Néo Terra compatibles » en référence à sa feuille de route Néo Terra dédiée à la transition écologique et énergétique. Soit 2.500€ supplémentaires pour deux projets qui pourront ainsi prétendre à $1.500€ \times 3 + 2.500€ = 7.000€$ de financement.

Par ailleurs, compte tenu du nombre de projets visés (6), de la somme individuelle affectée hors Région Néo Terra (1.500€ par projet) et des budgets alloués par COOP et la CDA pour l'opération (10.000€ chacun), COOP et la CDA disposeront d'un reliquat de 1.000€ chacun à accorder à l'un ou l'autre des six projets retenus s'ils atteignent le minimum de financement.

Pour créer et gérer la plateforme de financement participatif qui servira d'outil support de l'appel au financement citoyen, ADEFIP sollicite une subvention de fonctionnement de 2.100€ dont une partie de 1.000€ est mise à la charge de la CDA et le reste pris en charge par la COOP Atlantique avec son fonds de revitalisation du territoire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L 4251-17,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de La Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu La délibération n°2018.86.CP de La Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional " Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Considérant la volonté de COOP Atlantique de consacrer, dans le cadre d'un fonds de revitalisation du territoire, issu de son Plan de Sauvegarde de l'Emploi, une somme de 10.000€ en abondement d'une plateforme de financement participatif,

Considérant que la condition fixée à cet apport est la mobilisation d'une somme équivalente par la CDA de Saintes au profit des porteurs de projets candidats à un financement participatif,

Considérant qu'à cet effet la CDA de Saintes peut mobiliser, pour les bénéficiaires de la plateforme de financement concernée, le dispositif prévu dans le cadre de la convention SRDEII susvisée de son aide à la création et au développement des entreprises de l'ESS,

Considérant que le principe du financement participatif est le recours à des fonds citoyens pour collecter des financements et que, grâce à l'opération proposée par la COOP Atlantique et la CDA de Saintes, un effet de levier puissant est offert aux projets du territoire : 10.000€ de collecte des citoyens + 10.000€ d'abondement de la COOP + 10.000€ de complément de la CDA de Saintes soit 30.000€,

Considérant l'activité d'ADEFIP, association gestionnaire d'une plateforme de financement participatif appelée jadopteunprojet.com implantée dans la Région Nouvelle Aquitaine et sa capacité à créer sur son site web un outil de plateforme dédié à l'opération COOP Atlantique et CDA de Saintes dans le cadre de ce projet,

Considérant qu'ADEFIP sollicite une subvention de 2.100€ aux deux partenaires de la plateforme pour sa création et le suivi de son fonctionnement dont 1.000€ à la charge de la CDA de Saintes,

Considérant que, dans le cadre de la convention SRDEII susvisée, la CDA de Saintes peut mobiliser à cet effet son aide aux actions collectives dont l'objet est le soutien des organismes, plateformes d'initiatives locales ou associations, finançant la création ou le développement des entreprises,

Considérant les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2023, au compte 6574,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter Les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïc de La République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le règlement ci-joint (PJ1) d'attribution des subventions de la CDA de Saintes à des entreprises de l'ESS dans le cadre d'un financement participatif déployé avec COOP Atlantique et la Région Nouvelle Aquitaine par l'intermédiaire de la plateforme de financement collaboratif ADEFIP - Jadopteunprojet, ce règlement s'appuyant sur le dispositif de la CDA d'aide à la création et au développement des structures de l'ESS.

- **d'approuver** l'octroi à ADEFIP (Action pour le Développement Economique par la Finance Participative) d'une subvention de fonctionnement de 1.000€ pour permettre à cette association de créer et gérer une plateforme de financement participatif mobilisant le fonds de revitalisation de la COOP Atlantique, l'aide de la CDA de Saintes à ce titre s'appuyant sur le dispositif de la CDA d'aide aux actions collectives finançant la création, la reprise ou le développement d'entreprises.

- **d'approuver** les termes de la convention ci-joint (PJ2) à signer avec ADEFIP pour la mise en œuvre de cette opération.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'économie sociale et solidaire, à signer ladite convention avec le Président d'ADEFIP.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

TOURISME

2023-44. Animation touristique Escapade sur le fleuve Charente 2023 : tarification et autorisation de signer une convention de partenariat pour la billetterie avec l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge

Monsieur Alexandre GRENOT déclare qu'outre l'Escapade, de nombreuses animations touristiques et culturelles vont avoir lieu sur le territoire à partir de juin jusque fin août. Pas moins de 18 événements sont prévus, avec des concerts Préludes, des séances de cinéma en plein air et le retour des échappées rurales. Ces événements permettent de fédérer, et d'animer la population et les touristes.

En ce qui concerne l'Escapade, l'objet du vote est d'approuver l'organisation de cette troisième édition, et de déléguer la gestion de la billetterie à l'Office de Tourisme. Les activités comme le paddle ou le kayak ainsi que le vélo seront payantes, pour 5 euros par participant. Elles seront gratuites pour les moins de 12 ans. Cette année, des randonnées pédestres auront lieu à Dompierre sur Charente et aux Gonds. La randonnée fluviale aura lieu de Chaniers à Saintes et représentera 11 kilomètres, tandis que la randonnée cycliste s'étendra sur 25 kilomètres. De l'animation musicale est prévue sur l'ensemble du parcours, ainsi que de la restauration au niveau de Chaniers pour le midi. La sécurité sera assurée.

Monsieur Pierre DIETZ souhaite remercier Monsieur Pierre-Henri JALLAIS d'avoir cité ReSanté-Vous. Il ignorait que le projet avait permis de créer autant d'emplois, et s'en réjouit. Pour ce qui est de l'Escapade, il souhaite savoir si la CDA, en tant qu'organisatrice, a obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires qu'elle avait demandées.

Monsieur Alexandre GRENOT répond que ce point est en cours. Elles ont été obtenues l'an dernier, il est donc possible d'imaginer qu'elles le seront cette année encore.

Monsieur Pierre DIETZ demande si cela est valable également pour la navigation sur le fleuve.

Monsieur Alexandre GRENOT explique que le Département est propriétaire du fleuve. Il est informé et valide les autorisations à chaque fois.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souhaite savoir si l'Office de Tourisme demeurera toujours au même endroit en 2023. Un projet de déménagement au niveau de l'immeuble Crédit Mutuel avait été envisagé.

Monsieur Alexandre GRENOT confirme que l'Office de Tourisme se situera bien au même endroit en 2023.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que, depuis 2021, la Communauté d'Agglomération de Saintes porte l'organisation de l'événement : Escapade sur le Fleuve Charente. Cet événement met en valeur les activités de pleine nature sur et autour de la Charente, en lien avec 8 municipalités (Dompierre-sur-Charente, Rouffiac, Montils, Saint Sever de Saintonge, Chaniers, Les Gonds, Courcoury et Saintes).

Pour 2023, les membres de l'exécutif de la CDA de Saintes proposent d'organiser l'Escapade sur le Fleuve Charente le dimanche 4 juin 2023. En cas de météo défavorable ou de cas de force majeure, l'évènement sera reporté à une date ultérieure.

L'édition 2023 comprendra les activités suivantes :

- *une randonnée de descente du fleuve Charente de 11 km de Chaniers à Saintes, l'après-midi, pour 200 embarcations non motorisées ;*
- *une randonnée vélo de 25 km, en boucle, l'après-midi, au départ de Chaniers, avec des étapes animées à St Sever-de-Saintonge, Rouffiac et Courcoury, pour 200 vélos ;*
- *une balade pédestre (boucle de 5 km) à la découverte du delta de la Seugne, l'après-midi, à Les Gonds avec des arrêts d'interprétation-nature, pour 150 randonneurs*
- *une balade pédestre (boucle d'une dizaine de km) à la découverte du patrimoine et des paysages de Dompierre-sur-Charente, pour 150 randonneurs*
- *des initiations nautiques l'après-midi à Saintes*
- *des animations musicales, des stands sur le développement durable et des points de ravitaillement le long des parcours.*
- *Un déjeuner convivial en musique à Chaniers (pique-nique tiré du sac ou restauration locale) pour rassembler tous les participants avant le départ des randonnées.*
- *des prestations liées à l'encadrement et la sécurité de l'évènement : réparation-remorquage des vélos, secours terrestres et aquatiques.*
- *De nouveaux services pour les participants :*
 - *Une navette à Saintes pour permettre aux participants à la randonnée fluviale de déposer leurs embarcations à Chaniers puis leur véhicule à Saintes avant de revenir en bus à Chaniers pour le départ bateau.*
 - *Des locations de kayaks 1 et 2 places et de paddles à Chaniers.*

La participation aux randonnées de l'Escapade sur le Fleuve Charente est régie par un règlement intérieur, reprenant les indications transmises dans les dossiers d'autorisation auprès de la Sous-Préfecture et de la DDTM. Par ailleurs, une tarification est proposée pour responsabiliser les participants et aider à couvrir certains frais d'organisation.

Produits	Jauge	Règlement intérieur	Tarif
Randonnée fluviale 11 km	200 embarcations non motorisées environ 300 pers	< 18 ans avec un adulte Gilet flottabilité obligatoire	5 € > 12 ans Gratuit < 12 ans

Randonnée vélo 25 km	200 vélos environ 220 pers	< 8 ans oblig. accompagnés d'un adulte Casque obligatoire < 18 ans	Inclus : accès à la randonnée, aux ravitaillements à la sécurité, la navette, aux animations Exclus : repas du midi
Balade à pied 5 km - Les Gonds	150 pers	Tout public	gratuit
Balade à pied 9.5 km - Dompierre sur Ch.	150 pers		
Navette Saintes- Chaniers	2 départs (capacité en fonction du bus)	Pour les conducteurs des groupes de participants à la randonnée fluviale	Incluses dans tarif
Location : canoé / kayaks (2/3 places) paddle	50 canoés / kayaks (2/3 places) + gilet + pagaie 50 paddles + gilet + rame		22 € 15 €
Initiations nautique : 1h de canoé kayak	Canoé : 15 pers * 4 créneaux	Dès 8 ans	Gratuit
animations musicales			gratuit
TOTAL	880 participants potentiels		

Il est proposé que la vente et la gestion des billets soient confiées à l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge. Ce dernier s'engageant à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets, les recettes de billetterie de l'évènement seront intégralement reversées à la Communauté d'Agglomération de Saintes, qui aura préalablement adressé à l'Office de Tourisme un titre de recettes sur la base d'un état des ventes de l'évènement.

L'objet de cette délibération est donc :

- d'acter la jauge, les consignes du règlement intérieur et les tarifs de la grille présentée plus haut, à savoir :
 - randonnée fluviale (navette incluse au tarif) : 5 € pour les participants à partir de 12 ans / gratuit pour les moins de 12 ans.
 - randonnée vélo : 5 € pour les participants à partir de 12 ans / gratuit pour les moins de 12 ans.
 - randonnées pédestres : gratuit
 - initiations nautiques : gratuit.
 - animations musicales : accès gratuit.
 - Location canoés / kayaks (2/3 places): 22 €
 - Location paddle : 15 €
 - Repas du midi : à la charge des participants.
- d'acter la convention entre l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et la Communauté d'Agglomération de Saintes pour ce partenariat de billetterie.
- d'acter le règlement intérieur de l'évènement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier

2023, et notamment l'article 6, III, 1°) relatif au tourisme,

Considérant que dans le cadre de la compétence facultative liée au tourisme, les élus communautaires ont décidé de reconduire cette année l'événementiel touristique intitulé « Escapade sur le Fleuve Charente » qui vise à mettre en valeur les activités de pleine nature sur et autour de la Charente,

Considérant que « L'Escapade sur le Fleuve Charente » nécessite, pour des raisons de sécurité, une inscription préalable des participants et le respect d'un règlement intérieur,

Considérant les tarifs proposés ci-dessus pour l'édition 2023 de « L'Escapade sur le Fleuve Charente »,

Considérant que les repas du midi sont à la charge des participants,

Considérant que l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge (EPIC) est en capacité d'informer le public et de procéder à la vente de billets via son personnel d'accueil au bureau d'information situé à Saintes, Place Bassompierre et son système de billetterie en ligne sur le site Internet : www.saintestourisme.fr.

Considérant la convention ci-jointe de « vente des billetteries pour tiers » de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et l'annexe relative aux clauses RGPD définissant les engagements réciproques et notamment l'engagement de l'Office de Tourisme de Saintes et de La Saintonge (EPIC) à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets,

Considérant que les recettes de billetterie de l'évènement seront intégralement reversées par l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge à la Communauté d'Agglomération de Saintes, qui aura préalablement adressé à l'Office de Tourisme un titre de recettes sur la base d'un état des ventes de l'évènement,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023, service 22 (tourisme),

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la tarification proposée pour l'Escapade sur le Fleuve Charente 2023, à savoir

- randonnée fluviale (navette incluse au tarif) : 5 € pour les participants à partir de 12 ans / gratuit pour les moins de 12 ans.
- randonnée vélo : 5 € pour les participants à partir de 12 ans / gratuit pour les moins de 12 ans.
- randonnées pédestres : gratuit
- initiations nautiques : gratuit.
- animations musicales : accès gratuit.
- Location canoés / kayaks (2/3 places): 22 €
- Location paddle : 15 €
- les repas du midi sont à la charge des participants.

- **de confier** à l'Office de Tourisme Communautaire de Saintes et de la Saintonge la vente des billets de l'évènement « Escapade sur le Fleuve Charente 2023 »,

- **d'approuver** la convention de partenariat ci-jointe de « vente des billetteries pour tiers » de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » (et l'annexe relative aux clauses RGPD) définissant les engagements réciproques, notamment l'engagement de l'Office de Tourisme de Saintes à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets et les modalités de reversement des recettes de billetterie entre l'EPIC et la CDA de Saintes.

- **d'approuver** les conditions générales de vente de l'Office de Tourisme ainsi que le règlement intérieur propre à l'évènement « Escapade sur le Fleuve Charente 2023 ci-joints.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Tourisme, des Itinéraires de randonnées et des Véloroutes Voies Vertes, des Equipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et du Contrat de fleuve, à signer ladite convention de partenariat événementiel ci-jointe et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour

- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-45. Attribution d'une subvention à l'Association "Abbaye aux Dames, la Cité musicale" en soutien à l'organisation des concerts "Préludes" 2023

Monsieur Alexandre GRENOT déclare que Préludes a remporté un grand succès l'année précédente, et effectuera son retour cette année. Il s'agit d'un événement intergénérationnel en faveur de la diffusion et de la démocratisation culturelle sur l'ensemble du territoire des jeunes musiciens, en partenariat avec l'Abbaye aux Dames. Neuf dates sont proposées, pour autant de concerts gratuits dans des lieux atypiques du territoire. Ces dates ont été longuement débattues en commission tourisme. Les frais sont partagés, et une subvention de 14 000 euros est sollicitée, pour un budget global de 28 500 euros.

Monsieur Jean-Philippe MACHON a noté que la délibération faisait état de l'ambition de démocratiser l'accès à la musique classique. En revanche, il est fait référence à la compétence économique et touristique afin de justifier la subvention. Il se demande si ce point n'est pas sujet à débat.

Monsieur le Président explique qu'il s'agit de la promotion du tourisme et du territoire.

Monsieur Jean-Philippe MACHON considère qu'il s'agit plutôt d'un événement culturel.

Monsieur Alexandre GRENOT déclare que l'événement est à la fois culturel et touristique, il est fédérateur au niveau des territoires. Il a lieu au mois de juin, au moment de l'arrivée des touristes. L'an dernier, ces derniers s'étaient largement mêlés à la population.

En l'absence d'autres questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'association de l'Abbaye aux Dames, la Cité musicale de Saintes a présenté à la Communauté d'Agglomération de Saintes, la programmation musicale intitulée « Préludes » 2023, qui prévoit l'organisation de 9 concerts gratuits, entre le 26 mai et le 18 juin 2023, au sein de communes suivantes :

- Corme Royal le vendredi 26 mai
- Dompierre sur Charente le samedi 27 mai
- La Jard le dimanche 28 mai
- Bussac sur Charente le vendredi 2 juin
- Ecoyeux le samedi 3 juin
- St Bris des bois le vendredi 9 juin
- Varzay le samedi 10 juin
- Fontcouverte le samedi 17 juin
- Chérac le dimanche 18 juin

Ces « Préludes » visent à démocratiser l'accès à la musique classique en mettant à l'honneur, à l'occasion de concerts en plein air, dans une ambiance décontractée, 4 ensembles de musique de chambre composés de jeunes prodiges européens.

L'Abbaye aux Dames souhaite perpétuer son rôle d'acteur culturel et citoyen dans la vie du territoire saintongeais : ainsi, elle envisage de reconduire annuellement cette programmation musicale décentralisée, avec l'ambition qu'elle devienne un des rendez-vous musicaux structurants du territoire. Pour la Communauté d'Agglomération de Saintes, la conclusion de ce partenariat avec l'Abbaye aux Dames permet d'étoffer l'offre d'animations estivales en direction des habitants et des touristes et de contribuer à la valorisation du patrimoine bâti et naturel des communes, dans une démarche touristique.

La Communauté d'Agglomération veille également à proposer une équitable répartition des concerts Préludes au sein du territoire. Ainsi, le choix des communes a fait l'objet d'un avis conjoint de la Commission Tourisme puis des Vice-Présidents de l'Agglomération suite à un appel à candidatures envoyé à toutes les communes. Les élus ont par ailleurs décidé que les communes non retenues pour l'édition 2023 des Préludes, seront prioritaires lors des éditions ultérieures.

Le budget prévisionnel pour la mise en place des 9 concerts « Préludes » 2023 s'élève à 28 500 € et inclut la rémunération, l'hébergement et les frais de déplacement des équipes artistiques et des techniciens, les dépenses d'installation technique et le paiement des droits d'auteurs.

Comme pour la 1^{ère} édition en 2022 et afin de favoriser la gratuité des concerts pour les spectateurs, il est

proposé la mise en place du financement partagé suivant :

- autofinancement et recherche de mécénat et financements privés par l'association Abbaye aux Dames à hauteur de 14 500 €
- octroi d'une subvention de 14 000 € à l'association Abbaye aux Dames par la Communauté d'Agglomération de Saintes au titre de sa compétence économique et de la promotion du tourisme.

Grace à ce financement partagé, les communes partenaires n'ont pas de contribution financière à prévoir pour l'accueil des concerts, hormis la prise en charge et l'organisation du repas des artistes et du verre de l'amitié proposé au public après le concert et d'éventuels frais relatifs à la sécurité de l'évènement.

Pour chaque Prélude, une convention partenariale tripartite sera établie entre l'Abbaye aux Dames, l'Agglomération de Saintes et la commune pour encadrer l'organisation globale de la soirée-concert et répartir les tâches et responsabilités de chaque co-contractant.

Ce projet d'animation touristique et notamment la proposition de financement partagé entre la CDA de Saintes et l'Abbaye aux Dames a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 4 janvier 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment les articles 6, I, 1°) « développement économique » et 6, III, 1°) relatif au tourisme incluant la promotion du tourisme,

Considérant que le projet d'animation musicale et touristique « Préludes » porté par l'association Abbaye aux Dames de Saintes prévoit l'organisation de 9 concerts de musique classique en mai et juin 2023 au sein de 9 communes préalablement choisies par l'agglomération de Saintes,

Considérant que cette nouvelle programmation permet de démocratiser l'accès à la musique classique, les concerts étant gratuits pour le public et qu'elle contribue à étoffer l'offre d'animations estivales en direction des habitants et des touristes, en veillant à en proposer une équitable répartition au sein de l'Agglomération de Saintes,

Considérant que ce projet contribue à la valorisation du patrimoine bâti et naturel des communes et participe à l'attractivité touristique du territoire,

Considérant que le budget prévisionnel présenté par l'association Abbaye aux Dames pour l'organisation des 9 concerts « Préludes » 2023 s'élève à 28 500 € T.T.C. et qu'il est proposé la mise en place du financement partagé suivant :

- autofinancement et recherche de mécénat et financement privé à hauteur de 14 500 € par l'association Abbaye aux Dames
- octroi d'une subvention de 14 000 € à l'association Abbaye aux Dames par la Communauté d'Agglomération de Saintes au titre de sa compétence économique et de la promotion du tourisme.

Considérant que ce projet d'animation touristique et notamment la proposition de financement partagé entre la CDA de Saintes et l'Abbaye aux Dames a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 4 janvier 2023,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023, service 22, compte 6574,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 14 000 € à l'association Abbaye aux Dames, pour soutenir l'organisation de la 2^{ème} édition des concerts « Préludes » 2023 au sein de 9 communes de la CDA de Saintes.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération, notamment les conventions partenariales tripartites encadrant l'organisation de chacun des 9 concerts.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

CONTRACTUALISATION

2023-46. Contrat de proximité 2022-2026 - Territoire Saintais

Monsieur le Président rappelle qu'il s'agit du contrat souhaité par le département de la Charente-Maritime. Son souhait était de se situer au plus proche de la co-construction politique avec les communes. Un certain nombre de thématiques sont en effet liées à celles du département. La délibération vise à autoriser Monsieur le Président à signer le contrat de proximité. Il est à savoir que les 36 maires signeront également cet engagement. Le contrat comprend 16 articles et 8 annexes.

Monsieur Michel ROUX a lu le contrat avec attention, et est justement gêné par le terme de contrat. Il lui aurait préféré celui de charte. Les quinze premières pages détaillent les compétences et la politique du département dans différentes actions. Le problème est qu'il est demandé des engagements aux communes, comme celui d'assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat, ou encore de déployer la marque Charente-Maritime. Il considère que le département ne s'apparente pas à une marque de lessive dont la publicité serait faite, et n'est pas favorable à l'idée de s'engager sans l'avis de son conseil municipal.

Monsieur le Président estime qu'il est tout à l'honneur de la Présidente du département d'avoir souhaité être au plus proche des territoires. Il s'agit de s'inscrire dans la co-construction politique du territoire. Les thématiques mentionnées sont celles choisies par le département afin de venir en renfort sur les choix de politiques de la CDA. L'engagement est contractuel dans la mesure où les parties s'engagent à être force de proposition commune sur les grandes thématiques liées à celles du département. En signant un contrat, il est plus facile d'obtenir des subventions.

Monsieur Michel ROUX souhaite savoir si l'Agglomération sera pénalisée si elle ne signe pas ce contrat.

Monsieur Alexandre GRENOT se montre rassurant. Le fonds de revitalisation sera poursuivi, il est important pour les petites communes. Il est question de projets structurants sur plusieurs communes. Ce procédé est unique en France, et il serait dommage de s'en priver. L'idée est de disposer d'une vision globale au niveau du département, et de se projeter en matière de finances. Les aides habituelles pour les petites communes seront bien évidemment maintenues.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique que depuis vingt ans, l'équivalent existe au niveau de la région avec le contrat de territoire, à la différence que les communes ne sont pas signataires. L'intérêt du contrat de proximité est de faire signer les communes afin qu'elles puissent donner leur avis. Par ailleurs, l'action sociale est valorisée, au plus près des territoires et pas seulement de manière automatisée. L'objectif est de mettre en valeur les projets structurants pour le territoire, et elle trouve courageux de considérer que l'action sociale fait partie d'une structuration de territoire.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU précise que les conseillers départementaux souhaitaient cette contractualisation depuis un certain temps, afin que la situation soit claire et bien définie, et qu'il soit possible de disposer d'une réelle vision et non de traiter au fur et à mesure des dossiers exceptionnels. Ce contrat est évolutif, tout nouveau projet émergent dans une commune peut être inscrit dans ce contrat. Il s'agit d'avoir une meilleure visibilité sur les politiques départementales et les règlements, afin que chacun soit traité avec autant d'équité que possible au niveau départemental.

Monsieur Michel ROUX aurait préféré le terme de charte, qui recouvre une réalité différente. Il est tout à fait favorable à l'idée que les communes communiquent leurs perspectives de travaux, de sorte que le département puisse provisionner les subventions. Il ne souhaite cependant pas prendre position en l'absence de son conseil municipal, et s'abstiendra pour cette raison.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite aborder les questions de l'accès à la médecine générale et de l'environnement, en particulier l'eau. Le contrat mentionne des aides à l'investissement dans des maisons de santé pluriprofessionnelles. En l'absence de professionnels de santé, il s'agit d'un vœu pieu. Elle s'interroge sur l'intérêt de financer de telles maisons si elles ne sont pas occupées. Les idées de

développement en matière de médecine sont toutefois bonnes, le besoin de la population est énorme. Elle est par ailleurs inquiète en ce qui concerne l'environnement. La mairie de Saintes a récemment voté l'autorisation de prélever le double de ce que les bassins d'eau peuvent produire. La marge de progrès est importante dans ce domaine. Elle votera cette délibération, considérant que le cadre a le mérite d'exister et de présenter des ambitions, mais attire l'attention des représentants au niveau du département sur la vigilance nécessaire quant à ces dossiers.

Monsieur le Président précise que la mairie n'a pas voté l'autorisation de prélever, mais a donné un avis. Ce dernier est susceptible d'évoluer.

Monsieur Pierre DIETZ partage l'avis de Monsieur Michel ROUX en ce qui concerne une charte plutôt qu'un contrat. En ce qui concerne les projets routiers, il souhaite savoir si la question de la liaison R141 entre Saintes et Dompierre sur Charente a été abordée par les élus.

Monsieur le Président explique qu'il s'agit d'une route nationale, qui ne dépend pas du département.

Monsieur Pierre DIETZ relève que la construction des deux casernes à Saintes représente un budget de 12 millions d'euros. Il demande s'il existera une part communale.

Monsieur le Président répond par la négative. Les casernes sont financées par le département, et le SDIS a fait le choix d'implanter deux casernes à Saintes, la ville étant traversée par un fleuve et comprenant deux rives. Le côté Ouest est beaucoup mieux desservi que l'Est. Le choix de baser les casernes à Saintes permet un gain de temps et l'envoi de secours rapides sur la partie Est du territoire. Une des deux casernes sera probablement basée à Chaniers.

Monsieur Pierre DIETZ a compris que le projet DOJO représentait 5,67 millions d'euros. La partie financière de la ville n'apparaît pas, et il demande si le financement sera entièrement assuré par le Département.

Monsieur le Président répond qu'il s'agit d'un projet de la ville, il ne lui resterait donc au mieux que 20% à financer. Le Département s'engage également dans ce projet du fait de la présence d'un collège à proximité, et la région du fait de celle d'un lycée, tandis que l'État s'engage dans le cadre de la politique de la ville. Il s'agit de co-construction politique. Le contrat est vivant, et d'autres projets qui émergent pourront y être intégrés. En l'absence d'autres questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que, depuis 2022, le Département de la Charente-Maritime propose aux EPCI de son territoire ainsi qu'à leurs communes de signer des contrats de proximité pour la période 2022-2026.

Les contrats passés ont vocation à décliner des politiques départementales dans les territoires, dans des configurations qui leur sont propres en matière d'insertion et d'accompagnement des personnes les plus fragiles, de mobilités, de santé, de logements, d'accès aux services publics, d'équipements culturels et sportifs, de la place des aînés et de la jeunesse dans la société, de soutien des personnes handicapées, du droit à l'enfance, de la politique de l'eau, de la protection de l'environnement, de l'inclusion numérique et tout autre défi d'importance pour la cohésion sociale et territoriale.

La Communauté d'Agglomération de Saintes et les 36 communes de son territoire souhaitent être signataire d'un contrat de proximité avec le Département de la Charente-Maritime et mobiliser toutes les dimensions humaines, sociales, économique, géographiques des politiques départementales pour une agglomération de Saintes plus attractive, innovante, durable et solidaire.

Le contrat élaboré se décline en fiches actions et fiches objectifs selon le degré de maturité des projets. Sont également joints au contrat :

- *Un récapitulatif des demandes d'aide reçues par le Département et concernant les communes de l'agglomération au 31 décembre 2022.*
- *Un recensement des projets communaux portés à la connaissance du Département et qui feront l'objet d'une analyse ultérieure.*

Au travers de ce contrat de proximité, la CDA de Saintes et les 36 communes du territoire s'engagent à :

- *communiquer sur la programmation pluriannuelle des projets ;*
- *associer les Conseillers Départementaux à la mise en œuvre du contrat, notamment en les mobilisant le cas échéant en amont des projets soutenus par le département et pendant leur réalisation ;*
- *rechercher des cofinancements ;*
- *prioriser les projets ;*
- *contribuer à la mise en œuvre des politiques départementales déployées au profit du territoire ;*

- déployer la marque Charente-Maritime ;
- et à associer le Département aux événements financés.

Un comité de suivi du présent contrat sera mis en place et présidé par la Présidente du Département en présence notamment du Président de la CDA de Saintes et de représentants des communes du territoire. Il effectuera une revue de projets annuelle et pourra proposer, le cas échéant, des évolutions. Un comité restreint, composé de 3 représentants du Département et de 3 représentants de la CDA de Saintes, préparera les travaux du comité de suivi.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Considérant que le Département de la Charente-Maritime est un acteur historique de l'aménagement et du développement du territoire au service de l'amélioration de la qualité et du cadre de vie des charentais-maritimes.

Considérant l'ambition partagée par la Communauté d'Agglomération de Saintes, les 36 communes de son territoire et le Département de la Charente-Maritime de :

- renforcer l'attractivité du territoire et de tout faire pour accueillir ses habitants, les entreprises et les touristes. L'objectif est d'être un territoire facilement accessible, connecté aux autres qui s'affirme comme destination touristique proposant une diversité et une qualité dans ses offres,
- œuvrer pour maintenir et améliorer les services publics, pour offrir à ses habitants des équipements de proximité adaptés à leur demande et leur profil,
- accompagner les transitions énergétiques et écologiques en créant les conditions favorables au développement des mobilités douces, des énergies renouvelables en préservant les ressources.

Considérant les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'agglomération,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de Contrat de Proximité 2022-2026 du territoire saintais ci-annexé.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous documents afférents à la présente délibération ainsi que les modifications ou avenants de ce document.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (M. Michel ROUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMERATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

COHESION SOCIALE ET TERRITORIALE

2023-47. Approbation du rapport politique de la ville 2022

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique que le contrat de ville a été prolongé par la loi de finance jusqu'au 31 décembre de cette année. Douze projets ont été financés en 2022 dans le cadre de l'appel à projets, pour un montant de 20 170 euros. Le programme de réussite éducative a permis d'accompagner 67 enfants. Le Point d'Accès aux Droits ne concerne pas uniquement les publics prioritaires, puisqu'il accueille des personnes de toute l'Agglomération. De 226 personnes contactées en 2019, il est passé à 2214 en 2022. Par ailleurs, 47 257 euros ont été investis en 2022 afin d'améliorer la vie du quartier. Les 8 séjours d'été colo apprenante ont bénéficié à 79 enfants, tandis que 190 jeunes ont participé aux ateliers et animations

diverses. Plusieurs initiatives ont eu lieu dans le domaine de la santé, comme la marche Octobre rose, la sensibilisation aux risques liés aux écrans et au cyberharcèlement. En ce qui concerne la contrepartie de la Taxe foncière sur les propriétés bâties, un délai supplémentaire pour y répondre a été accordé cette année à la suite de la cyberattaque. Les éléments chiffrés seront donc présentés ultérieurement. L'évaluation du contrat de ville est quant à elle en cours, le calendrier initial d'évaluation a été respecté et un travail est mené sur la prochaine formalisation.

Madame ABELIN-DRAPRON souhaite remercier l'ensemble des équipes politiques de ville et le projet de réussite éducative. Elles travaillent d'arrache-pied, et la réussite éducative ne concerne pas uniquement les quartiers prioritaires. Lorsque ces enfants arrivent au collège, il est important qu'ils puissent être au même niveau que leurs homologues des communes de l'Agglomération.

Monsieur Jean-Philippe MACHON mentionne les actions concernant le domaine de la cohésion sociale, de la sécurité et de la prévention de la délinquance, qui figurent dans la politique de la ville. Il demande comment expliquer le classement publié par le Figaro, qui classe Saintes à la neuvième place des villes les plus violentes, avec 79% d'augmentation des coups et blessures.

Monsieur le Président a également été surpris de ce classement. Il est intervenu sur CNews à ce sujet, et en a profité pour rappeler que la deuxième ville du département ne disposait pas de BAC, ce qui est inadmissible en sachant que la première, la troisième et la quatrième en possèdent une. De nombreuses personnes se sont interrogées face à ce classement.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON ne comprend pas d'où viennent ces chiffres, qui ne correspondent à aucun des chiffres locaux enregistrés par le commissariat ou le procureur. Concrètement, l'augmentation concernant les atteintes sur les personnes est minime, de l'ordre de 5% sur l'année, mais à un niveau inférieur à celui de 2019. Les chiffres de 2021 et 2022 doivent en effet être mis en perspective avec ceux d'avant Covid, comme ceux relatifs aux cambriolages, les personnes ayant été davantage présentes chez elles durant cette période. Une autre catégorie concerne les infractions relevant de l'activité des services, liées au trafic de stupéfiants. Or, plus les contrôles sont nombreux, plus les prises le sont également. Par ailleurs, les violences intra-familiales ont explosé durant le Covid. La sensibilisation contribue à libérer la parole et à augmenter le nombre de plaintes reçues. Madame ABELIN-DRAPRON regrette que Monsieur Jean-Philippe MACHON n'ait jamais posé de questions sur la politique de la ville en deux ans, et qu'il ne s'y intéresse qu'à travers le prisme de la prévention de la délinquance. Elle trouve cela réducteur, voire insultant.

Monsieur Pierre DIETZ remercie pour les précisions apportées, ayant lui aussi été étonné par ces chiffres. Il considère que si le territoire disposait d'un député actif, il pourrait peut-être faire remonter le sujet de la BAC. En ce qui concerne la politique de la ville, il est précisé que l'Agglomération a été accompagnée dans la démarche d'évaluation de contrat de ville par deux cabinets, pour un coût de 9 000 euros. Cette démarche a été soutenue financièrement par l'État à hauteur de 2 800 euros. Il demande s'il serait possible de connaître les grandes lignes des conclusions tirées.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON explique que le cabinet n'avait pas pour objet d'effectuer un audit au sens classique du terme. Il est spécialisé dans la participation des habitants, et son but était d'accompagner l'Agglomération afin de faire participer un maximum d'habitants à la construction du prochain contrat de ville. Les quatre éléments du diagnostic figurent dans le rapport. Globalement, il s'agit d'un quartier où il fait bon vivre. Les habitants s'y sentent bien, parce qu'il est vert et comporte suffisamment de services sur place ainsi qu'un fort réseau partenarial. Le diagnostic a été mené à la demande de l'État autour de deux thèmes, le City stade et le conseil citoyen. Les points de vigilance remontés portent sur la grande précarité, puisqu'il s'agit de l'un des quartiers les plus pauvres de la Nouvelle-Aquitaine. L'accompagnement doit prendre en compte cette donnée. Les familles monoparentales sont nombreuses au sein du quartier, tandis que la population est de plus en plus vieillissante. Le conseil citoyen doit quant à lui être consolidé. Il a perduré durant la période de Covid, qui n'était pas la période la plus facile.

En ce qui concerne le volet sécurité, un élément qui n'a jamais été soulevé par le passé est que le commissariat de Saintes est l'un des seuls de Nouvelle-Aquitaine à effectuer le travail d'extraction, c'est-à-dire à extraire les prisonniers pour les emmener du tribunal à la maison d'arrêt, et vice-versa. Les agents sont trois à attendre le prisonnier, l'emmener au tribunal, attendre là-bas et le ramener en prison. Ces trois personnes sont mobilisées plusieurs fois par semaine, et ces éléments du commissariat sont mobilisés sur d'autres fonctions que l'ordre public. Depuis 2018, dans quasiment toute la France, la pénitenciaire assume normalement ces missions. Ce point a été remonté au ministère afin d'obtenir des effectifs supplémentaires, ou une reprise de la pénitenciaire sur ce volet.

Monsieur Pierre DIETZ remercie pour les précisions, et assure de son soutien dans le cadre de cette démarche.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 a fixé les modalités de présentation du rapport annuel sur la situation des collectivités au regard de la politique de la ville. Il rappelle que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) signataires d'un contrat de ville sont tenus de présenter chaque année à leur assemblée délibérante un rapport détaillant les actions qu'elle mène sur son territoire.

Le Contrat de Ville a été signé le 30 septembre 2015 pour la période 2015-2020 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022. La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats de ville en cours jusqu'au 31/12/2023. Il porte sur le quartier prioritaire Bellevue - Boiffiers.

Conformément à la circulaire d'application de la loi du 21 février 2014 sur la politique de la ville, le contrat de ville repose sur trois piliers :

- la cohésion sociale,*
- le cadre de vie et le renouvellement urbain,*
- l'emploi et le développement économique.*

L'enfance, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations et l'accompagnement à la parentalité constituent des priorités transversales qui doivent être intégrées dans les trois piliers.

En résumé,

- 12 projets ont été financés dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville 2022 pour un montant total de 20 170 €.*
- Le Programme de Réussite Educative, qui découle du volet éducatif du contrat de ville, a permis d'accompagner 67 enfants en difficulté à travers des parcours individualisés et des projets collectifs. L'ensemble du dispositif est financé à hauteur de 49 013 €.*
- Un médiateur social « Vie de quartier et participation citoyenne » a été recruté. Il intervient sur le quartier politique de la ville en complément de 2 autres médiateurs employés par 2 associations. Le cout du poste s'élève à 33 159 € et 7 000 € de subventions sont versées aux 2 structures partenaires.*
- Un Point Justice/Accès au Droit est également implanté au sein du quartier prioritaire. Il s'agit d'un espace d'accueil et d'écoute qui réunit en un seul lieu des associations spécialisées et des professionnels du droit capables d'informer et d'aider les citoyens dans leurs démarches juridiques et administratives. Le Point Justice a été contacté par 2214 personnes et 843 ont pu consulter gratuitement un intervenant sur place.*
- A travers les dispositifs d'Etat « colos apprenantes » et « quartiers d'été », la communauté d'Agglomération a soutenu des actions éducatives pendant les vacances scolaires auprès des jeunes du quartier Boiffiers-Bellevue.*
- De nombreux investissements ont également été réalisés à travers l'achat d'un tripoteur, d'un ring de boxe portatif et d'aménagements urbains sur la plaine de Bellevue. Le montant des investissements pour l'année 2022 d'élèvent à 47 257 €.*

Ces actions sont complétées par d'autres dans les domaines de la santé, de la sécurité et de la prévention de la délinquance. (Exemples : marche dans le cadre d'Octobre Rose ; exposition Moi, Jeune, Citoyen ; groupe de travail gestion urbaine et sociale de proximité.....)

Enfin, pour rappelle, les bailleurs sociaux bénéficient depuis 2016 de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les quartiers prioritaires. Le montant de l'abattement perçu en 2022 s'élève à 297 400 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement aux programmes d'actions définis dans le contrat de ville,

Considérant la signature du Contrat de Ville de Saintes le 30 septembre 2015 et du protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 du Contrat de Ville et les priorités retenues dans ces derniers,

Considérant que la loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats de ville en cours jusqu'au 31/12/2023,

Considérant la présentation du rapport sur la politique de la ville 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de prendre acte du rapport politique de la ville 2022 ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 4 Abstentions (M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-48. Association le LOGIS - Attribution de la subvention pour l'année 2023 et autorisation de signer la convention associée

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON précise qu'il est proposé de voter la subvention 2023 du Logis, répartie entre 11 000 euros pour l'habitat jeune, 4 000 euros pour les auteurs de violences intra-familiales et 30 800 euros pour l'accueil en maison relais. Une baisse semble être observée par rapport à 2022, toutefois le Logis avait alors reçu une subvention pour l'hébergement de volontaires en service civique international, qui ne seront pas présents cette année.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si des subventions complémentaires sont prévues pour les autres actions du Logis, comme l'accueil des personnes sortant de prison.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON répond qu'une partie des auteurs de violences intra-familiales sortent de prison, et occupent ces places.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE pensait que ces places étaient plutôt destinées aux victimes de violences.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON confirme qu'elles sont réservées aux auteurs. Pour ce qui est des victimes, une maison relais a été créée à Royan et couvre le territoire de Saintes. Des logements pour victimes sont également disponibles sur le territoire Saintais.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'association Le Logis œuvre dans le champ de l'insertion par le logement.

Grâce à l'action Service Logement Habitat des Jeunes, les travailleurs sociaux du Logis assurent un accompagnement tout au long du « projet logement du jeune », le logement étant une étape indispensable dans leur projet de vie et d'insertion socio-professionnelle.

C'est la raison pour laquelle, il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à l'association Le Logis une subvention d'un montant de 11 000 € pour l'année 2023.

Par ailleurs, l'association le Logis intervient dans le champ de la prévention de la délinquance, à travers la mise à disposition de logement pour les auteurs de violences.

La communauté d'Agglomération souhaite à travers le Logis soutenir des associations œuvrant dans le champ de la prévention de la délinquance et de la lutte contre la récidive.

Au regard des axes prioritaires de la nouvelle Stratégie Intercommunale de prévention de la délinquance

(SIPD), la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir l'association Le Logis dans le dispositif des logements Auteurs des Violences Intra-familiales (AVI).

C'est la raison pour laquelle, il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 4 000 € à l'association le Logis pour l'année 2023, prise sur le budget du CISPD.

Enfin, le Logis porte le dispositif de la maison relais qui offre un logement individuel (de type studio ou T2) et un accompagnement quotidien double (projet individuel et actions collectives).

L'Association dispose de 23 places, composée de 8 places prioritaires au public suivi par la psychiatrie, 9 places "très sociales" et 6 places (en diffus) réservées aux PPSMJ (Personnes Placées Sous-Main de Justice). Les logements se situent pour 17 d'entre eux sur le site griffon (propriétaire SEMIS), et 6 en diffus (propriétaires privés).

Financièrement, les maisons relais sont inscrites dans le PDALHPD (Plan Département d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées), et ont donc un financement principal de l'Etat annuellement. L'Etat a demandé aux collectivités locales de contribuer au financement de fonctionnement des maisons relais.

C'est la raison pour laquelle, il est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 30 800 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, notamment l'article 6, II, 2°), compétence optionnelle action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la demande de subvention sollicitée par l'association Le Logis auprès de la CDA de Saintes au titre de l'année 2023,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire du 8 décembre 2022 portant sur le vote du budget primitif du budget principal 2023 et les crédits inscrits au chapitre 65, compte 6574,

Considérant le projet de l'association Le Logis concourant à l'insertion liée par le logement,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes soutient l'association Le Logis dans son action AVI,

Considérant que le Logis porte le dispositif de Maison relais,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes soutient l'association Le Logis dans son action Service Logement Habitat des Jeunes » (SLHAJ), permettant l'accompagnement à la recherche de logement, l'accueil, l'hébergement de jeunes travailleurs, d'étudiants et de jeunes engagés dans des parcours d'insertion ayant entre 18 et 30 ans,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'attribution d'une subvention d'un montant de 45 800 € pour l'année 2023 à l'association Le Logis.

- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement 2023 ci-jointe.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances à procéder au versement de cette subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Caroline AUDOUIN)

2023-49. Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville 2023

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON précise que les axes transversaux sont les mêmes que les autres années. Une priorité a été placée sur le fait de privilégier des actions partenariales, collectives, innovantes et en démarche d'aller vers, c'est-à-dire au plus près des habitants. Elle présente les projets qu'il est proposé de soutenir, pour un montant total de 20 000 euros.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le Contrat de Ville a été signé le 30 septembre 2015 pour la période 2015-2020 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022. De plus, la loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats de ville en cours jusqu'au 31/12/2023. Il porte sur le quartier prioritaire Bellevue - Boiffiers.

Conformément à la circulaire d'application de la loi du 21 février 2014 sur la politique de la ville, le contrat de ville repose sur trois piliers :

- la cohésion sociale,
- le cadre de vie et le renouvellement urbain,
- l'emploi et le développement économique.

L'enfance, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations et l'accompagnement à la parentalité constituent des priorités transversales qui doivent être intégrées dans les trois piliers.

Pour l'appel à projets du contrat de ville 2023, l'État et la Communauté d'Agglomération de Saintes ont décidé d'orienter leur action prioritairement vers :

- emploi, formation et développement économique ;
- réussite éducative ;
- accès à la culture (notamment la pratique musicale) ;
- accès aux pratiques sportives ;
- accès aux droits et lutte contre la fracture numérique ;
- participation citoyenne ;
- animation de l'espace Saint Exupéry ;
- santé.

Les projets éligibles au titre de la politique de la ville devront bénéficier prioritairement aux habitants demeurant dans le périmètre de la nouvelle géographie prioritaire. Ils devront être en cohérence avec les axes stratégiques et objectifs du contrat de ville.

L'État et la Communauté d'Agglomération souhaitent privilégier, d'une part, des projets présentant des actions innovantes ou expérimentales, d'autre part, dans un souci de cohérence et de complémentarité, des projets élaborés de manière collective regroupant des acteurs locaux dont le rôle et les missions devront être clairement identifiés.

Une attention particulière sera portée aux actions proposant une démarche d'aller au plus près des publics visés et à celles qui viseront à renforcer la présence d'adultes auprès des enfants et jeunes, en soirée, en week-end ou pendant les vacances scolaires.

La programmation de l'appel à projets du contrat de Ville a été validée lors du comité de pilotage du contrat de ville du 15 mars 2023.

C'est dans ce cadre notamment qu'interviennent les partenaires suivants :

- **Ville de Saintes - Conservatoire** (Projet : « Journée festive et musicale à l'espace Saint Exupéry) : De nombreuses prestations musicales des ensembles du conservatoire seront mêlées aux spectacles et animations de différentes compagnies.
- **Ville de Saintes - Conservatoire** (Projet : « Dispositif d'éducation artistique et culturelle pour les élèves de l'école Roger Pérat ») : Eveil musical (CP-CE1), Apprentissage de la danse (CE2) et création d'un chœur (CM1-CM2),
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « La Bretelle ») : Organiser des ateliers collectifs « bien-être » et zéro déchet à la friperie La Bretelle,
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « Octobre rose ») : Organiser une marche et un village de prévention dans le cadre d'octobre rose,
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « Animation et fonctionnement du conseil citoyen ») : Mobiliser les habitants sur des actions à développer sur le quartier prioritaire,
- **Association Coyote Minute** (Projet « Sur (la) Place ou à Emporter ») : Organiser un festival avec une programmation culturelle professionnelle diversifiée, ouverte et accessible à tous,
- **Association Les Petits Débrouillards** (Projet « Les cités débrouillardes - La science en bas de chez toi à Saintes ») : Animer des "mini-stages scientifiques" gratuits dans les lieux publics.
- **Le collectif L'G.A-Le grenier alterné** (Projet : « Chantez citoyens ») : Création d'un clip musical avec des élèves de l'école Roger Pérat autour des thématiques de la discrimination, de l'égalité homme-femme et de la citoyenneté,
- **Le peuple créateur** (Projet : « Education à l'image et cinéma plein-air ») : Organisation d'ateliers de création audiovisuelle et projections de cinémas plein-air.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'attribuer les subventions suivantes dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville 2023 pour un montant total de 20 000 euros :

Ville de Saintes - Conservatoire	4 500 euros
Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire	4 500 euros
Association Coyote Minute	6 500 euros
Association Les Petits Débrouillards	2 000 euros
Association Le collectif L'G.A-Le grenier alterné	500 euros
Association Le peuple créateur	2 000 euros

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement aux programmes d'actions définis dans le contrat de ville,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022, portant vote du budget primitif 2023 du Budget Principal,

Considérant la signature du Contrat de Ville de Saintes le 30 septembre 2015 et du protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 du Contrat de Ville et les priorités retenues dans ces derniers,

Considérant que la loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats de ville en cours jusqu'au 31/12/2023,

Considérant l'appel à projet du 12 octobre 2022 émis conjointement par l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant l'avis du 15 mars 2023 donné par le Comité de Pilotage du Contrat de Ville,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2023,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les attributions de subventions suivantes pour un montant total de 20 000 euros :

Ville de Saintes - Conservatoire	4 500 euros
Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire	4 500 euros
Association Coyote Minute	6 500 euros
Association Les Petits Débrouillards	2 000 euros
Association Le collectif L'G.A-Le grenier alterné	500 euros
Association Le peuple créateur	2 000 euros

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMERATION SENSIBLE AUX ENJEUX DU DEVELOPPEMENT DURABLE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2023-50. Demande d'exemption d'application de l'article 55 de la loi SRU pour la commune de Chaniers sur la période triennale 2023-2025

Madame Evelyne PARISI explique que cette délibération vise à demander au préfet de la Charente-Maritime l'exemption de la commune de Chaniers au titre de la loi SRU pour la période triennale de 2023 à 2025. La commune de Chaniers est soumise à l'application de l'article 55 de la loi SRU du fait de son nombre d'habitants supérieur à 3 500. Elle a été exemptée au cours des deux dernières périodes triennales du fait de sa faible desserte en transports en communs. La loi 3DS a modifié les modalités d'exemption, et Chaniers pourrait en bénéficier. Le préfet a sollicité l'Agglomération afin de lui proposer de présenter cette demande d'exemption au conseil communautaire avant le 30 avril.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que les communes de plus de 3 500 habitants de la Communauté d'Agglomération de Saintes sont soumises à l'application de l'article 55 de la loi SRU, soit la nécessité de disposer dans leur parc de résidences principales de 25% de logements locatifs sociaux. Cette obligation concerne donc les communes de Saintes et Chaniers.

La commune de Chaniers a disposé sur les deux dernières périodes triennales d'application de la loi (2017-2019 et 2020-2022) d'une exemption du prélèvement sur ses ressources au titre de la faible desserte en transports en commun de la commune.

La loi 3DS du 21 février 2022 a modifié les modalités d'exemption des communes. A ce titre, l'exemption

au titre de la faible desserte en transports en commun est remplacée par une possibilité d'exemption pour faible attractivité, à laquelle la commune de Chaniers pourrait prétendre.

En date du 14 mars 2023, le Préfet de la Charente-Maritime a notifié à l'agglomération de Saintes l'ensemble des critères d'analyse de la faible attractivité de la commune au titre du décret du 17 février 2023.

L'objet de la présente délibération est d'exposer les motifs justifiant la notion de « faible attractivité » pour la commune de Chaniers et ainsi de solliciter son exemption auprès du Préfet de la Charente-Maritime avant le 30 avril 2023, date fixée dans un courrier du Préfet en date du 14 mars 2023 à l'attention du Président de l'Agglomération.

En cas d'avis favorable du Préfet, cette demande sera étudiée par la commission nationale, qui le cas échéant la transmettra au Ministre en charge du Logement. Un décret publiant la liste des communes exemptées devra intervenir avant la date du 13 juillet 2023.

Les éléments permettant de justifier de l'isolement ou des difficultés d'accès de la commune de Chaniers aux bassins de vie et d'emplois environnants sont exposés ci-dessous :

- au titre de l'analyse de l'INSEE en pôles et couronnes des aires d'attraction des villes, la commune de Chaniers est considérée comme couronne du pôle Saintes (carte en annexe 1),
- au titre de l'analyse de l'INSEE en bassins de vie, le bassin de vie de Saintes est considéré comme bassin de vie avec une seule commune pôle (carte en annexe 2),
- au titre de l'analyse de l'INSEE en unités urbaines, l'unité urbaine de Saintes, c'est-à-dire la zone de bâti sans coupure de plus de 200 mètres occupée par au moins 2 000 habitants, n'inclue pas la commune de Chaniers (carte en annexe 3),
- au titre de l'analyse de l'INSEE en grille communale de densité, la commune de Chaniers est classée comme « commune rurale à habitat dispersé » (carte en annexe 4),
- au titre du SCOT du Pays Saintonge Romane, la commune de Chaniers est considérée comme faisant partie du pôle d'agglomération de Saintes. Lors de la création de l'agglomération de Saintes en 2013 et du rattachement de la commune de Chaniers, alors commune isolée, à cet EPCI, le poids de population de la commune, en faisant la deuxième commune en nombre d'habitants, a justifié son rattachement au pôle d'agglomération prédéfini.
- le pôle d'emploi saintais se situe sur les communes de Saintes et Saint-Georges-des-Côteaux, qui concentrent 80% de l'emploi de l'agglomération de Saintes (contre 1,8% pour la commune de Chaniers pour 6% de la population de l'agglomération),
- la commune de Chaniers n'est pas desservie par le réseau ferroviaire, ni par un réseau de transport public urbain au sens du II de l'article L. 1231-2 du code des transports,
- la commune de Chaniers est desservie par le service de transport à la demande de la CDA de Saintes « Allo'Buss » à raison de 7 allers-retours par jour du lundi au vendredi et de 6 allers-retours par jour le samedi vers et depuis la commune de Saintes (carte en annexe 5),
- la commune de Chaniers est desservie par des lignes secondaires du réseau « Buss » de la CDA de Saintes (lignes 9, 10, 11, 12 et 14 qui desservent des arrêts différents sur la commune à raison de 1 à 2 trajets vers Saintes pour une arrivée entre 7h30 et 8h30 le matin du lundi au vendredi et 1 à 2 retours vers Chaniers pour une arrivée entre 12h30 et 13h30 le mercredi et 17h30 à 18h30 les lundi, mardi, jeudi et vendredi),
- la voiture individuelle constitue le seul mode de transport viable pour effectuer les trajets vers le pôle d'emploi saintais pour les actifs occupés et que ce trajet dure entre 12 et 14 minutes selon si l'on se dirige vers le centre-ville de Saintes ou la zone d'activité des Côteaux,

L'isolement de la commune de Chaniers étant établi par les éléments ci-dessus, les éléments permettant l'appréciation de la faible attractivité de la commune de Chaniers sont à leur tour exposés ci-dessous :

- la commune de Chaniers présente une croissance démographique de 0,5% sur une population légale en 2020 de 3 667 habitants, soit une augmentation de 18 habitants entre 2015 et 2020,

- l'indicateur de tension de la commune en matière de logement social s'élève à 13,5 demandes pour une attribution. En valeur absolue, le nombre de demandes ne s'élève qu'à 52 en date du 20 mars 2023.
Cet indicateur de tension traduit la faible rotation observée sur le parc social, en particulier lorsqu'il est constitué de pavillons individuels comme c'est le cas à Chaniers. La récente mise en location de deux nouvelles opérations en 2020 et 2022 a permis l'attribution de 19 logements, exclus du calcul de tension.
En parallèle, 104 agréments ont été délivrés par l'Etat sur la seule année 2022, ce qui devrait considérablement diminuer le niveau de tension sur le parc social.
- la commune de Chaniers présente un taux de vacance structurelle qui s'élève à 3,1%, dans la moyenne nationale,
- le nombre de logements autorisés pour 1000 habitants en moyenne sur 3 ans s'élève à 6,32, significativement inférieur à la moyenne communautaire, qui s'élève à 9 logements autorisés pour 1 000 habitants,
- la très faible concentration de l'emploi sur la commune de Chaniers (37,2), qui traduit le caractère résidentiel de la commune,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 I 3°, qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence « Equilibre Social de l'Habitat », dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite « loi 3DS »,

Vu le décret n°2023-107 du 17 février 2023 pris pour l'application du 1° du III de l'article L 302-5 du Code de la Construction et de l'Habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 3°), relatif « Equilibre Social de l'Habitat »,

Vu le courrier du Préfet en date du 14 mars 2023 précisant les nouvelles conditions d'exemption de la loi SRU, dont l'exemption pour faible attractivité, à laquelle pourrait prétendre la commune de Chaniers,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'habitat, à transmettre la présente délibération au représentant de l'Etat dans le Département, afin de lui proposer d'inclure la commune de Chaniers dans la liste des communes pour lesquelles l'exemption SRU est proposée pour la période triennale 2023-2025.
- **de poursuivre** les efforts engagés par la Communauté d'Agglomération de Saintes pour soutenir la production de logement social public et privé sur la commune de Chaniers dans le cadre du Programme Local de l'Habitat.
- **d'encourager** la commune de Chaniers à poursuivre ses efforts de soutien à la production de logement social sur sa commune durant la période triennale 2023-2025.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-51. Approbation de la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pisany

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'il s'agit de faire évoluer le document d'urbanisme de Pisany afin de permettre l'extension de la zone d'activités Les Marronniers, située sur le bord de la route nationale 150. Une procédure de révision allégée a été actée, et prescrite par la CDA de Saintes le 10 février 2022. Il a fallu tenir compte de la présence de la RN150, et faire entrer une dérogation à la loi Barnier, qui interdit

de construire à moins de 100 mètres de l'emprise de la voie. Il a également été acté de supprimer l'habitat dans cette zone d'activités, afin d'éviter les conflits d'usage et les mutations. L'enquête publique n'a donné lieu à aucune remarque, et le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de révision, tandis que la DIRA a fait part de son souhait d'être consultée avant toute demande de permis de construire.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prescrit, par délibération n° 2022-3 du 10 février 2022, une procédure de révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pisany afin de permettre l'extension de la zone d'activités économique « Les Marronniers ».

Cette extension doit permettre à une entreprise locale de s'agrandir au bénéfice du développement économique du territoire. Le dossier de révision « allégée » du PLU s'est accompagné d'une étude de dérogation à l'interdiction des constructions nouvelles aux abords de la route nationale RN 150.

Le rapporteur rappelle que la procédure a fait l'objet de mesures de concertation, a donné lieu à une décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale s'étant prononcée sur l'absence de soumission du dossier à évaluation environnementale, et a fait l'objet d'un examen conjoint avec les personnes publiques associées consécutivement à son arrêt par délibération n° 2022-159 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022.

L'examen conjoint du dossier a été marqué par une faible participation des personnes publiques associées. Seul le Pays de Saintonge Romane a participé à cet examen. Il en est ressorti un consensus sur la suppression de l'habitat au sein des destinations autorisées dans la zone d'activités « Les Marronniers », cela dans le but d'éviter un détournement éventuel de la vocation de cette zone à l'occasion de son extension.

Consécutivement à ces étapes, le dossier de révision « allégée » du PLU de Pisany a été soumis à une procédure d'enquête publique. Le rapporteur en rappelle les étapes administratives :

- *Par décision du 18 novembre 2022, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Poitiers a désigné Madame Françoise MAUBERT en qualité de commissaire-enquêteur afin de conduire cette enquête publique ;*
- *Par arrêté en date du 12 décembre 2022, le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prescrit l'ouverture de cette enquête publique, qui s'est déroulée du mercredi 4 janvier 2023 à 9 heures au vendredi 3 février 2023 à 17 heures ;*
- *Consécutivement, un rapport assorti de conclusions et d'un avis motivé ont été remis au Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes par le commissaire-enquêteur, en date du 25 février 2023, lequel comprend l'ensemble des pièces relatives à cette enquête publique et en rappelle les étapes de procédure.*

Dans ses conclusions, le commissaire-enquêteur a constaté que cette procédure d'enquête publique s'était déroulée en toute légalité, à l'appui d'un dossier « établi conformément à la réglementation », « complet et précis ». Par ailleurs, en dépit d'une bonne information préalable et d'une fréquentation notable du site Internet du registre dématérialisé de l'enquête publique, il n'a été constaté aucune observation sur ce dossier de la part du public.

Le commissaire-enquêteur a notamment considéré que « le public a été suffisamment informé en amont, lors de la phase de concertation préalable », tandis que « la consultation du dossier en ligne l'aura rassuré quant à la prise en compte des réserves émises lors de la phase de concertation préalable (crainte d'un accroissement du trafic dans le bourg, végétalisation du site et ses abords...) ». Enfin, le commissaire-enquêteur relève que « les observations des administrations ne remettent pas en cause le projet ».

Selon ces divers constats, le commissaire-enquêteur a émis un avis « favorable simple » sur ce projet de révision « allégée » du PLU de Pisany, assorti d'une recommandation, laquelle est de consulter la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (DIRA), gestionnaire de la RN 150, préalablement à la délivrance des autorisations de construire ou d'aménager le site.

Dès lors, constatant que :

- *La procédure administrative permettant d'entériner le dossier est arrivé à son terme,*
- *Les conclusions de l'enquête publique sont favorables à la poursuite de cette procédure,*
- *Le dossier, modifié selon l'esprit du procès-verbal d'examen conjoint, a été correctement diffusé aux élus ci-présents de l'assemblée,*

Le rapporteur propose au Conseil Communautaire de procéder à l'approbation de la révision « allégée » n°

1 du PLU de Pisany.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-31, L. 153-32, L. 153-34, L. 103-2 et suivants, L. 111-6, L. 111-8, L. 132-7, L. 132-9, L. 132-13 et R. 113-1, R. 153-12, R. 153-20 à R. 153-22,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pisany, approuvé par délibération du conseil municipal le 17 mars 2015, ayant fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée n° 1 approuvée le 14 décembre 2021,

Vu la délibération n° CC_2022_3 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 10 février 2022, prescrivant la révision « allégée » n° 1 du PLU et définissant les modalités de la concertation avec le public,

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 28 juillet 2022, qui dans le cadre d'un examen au cas-par-cas, s'est prononcée pour l'absence de soumission du dossier à évaluation environnementale,

Vu la délibération n° CC_2022_159 du 5 octobre 2022 dressant le bilan de la concertation avec le public, en application des modalités fixées par la délibération du 10 février 2022, et arrêtant le projet de révision « allégée » n° 1 du PLU de Pisany,

Vu le procès-verbal d'examen conjoint du dossier de révision « allégée » n° 1 du PLU de Pisany réalisée le 6 décembre 2022,

Vu le rapport, les conclusions et l'avis motivé du commissaire-enquêteur rendus le 25 février 2023 suite à l'enquête publique s'étant tenue du mercredi 4 janvier au vendredi 3 février 2023,

Considérant qu'il ressort de l'examen conjoint du dossier :

- L'intérêt pour l'intercommunalité de modifier le dossier afin de renforcer la vocation économique de la zone d'activités « Les Marronniers » en y supprimant l'autorisation d'y implanter des constructions d'habitation,
- L'absence globale d'observations des personnes publiques associées concernant le contenu et le déroulement de cette procédure,

Considérant, consécutivement à l'enquête publique, qu'il ressort un avis « favorable simple » du commissaire-enquêteur sur cette procédure, assorti d'une recommandation qui ne nécessite pas de modification du dossier à posteriori,

Considérant que le dossier de révision « allégée » n° 1 du PLU de Pisany, incluant son dossier de dérogation à l'application de l'article L. 111-6 du Code de l'Urbanisme, peut dorénavant être approuvé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le dossier de révision « allégée » n° 1 du PLU de Pisany tel qu'il est annexé à la présente,
- **de dire** que le dossier de révision « allégée » n° 1 du PLU de Pisany sera tenu à la disposition du public à la mairie de Pisany et au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes à leurs jours et heures d'ouverture habituels, et transmis à la Sous-Préfecture de Saintes,
- **d'autoriser** le Président à signer les actes et prendre les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par les articles R. 153-20 à R. 153-22 du Code de l'Urbanisme.

En application des dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-52. Modification de la composition de la commission locale du Site Patrimonial Remarquable de la ville de Saintes

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que la loi LCAP de 2016 a créé les Sites Patrimoniaux Remarquables. La ville de Saintes avait débuté la modification du SPR en 2018, tandis que l'Agglomération de Saintes a pris la compétence documents d'urbanisme en 2020. Il est nécessaire de modifier la composition de la commission, deux membres ayant pris leur retraite. La commission est composée de douze membres titulaires et douze suppléants, répartis en trois collèges : un collège d'élus, un collège associatif et un collège de personnes qualifiées.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la loi relative à la Liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, dite loi LCAP, du 7 juillet 2016 est rendue applicable par le décret n°2017-456 du 29 mai 2017 et institue en lieu et place des secteurs sauvegardés les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR).

La modification du Site Patrimonial Remarquable (SPR) a été engagée par la ville de Saintes en septembre 2018. Une Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR) a été rendue obligatoire par la Loi LCAP de 2016. Cette commission doit être consultée sur la modification des plans relatifs au SPR et doit assurer le suivi de leur mise en œuvre après leurs adoptions. La commission est également consultée pour tous les projets importants situés dans le périmètre du SPR.

Ainsi, par délibération en date du 29 septembre 2021, après avoir consulté le Préfet, la CDA a créé une commission constituée de 12 membres titulaires et 12 membres suppléants faisant partie de 3 collèges composés du même nombre de personnes (un collège d'élus, un collège d'associations du patrimoine et un collège de personnes qualifiées).

Suite au départ à la retraite de 2 personnes du collège des personnes qualifiées, M. Gallice, directeur du CAUE et Mme Mounier, directrice de la SEMIS, la composition de la commission doit être modifiée.

Il est proposé de remplacer ces deux personnes par :

- Mme Pascale Francisco, directrice du CAUE,
- Mme Nathalie Castaing-Couraud, directrice de la SEMIS.

La composition du collège des personnes qualifiées serait donc la suivante :

Personnes Qualifiées	
Titulaires	Suppléants
Conservatoire Régional des Espaces Naturels - M Jean-Philippe MINIER - Paysagiste	M Christophe MORIN - Paysagiste bureau d'études
SEMIS - Mme Nathalie CASTAING-COURAUD - directrice	ANAH - M Lionel RIZZO
Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement - Mme Pascale FRANCISCO - Directrice	Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement - Mme Jocelyne PLAIRE - Architecte
M Christian GEINSBETEL - Maître de conférences des universités de Bordeaux Montaigne	M Frédéric CHASSEBOEUF - Historien du patrimoine - guide conférencier

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code du patrimoine,

Vu la loi relative à la Liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, dite loi LCAP, du 7 juillet 2016 instituant en lieu et place des secteurs sauvegardés les sites patrimoniaux remarquables (SPR),

Vu le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif à la loi LCAP du 7 juillet 2016,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2018-130 du conseil municipal de la ville de Saintes du 26 septembre 2018 relative à la prescription de la modification du Site Patrimonial Remarquable,

Vu la délibération n°CC_2021_162 du conseil communautaire du 29 septembre 2021 relative à la création de la commission locale du Site Patrimonial Remarquable,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la composition de la commission suite au départ à la retraite de 2 membres titulaires du collège des personnes qualifiées et qu'il est proposé de les remplacer par les membres suivants :

- Mme Nathalie Castaing-Couraud, directrice de la SEMIS
- Mme Pascale Francisco, directrice du CAUE

Considérant que le Préfet a été consulté le 26 septembre 2022 et a agréé cette nouvelle composition le 18 janvier 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la modification de la composition de la commission locale du SPR telle que mentionnée ci-dessus :

Personnes qualifiées	
Titulaires	Suppléants
Conservatoire Régional des Espaces Naturels - M Jean-Philippe MINIER - Paysagiste	M Christophe MORIN - Paysagiste bureau d'études
SEMIS - Mme Nathalie CASTAING-COURAUD - directrice	ANAH - M Lionel RIZZO
Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement - Mme Pascale FRANCISCO - directrice	Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement - Mme Jocelyne PLAIRE - Architecte
M Christian GEINSBETEL - Maître de conférences des universités de Bordeaux Montaigne	M Frédéric CHASSEBOEUF - Historien du patrimoine - guide conférencier

Pour rappel, la composition des autres collèges est la suivante :

Elus	
Titulaires	Suppléants
M Jean-Luc Marchais - Vice-Président	M Frédéric Rouan - Vice-Président
M Joël Terrien - Conseiller communautaire	Mme Véronique Cambon - Vice-Présidente
Mme Marie-Line Cheminade - Vice-Présidente	Mme Françoise Libourel - Conseillère communautaire
Mme Charlotte Toussaint - Conseillère communautaire	M Francis Grellier - Vice-Président

Associations de protection, promotion ou mise en valeur du patrimoine	
Titulaires	Suppléants
Mediaction - Mme Cécile TREBUCHET	Académie de Saintonge - M Marc SEGUIN - Historien
Société d'archéologie et d'histoire de la	Société d'archéologie et d'histoire de la

<i>Charente-Maritime - M Louis MAURIN - archéologue</i>	<i>Charente-Maritime - Mme Michèle LE BROZEC - Présidente</i>
<i>Fondation du patrimoine - Mme Valérie MEYER</i>	<i>Association des Chemins de Saint-Jacques - M François COQUINOT - Membre du Conseil d'Administration</i>
<i>La Demeure Historique - M Aymeric de MONTAULT - Délégué département 17</i>	<i>Vieilles Maisons Françaises - M Fabrice GUEILERS - délégué départemental 17</i>

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 58 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

MOBILITÉS

2023-53. Convention tarifaire entre la Région Nouvelle-Aquitaine, la Communauté d'Agglomération de Saintes, la SNCF Voyageurs et l'Exploitant du réseau urbain (Keolis Saintes) pour la mise en œuvre de tarifications Pass TER tout public + BUSS et Pass TER -28 + BUSS

Monsieur Philippe DELHOUME explique qu'en 2018, la région Nouvelle-Aquitaine et la CDA ont lancé un terminal pour les déplacements en TER avec le réseau BUSS. La nouvelle convention vise à poursuivre ces engagements et à compléter la gamme tarifaire existante sur Modalis. Le Pass abonné accorde 33% de réduction par rapport au Pass tout public aux jeunes de moins de 28 ans. Le titre est disponible par voie multimodale afin de faciliter la circulation sur le réseau urbain. La réduction forfaitaire est appliquée sur une base de l'abonnement combiné avec le Pass TER, elle représente 15 % de moins pour un pass mensuel et 10% de moins pour un pass hebdomadaire. En ce qui concerne le pass TER + BUSS, le pass hebdomadaire coûte 10,90 euros, 24 euros mensuels et 247 euros annuels. Pour ce qui est du pass destiné aux moins de 28 ans, les tarifs passent à 6,80 euros hebdomadaires, 15,20 euros mensuels et 152 euros annuels. La commission permanente du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine a approuvé la nouvelle convention en date du 23 octobre 2022.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'intermodalité est la possibilité de prendre plusieurs modes de transport en suivant avec un même billet. C'est un atout pour favoriser le développement durable des transports collectifs de voyageurs.

En 2018, la Région Aquitaine et la Communauté d'Agglomération de Saintes ont lancé un titre intermodal qui permettait d'effectuer des déplacements en TER et avec le réseau Buss.

Cette nouvelle convention a pour objet de poursuivre les engagements pris entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Communauté d'Agglomération de Saintes par convention en date du 2 janvier 2018 et de compléter la gamme tarifaire existante sur le support billettique Modalis.

Ainsi, afin de permettre à l'ensemble des jeunes de Nouvelle Aquitaine de bénéficier de tarifs attractifs, la Région a choisi de mettre en place un nouvel abonnement destiné aux jeunes de moins de 28 ans, valable sur l'ensemble du réseau TER de la Nouvelle-Aquitaine, le Pass Abonné-28.

Le Pass Abonné -28 offre 33% de réduction en plus par rapport au Pass Abonné tout public. La seule condition est d'avoir moins de 28 ans. Ce Pass s'adresse aux étudiants ou personnes en activité. A partir de deux allers-retours par semaine effectués sur le même trajet, cette formule est le tarif le plus intéressant. Elle existe en formule hebdomadaire, mensuelle ou annuelle. Ce titre est mis en place également en version intermodale pour permettre une libre circulation sur les réseaux urbains.

Au niveau du réseau BUSS, il sera accordé également une réduction tarifaire de 9% pour la partie urbaine de ce tarif combiné, sur l'abonnement jeune annuel (100 € au lieu de 110 €).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Transports,

Vu la loi n°2015-998 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe),

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°, c) relatif à l'Organisation de la Mobilité,

Considérant la décision de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 03 octobre 2022 relative à la convention tarifaire entre la Région Nouvelle-Aquitaine, la Communauté d'Agglomération de Saintes, SNCF Voyageurs et l'Exploitant du réseau urbain (Keolis Saintes), pour la mise en œuvre de tarifications intermodales TER + BUSS,

Considérant l'intérêt d'offrir aux usagers des transports collectifs un service de qualité et faciliter leur utilisation pour les usagers intermodaux,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la Convention tarifaire entre la Région Nouvelle-Aquitaine, la Communauté d'Agglomération de Saintes, la SNCF Voyageurs et l'Exploitant du réseau urbain (Keolis Saintes) pour la mise en œuvre de tarifications Pass TER tout public + BUSS et Pass TER -28 + BUSS.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer cette convention ainsi que tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-54. Définition de l'intérêt communautaire lié à la compétence optionnelle "création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire"

Monsieur Philippe DELHOUME expose le rapport de la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'agglomération de Saintes a approuvé son schéma directeur cyclable lors du Conseil communautaire du 5 avril 2022. Celui-ci définit la politique cyclable du territoire en termes d'infrastructures, de services, de communication et de sensibilisation.

Pour pouvoir mettre en œuvre ce schéma directeur cyclable, la Communauté d'agglomération de Saintes s'est dotée, par délibération, lors du Conseil communautaire du 07 juin 2022, de la compétence optionnelle « création ou aménagement et entretien de voiries d'intérêt communautaire, création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ».

Cette délibération précisait que seraient définis d'intérêt communautaire les aménagements inscrits au schéma directeur cyclable.

Cette nouvelle délibération a donc pour objet de préciser l'intérêt communautaire de cette nouvelle compétence optionnelle afin de permettre l'intervention de la CDA dans le seul champ souhaité par cette dernière (voies/pistes cyclables et stationnements cyclables, le tout inscrits au schéma directeur cyclable).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5216-5 et L. 5211-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code et l'article 6, II,

4°) relatif à la « création ou aménagement et entretien de voiries d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire »,

Considérant la nécessité de définir l'intérêt communautaire, suite à la prise de compétence optionnelle,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la définition de l'intérêt communautaire telle que proposée soit :

- «Création, aménagement et entretien des voies/pistes cyclables définies dans le schéma directeur cyclable ;
- Création, aménagement et gestion de stationnements cyclables, définis dans le schéma directeur cyclable »,

- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, de l'exécution de la présente délibération à compter de son rendu exécutoire.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

RÉGIE DES DÉCHETS

2023-55. Modification des statuts du Syndicat Mixte CYCLAD

Monsieur Jérôme GARDELLE rappelle que l'Agglomération adhère au syndicat CYCLAD dans le cadre de la compétence traitement des déchets. Ce dernier propose une modification de ses statuts. La plus importante est celle inscrite à l'article 6.3.4, la compétence « prévention et action de sensibilisation » passe de la compétence obligatoire à la compétence optionnelle. Les actions de prévention de CYCLAD étaient sous-dimensionnées sur le territoire, de plus la sensibilisation auprès des habitants constitue un réel sujet. Par ailleurs, cette compétence était assez mal identifiée en matière de coûts.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur indique que le syndicat mixte Cyclad a apporté les changements suivants à ses statuts :

- **Modifié l'article 6.2** comme suit « L'Economie circulaire et l'Ecologie Industrielle et territoriale (EIT) : elle vise à optimiser les ressources et à développer des synergies entre les acteurs.
Ces démarches mobilisent de nombreux acteurs du territoire au sein d'une gouvernance partagée : collectivités (EPCI, chambres consulaires, agences de développement économiques, associations d'entreprises, etc.) ».
- **Inscrit l'article 6.3.4** « prévention et action de sensibilisation » dans la compétence optionnelle en lieu et place de la compétence obligatoire,
- **Ajouté l'article 7** « Coopération entre le syndicat mixte et ses membres ».

Il précise également que, conformément à l'article L. 5211-20 du CGCT, chaque Communauté de Communes et d'Agglomération, membre du Syndicat, doit se prononcer sur cette modification statutaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5211-20,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 7°), relatif à la collecte et au traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu la délibération n°CS 2022-05-062 du Comité Syndical du syndicat mixte CYCLAD en date du 19 décembre

2022 approuvant la modification des statuts du syndicat mixte CYCLAD,

Considérant l'avis n°2023-5 favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets en date du 21 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la modification des statuts du syndicat mixte CYCLAD, proposée par le Comité Syndical de CYCLAD le 19 décembre 2022 et ci-annexée.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la collecte et du traitement des déchets, à signer tout document y réfèrent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMERATION DOTE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

FINANCES

2023-56. Approbation des comptes de gestion 2022 du Budget Principal et des budgets annexes (Régie des déchets, Transports Urbains et Mobilités, Hôtel d'Entreprises, ZAC Centre Atlantique, ZAC les Charrier Sud, ZA la Sauzaie, Zones d'Activités Communautaires)

Monsieur le Président indique qu'il demeure présent pour cette délibération, mais qu'il quittera la séance à partir de la suivante et jusqu'au projet de délibération numéro 31, transférant la présidence à Monsieur Éric PANNAUD.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que le compte de gestion est conforme au compte administratif 2022. Aucune anomalie n'a été constatée sur l'ensemble des budgets. Il est donc demandé d'approuver le compte de gestion du receveur.

En l'absence d'autres remarques, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, le trésorier a procédé à l'arrêté des comptes des différents budgets. Le document qui reprend les éléments relatifs à l'exécution du budget 2022 ainsi que les données relatives au bilan est dressé par le trésorier et se nomme « le compte de gestion ». Il existe un compte de gestion par budget. Ces documents sont concordants avec les comptes administratifs de l'ordonnateur.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L.2121-31 relatifs à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant les budgets primitifs de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres relatifs aux créances à recouvrer, les mandats relatifs aux dépenses réalisées, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Considérant les comptes de gestion dressés par le receveur qui reprend : la situation patrimoniale de la Communauté d'agglomération de Saintes avec la présentation du bilan, le compte de résultat, les résultats budgétaires, l'état de consommation des crédits, la balance des comptes ainsi que celle des valeurs inactives, l'état de l'actif,

Considérant que le receveur a repris dans ses écritures tous les titres de recettes émis par l'ordonnateur

de même que les mandats ordonnancés au titre de l'exercice 2022 y compris les opérations passées sur la journée complémentaire,

Considérant la conformité du compte de gestion avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Considérant l'avis favorable formulé par le Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets en date du 21 mars 2023,

Considérant l'avis favorable formulé par la commission des finances en date du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **de déclarer** que les comptes de gestion du budget principal et des budgets annexes (Régie des déchets, Transports Urbains et Mobilités, Hôtel d'Entreprises, ZAC Centre Atlantique, ZAC les Charriers Sud, ZA la Sauzaie, Zones d'Activités Communautaires) de la Communauté d'Agglomération de Saintes, dressés pour l'exercice 2022 par le Receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-57. Approbation du Compte Administratif 2022 du Budget Principal

Monsieur Philippe CALLAUD relate les difficultés rencontrées entre l'élaboration du budget primitif, avec les critères de décembre 2021, et le compte administratif avec les critères de décembre 2022. Les BP principaux et annexes avaient été construits en fonction des chiffres de décembre 2021. Ainsi, le PIB de 2022 était fixé à 3,6 en décembre 2021. En décembre 2022, il n'était que de 2,6. Le PIB 2023, en décembre 2021, était de 2,2, tandis qu'il était de 0,3 en décembre 2022. Le PIB 2024 suit les mêmes progressions. En décembre 2021, l'inflation était de 2,5, alors qu'elle était à 6 en décembre 2022. Le compte administratif et les budgets à réaliser ne sont donc pas équivalents aux budgets prévisionnels. Enfin, le taux des prêts était de 0,19 en décembre 2021, de 2,73 en décembre 2022, et de 3,04 en février 2023. Cette situation s'est encore aggravée depuis, notamment en ce qui concerne l'évolution du taux d'usure.

En ce qui concerne le compte administratif, le budget est de 33,542 millions d'euros en dépenses, et de 34,522 millions d'euros en recettes en fonctionnement. En investissement, les dépenses s'élèvent à 6,175 millions, pour 3,160 millions en recettes. Les dépenses en investissement se répartissent toujours selon le triptyque qui avait été adopté.

En l'absence de questions, le Président de séance, Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-Président, sommet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Celle-ci s'établit à 33 542 401,59 € en dépenses et 34 522 368,74 € en recettes (non compris 002), ce qui représente un excédent de clôture de 979 967,15 € au 31-12-2022.

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2021 était de + 11 125 791,51 € (cpte 002), ce qui représente un résultat cumulé de clôture au 31-12-2022 de + 12 105 758,66 €, hors restes à réaliser.

Les dépenses réelles d'un montant de 31 902 001,92 € sont réalisées à 82,14 % par rapport au budget 2022 (budget 2022 : 38 837 780,88 €). Ce taux de réalisation ne comprend pas les crédits mis en réserve suite à

la prise en compte de l'affectation du résultat 2021 (cpté 022), soit 300 000,00 €.

- Les charges à caractère général présentent un taux de réalisation de 84,81 % (chap 011),
- Les dépenses de personnel sont réalisées à 99,82 % (chap 012),
- Les subventions versées aux associations font ressortir un taux de réalisation de 90,46 % (cpté 6574),
- Les subventions de fonctionnement aux budgets annexes affichent un taux de réalisation de 100,00 % (cpté 67441).

Les recettes réelles sont réalisées, quant à elles, à 102,89 % (compris 002).

Les agrégats financiers sont les suivants :

	CA 2022
Recettes réelles de fonctionnement	34,46 M€
Dépenses réelles de fonctionnement	31,90 M€
Epargne Brute	+ 2,56 M€
Remboursement du capital de la dette	0,19 M€
Epargne nette	+ 2,37 M€
Encours de dette au 31/12 de l'année	3,064 M€
Taux d'épargne brute : Epargne brute / Recettes réelles de fonctionnement	7,43 %
Capacité de désendettement (exprimée en nombres d'années) : Encours de dette / Epargne brute	1,20 soit moins de 1 an 1/2

1. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 33 542 401,59 € en 2022

	Budget 2022	Réalisations 2022
Charges à caractère général (011)	5 939 148,70 €	5 036 974,59 €
Dépenses de personnel (012)	20 482 000,00 €	20 445 289,75 €
Atténuation de produits (014)	1 647 652,00 €	1 626 252,45 €
Dépenses imprévues (022)	300 000,00 €	0,00 €
Autres charges de gestion courante (65)	3 714 065,05 €	3 510 869,52 €
Charges financières (66)	62 104,55 €	60 673,64 €
Charges exceptionnelles (67)	6 692 810,58 €	1 221 941,97 €
dont subventions aux budgets annexes	1 200 000,00 €	1 200 000,00 €
Opérations d'ordre	5 527 532,63 €	1 640 399,67 €
TOTAL	44 365 313,51 €	33 542 401,59 €

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général- s'élèvent en 2022 à 5 036 974,59 € (budget 2022 : 5 939 148,70 €).

La réalisation budgétaire est la suivante pour les postes principaux :

- L'alimentation (cpté 60623) pour 1 146 197,43 € (1 070 059,32 € réalisés en 2021). Ce sont les structures de restauration scolaire et les centres de loisirs qui sont les plus consommatrices de denrées alimentaires.
- Les contrats de prestations de services (cpté 611) pour 747 784,96 € dont 157 885,50 € pour l'entretien du réseau des eaux pluviales (fonction 811), 104 654,52 € pour la gestion des aires des gens du voyage (fonction 524) et 176 732,08 € pour le suivi de l'animation OPAH-RU (fonction 824).
- Les fluides sont constitués de l'eau pour 77 956,23 € (cpté 60611), l'électricité pour 300 507,27 € - 103 920,02 € réalisés en 2021- (cpté 60612), le bois de chauffage pour 19 046,95 € (cpté 60621), et le gaz pour 266 961,17 € - 123 584,27 € réalisés en 2021- (cpté 60613).
- La maintenance (cpté 6156) pour 261 098,30 €, dont 158 543,09 € pour la maintenance informatique et des photocopieurs (service 15), 35 082,65 € pour les piscines (service 16) et 30 544,72 € pour les bâtiments et matériels de la CDA (service 05).
- Les fournitures d'entretien (cpté 60631) pour 141 738,48 €,

- Les fournitures de petit équipement (cpte 60632) pour 155 151,44 €,
- Les fournitures scolaires (cpte 6067) pour 121 970,90 €,
- L'entretien des terrains (cpte 61521) pour 128 567,79 €,
- Les frais de télécommunications (cpte 6262) pour 100 153,07 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel- s'élèvent à 20 445 289,75 € (budget 2022 : 20 482 000,00 €) dont environ 70 % pour la rémunération du personnel titulaire, et 30 % € pour celle des agents non titulaires.

Par rapport à l'exercice précédent (19 349 653,25 € réalisés en 2021), une partie de la différence des charges de personnel réside dans l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires intervenue en 2022, ainsi que dans les mesures de dépréciation du personnel contractuel.

D'autres dépenses impactent ce chapitre tels que les chèques déjeuners et la médecine du travail.

Le chapitre 014 - Atténuation de produits- s'élève à 1 626 252,45 € (budget 2022 : 1 647 652,00 €) et comprend les dépenses suivantes :

- L'attribution de compensation versée aux communes pour 1 273 020,00 € (cpte 739211),
- Le reversement au titre du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources intercommunales et communales (FNGIR) pour 124 632 € (cpte 739221),
- Le reversement de la taxe de séjour à l'office de Tourisme pour la somme de 223 925,45 (cpte 7398). Le département de Charente Maritime a, par ailleurs, institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour perçue par l'EPCI sur son territoire. Cette taxe additionnelle est recouvrée par l'EPCI en même temps que la taxe de séjour intercommunale ; elle est ensuite reversée au département directement par les services de la trésorerie.
- La restitution auprès de l'État de dégrèvements sur contributions directes pour un montant de 4 675,00 € (cpte 7391178).

Le chapitre 65 - Autres charges de gestion courante- s'élève à 3 510 869,52 € (budget 2022 : 3 714 065,05 €) et comprend, pour l'essentiel :

- Les indemnités versées aux élus et les charges associées pour 390 282,80 € (cptes 6531, 6533 et 6534),
- Les cotisations versées aux organismes de regroupement dans lesquels la Communauté d'Agglomération de Saintes est partie prenante pour 449 406,81 € (cpte 65548), soit, pour l'essentiel :
 - le Pays de Saintonge Romane pour 319 986,89 € comprenant 312 670,00 € de cotisation annuelle et 7 316,89 € pour le projet UNESCO (gest 0289),
 - SOLURIS pour 8 477,10 € (gest 0406),
 - le syndicat Vallée de l'Antenne pour 43 325,95 € (gest 0678),
 - le syndicat mixte du bassin de la Saintonge pour 23 750,75 € (gest 0678),
 - le syndicat mixte de Charente aval pour 36 949,72 € (gest 0678),
 - le syndicat mixte du bassin de la Seudre pour 36,40 € (gest 0678),
 - le SIPAR de Burie -service d'aide à domicile- pour 16 800,00 € (gest 0403),
- Les subventions versées aux associations (cpte 6574) pour 2 027 053,34 €,
- La subvention de fonctionnement de 490 000 € (cpte 65738) versée à l'Office de Tourisme (EPIC) créé en 2019,

Les dépenses du chapitre 66 - Charges Financières- s'élèvent à 60 673,64 € (budget 2022 : 62 104,55 €).

Les autres charges de fonctionnement sont composées :

- **Du chapitre 67 - Charges exceptionnelles-** pour 1 221 941,97 € constitué, principalement, de la subvention communautaire versée au budget annexe transports urbains - mobilité pour 1 200 000 €,
- **Du chapitre 42 - Opérations d'ordre entre sections-** pour 1 640 399,67 € dont, pour l'essentiel, la valeur comptable des immobilisations cédées - Château Romefort - pour 293 646,70 € (cpte 675), les amortissements pour 1 301 722,37 € (cpte 6811) et l'étalement des charges liées à la crise du COVID-19 pour 32 926,60 € (cpte 6812).

2. Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 34 522 368,74 € (non compris 002)

	Budget 2022	Réalizations 2022
Produit des services (70)	3 485 093,00 €	3 701 605,02 €
Impôts et taxes (73)	21 332 455,00 €	22 057 837,95 €
Dotations et subventions (74)	7 982 114,00 €	7 887 860,66 €
Atténuation de charges (013)	100 000,00 €	230 571,12 €
Autres produits de gestion courante (75)	112 860,00 €	141 375,00 €
Produits exceptionnelles (77)	170 000,00 €	445 395,29 €
Opérations d'ordre entre sections (042)	57 000,00 €	57 723,70 €
s/total	33 239 522,00 €	34 522 368,74 €
Résultat reporté de fonctionnement (002)	11 125 791,51 €	11 125 791,51 €
TOTAL	44 365 313,51 €	45 648 160,25 €

Les recettes du chapitre 70 - Produits des services- s'élèvent à **3 701 605,02 €** (budget 2022 : 3 485 093,00 €)

Ce chapitre comprend principalement :

- Les recettes des piscines pour 504 424,78 € (service n° 16),
- Les recettes issues de la compétence Education-Enfance-Famille pour 2 671 380,71 € (service 10) dont les recettes des cantines pour 1 595 766,47 € (fonction 251), les recettes CLSH-animations vacances pour 261 056,37 € (fonction 421) et les accueils périscolaires pour 466 597,16 € (fonction 64 21), Les remboursements émanant des budgets annexes « transports urbains et mobilité » et « régie des déchets » pour le coût salarial porté par le budget principal au titre des fonctions supports s'élèvent à 204 390,00 € (cpte 70841).
Elles sont complétées par des remboursements des communes, communautés de communes et CCAS pour des prestations mutualisées (service informatique, référent pour le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), coordinateur Contrat Local de Santé (CLS), chef de projet Nouvelle Organisation Touristique des Territoires (NOTT), et du reversement par la société d'économie mixte des Pompes Funèbres Intercommunales de Saintonge (PFIS) pour 48 970,81 € (cpte 70841).

Les recettes du chapitre 73 - Impôts et taxes- s'élèvent à **22 057 837,95 €** (budget 2022 : 21 332 455,00 €)

La Communauté d'agglomération de Saintes a perçu en 2022 les recettes suivantes :

- 5 581 601,00 € au titre des impôts directs locaux (cpte 73111),
- 7 280 747,00 € pour la fraction de TVA, cette dernière venant compenser la suppression du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales (cpte 7382),
- 3 571 988,00 € pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises -CVAE- (cpte 73112),
- 1 170 060,00 € pour la taxe sur les surfaces commerciales -TASCOM- (cpte 73113),
- 789 986,00 € pour les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau -IFER- (cpte 73114),
- 1 939 266,00 € pour l'attribution de compensation perçue auprès des communes (cpte 73211),
- 712 903,00 € pour le fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales - FPIC- (cpte 73223),
- 223 925,45 € pour la taxe de séjour (cpte 7362),
- 352 419,50 € pour la taxe locale sur la publicité extérieure -TLPE- (cpte 7368),
- 276 788,00 € pour la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations - GEMAPI- (cpte 7346),
- 158 154,00 € pour les autres impôts directs locaux ou assimilés (cpte 7382).

Les recettes du chapitre 74 - Dotations et subventions- s'élèvent à **7 887 860,66 €** (budget 2022 : 7 982 114,00 €)

Les principales recettes sont constituées :

- De la dotation d'intercommunalité pour 1 721 266,00 € (cpte 74124),
- De la dotation de compensation pour 2 554 717,00 € (cpte 74126),
- Des subventions perçues par les financeurs (Région-Départements-Autres) pour 489 678,50 € (cptes 7472, 7473 et 74718) dont :
 - 18 188,80 € de la Région pour le guichet unique « Rénovation habitat »,
 - 16 000,00 € de la Région pour la plateforme « Rénovation énergétique »,
 - 15 000,00 € du Département d'aide forfaitaire annuelle pour les Relais Petite Enfance - ex RAM - (gest 0943),

- 6 000,00 € du Département pour « l'Escapade sur le fleuve Charente »,
 - 172 207,00 € de l'ANAH pour le suivi et l'animation de l'OPAH-RU (gest 0031),
 - 61 900,00 € de l'État pour le programme « Réussite éducative » (gest 0905),
 - 65 000,00 € de l'État pour les postes de conseillers numériques (gest 0972),
 - 15 000,00 € du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) pour l'intervenant social en commissariat et gendarmerie (gest 0446),
 - 30 000,00 € de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) pour le conseiller en énergie partagée (gest 0624),
 - 31 600 € de l'État pour les « Colos apprenantes » (gest 0966),
 - 20 000 € de l'État pour le schéma de développement touristique.
- Des subventions perçues par d'autres organismes -dont CAF- pour 2 502 939,45 € (cpte 7478),
 - Des dotations de compensation :
 - 38 423,00 € au titre de l'exonération de la taxe professionnelle (cpte 748313),
 - 528 426,00 € au titre de l'exonération de la contribution économique territoriale CET -CVAE et CFE- (cpte 74833),
 - Du FCTVA pour 23 709,71 € (cpte 744).

Les autres recettes de cette section de fonctionnement sont constituées :

- **Du chapitre 013 - Atténuation de charges- pour 230 571,12 € (budget 2022 : 100 000,00 €).** Ces recettes concernent les indemnités journalières et les décharges syndicales ainsi que des versements de l'assurance du personnel,
- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante- pour 141 375,00 € (budget 2022 : 112 860,00 €)** avec comme principale recette la redevance versée par la société d'économie mixte locale (SEML) des pompes funèbres intercommunales de la Saintonge pour 112 881,27 € (cpte 757),
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels- pour 445 395,29 € (budget 2022 : 170 000 €).** Il s'agit principalement du recouvrement de produits exceptionnels divers, tels la vente du château Romefort pour 292 500,00 € (cpte 775), la prime « inflation » de 52 725,35 € versée par l'URSSAF (cpte 7788), des remboursements d'assurances suite à divers sinistres pour 28 764,31 € (cpte 7788), et du FCTVA reversé au syndicat départemental de la voirie pour 19 609,20 € (cpte 7788),
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections- pour 57 723,70 € (budget 2022 : 57 000,00 €).** Il s'agit essentiellement de l'amortissement des subventions et de l'étalement des charges liées à la crise sanitaire (cpte 777).

❖ **Les impacts du contexte international et de la crise énergétique sur 2022 :**

Si les années 2020 et 2021 ont été marquées par la crise sanitaire du COVID-19 et ses répercussions sur les exercices budgétaires de 2020 et 2021, aussi bien en dépenses qu'en recettes de fonctionnement, l'année 2022 aura été fortement marquée par le conflit opposant la Russie à l'Ukraine et ses répercussions en particulier sur le coût de l'énergie et, plus généralement, sur l'économie mondiale.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'établit à 6 715 764,06 € en dépenses et 3 160 086,12 € en recettes (non compris 001), ce qui représente un déficit de clôture de 3 555 677,94 € au 31-12-2022, hors restes à réaliser.
 Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2021 était de + 3 367 965,07 € (cpte 001).

1. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 6 715 764,06 €

Les dépenses d'équipement représentent 6 361 494,94 € (non compris chap 040 et chap 16)

Elles comprennent :

- **Des opérations en lien avec des autorisations de programme (AP), pour 2 671 239,75 €, soit :**

Autorisations de programme	Numéro opérations	Budget 2022	Commentaires	Réalisé en 2022
PLH 2017-2022		471 000,00 €	Dont subventions aux communes de Chaniers, Fontcouverte, Saint	

	488		Georges des Coteaux, Villars les Bois et Saintes	278 200,00 €
	489	1 017 417,00 €	Aides logement : OPAH-RU : aides aux travaux	262 154,35 €
	490	100 000,00 €	Soutien accession propriété centres bourgs	46 000,00 €
	491	30 000,00 €	Etude stratégie foncière	0,00 €
Réserve foncière	462	825 959,00 €	Acquisition de terrains : ZAE les Charriers Corme Royal Acquisition local commercial pour Maison du Vélo	499 332,79 €
Requalification zones d'activité	494	60 000,00 €	ZA La Bobinerie	4 119,60 €
Flow Vélo	466	595 000,00 €	Travaux Les Gonds/ Saintes + mise en tourisme	57 266,63 €
Aqueduc	561	2 129 239,00 €	Fin des travaux	1 049 335,11 €
Nouveau siège-déménagement « direction des systèmes informatiques »	503	484 893,82 €	Infrastructure informatique Cœur de réseau Fibre Téléphone Protection du bâtiment	457 577,07 €
Soutien à l'équilibre social de l'habitat	496	14 000,00 €	Fonds de concours aux communes pour l'équilibre d'opérations de logement social en milieu rural- Villars les Bois	14 000,00 €
PLUi	505	68 000,00€	Etudes Frais de procédure Assistance juridique	3 254,20 €
Développement des énergies renouvelables	506	50 000,00 €	Investissements projets ENR	0,00 €

- Des opérations hors autorisations de programme (AP) pour 2 191 176,72 €, soit :

N°	Opérations	Budget 2022	Commentaires	Réalisé en 2022
385	Matériel et mobilier : écoles - restaurants scolaires- crèches	402 922,53 €	Dont crèche « 1,2,3 soleil », étude pour extension « la Passerelle »	186 680,27 €

483	Nouveau siège de la communauté d'agglomération	2 013 111,69 €	Dont honoraires SEMDAS, travaux, mobilier, parking	1 697 926,03 €
474	Matériel informatique	250 975,30 €	Renouvellement courant du matériel et copieurs. Ecoles numériques. Nouveaux logiciels métiers. Sécurité informatique.	176 524,45 €
504	ZA Les Charriers - Bassin Versant (BV 7)	1 076 369,91 €	Etude et travaux	7 247,71 €
482	Itinéraires randonnées	94 840,00 €	Accès et sécurisation point d'accueil itinéraire canoé Balisage boucle des aqueducs	30 464,64 €
484	Sentier du Coran	321 000,00 €	Travaux aménagement du cheminement	0,00 €
475	Travaux et matériel pour les piscines	55 972,61 €	Bac rétention de sécurité Compresseur, filtre à sable	18 983,15 €
371	Travaux et matériel/mobilier	21 000,00 €	Aménagement de postes de travail	6 019,85 €
477	Rivières (Gemapi et hors Gemapi)	40 284,00 €	Co financement des travaux portés par les syndicats (Basse Seugne-SYMBA-Charente Arnould)	37 778,05 €
461	Aqueduc	171 321,30 €	Travaux au bâtiment d'accueil de Vénérand, relevés divers, frais d'études et de mission de coordination SPS (Sécurité et Protection de la Santé)	27 954,17 €
507	Nouvelle piscine	100 000,00 €	Études	1 598,40 €

• **Les investissements hors opérations pour 1 499 078,47 € dont :**

Fonction	Article	Service	Budget 2022	Commentaires	Réalisé en 2022
90	20421	02	1 277 395,42 €	Subvention dans le cadre du règlement d'intervention des aides à l'économie	365 510,85 €
020	2183	15	108 500,00 €	Matériel informatique - Cybersécurité	0,00 €
020	2041411	07	367 200,00 €	Fonds de concours élargi aux communes	26 797,91 €
020	2041412	07	48 000,00 €	Fonds de concours pour bornes de recharge	0,00 €
830	204132	17	192 600,00 €	Contrat fleuve pontons Charente	0,00 €

520	2188	04	50 000,00 €	Politique de la Ville - Ring gonflable	11 055,00 €
020	2182	05	90 000,00 €	Achat véhicule C4	27 729,00 €
020	2031	08	107 550,00 €	Etude Plan climat air énergie territorial PCAET	30 946,80 €
020	2184	05	193 659,63 €	Mobilier pour salles de réunions du nouveau siège CDA	185 502,43 €
811	204172	17	507 084,00 €	Participation aux travaux assainissement pour l'eau pluvial - renouvellement du réseau unitaire	108 000,00 €
811	2041412	17	50 000,00 €	Fonds de concours EPU vers communes	0,00 €
524	21318	05	77 000,00 €	Création WC handicapé sur l'aire accueil GDV	0,00 €
020	2135	05	83 340,37 €	Réfection toiture stand de tir	14 713,86 €
020	202	24	96 152,05 €	Modification PLU, frais de procédures	17 398,25 €
824	2031	01	120 000,00 €	Etude pré-opérationnelle pour OPAH	0,00 €
831	2031	17	280 000,00 €	Réalisation des inventaires des ZH pour le PLUi	0,00 €
811	21538	17	548 798,59 €	Travaux de réseaux en lien avec la gestion des eaux pluviales urbaines	158 961,44 €
020	2031	05	110 120,00 €	Frais étude Mission Locale	0,00 €
020	2188	05	35 989,00 €	Signalisation touristique	40 699,35 €
90	2188	20	9 135,93 €	Modernisation éclairage ZA parc des Côteaux et ZAE rue des Signaux	8 372,17 €
70	204112	07	0,00 €	Consignation PPRT Butagaz - Le Douhet	15 940,00 €
020	21531	05	13 500,00 €	Remplacement 3 conduites d'eau potable dans locaux avenue de Tombouctou	6 916,68 €
831	204182	17	0,00 €	Syndicat Mixte Charente Aval (SMCA)	8 331,50 €
811	2031	17	50 000,00 €	Frais d'études Eau Pluviales Urbaines (EPU)	1 338,00 €
01	261	07	417 000,00 €	Titres de participation	399 999,00 €

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2022 pour 3 065 527,52 €, dont :

- 169 745,26 € pour les travaux de bâtiments et le mobilier scolaire (opération 385),
- 99 795,85 € pour la réfection des aqueducs (opération 461),
- 49 585,42 € pour du matériel informatique (opération 474),
- 17 500,00 € pour le développement touristique (opération 476),
- 16 952,80 € pour les itinéraires de randonnées (opération 482),
- 221 310,14 € pour le nouveau siège de la CDA (opération 483),
- 160 000,00 € pour l'aménagement du cheminement du Coran par le Département (opération 484),
- 29 202,38 € pour l'aménagement du bassin BV7 de Charriers (opération 504),
- 84 180,00 € pour les études d'aménagement d'une nouvelle piscine avec fosse de plongée (opération 507),

- 332 974,20 € de frais d'études (cpte 2031), soit :
 - o 27 120,00 € pour la mission locale (Assistance Maîtrise d'Ouvrage -AMO- et programmation),
 - o 76 597,20 € pour la mission Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET),
 - o 188 750,00 € pour l'inventaire des zones humides du SYMBA (opération GEMAPI),
 - o 10 000,00 € pour l'étude de l'étang de la Brèche (opération GEMAPI),
 - o 4 830,00 € d'étude de faisabilité pour la déconnexion du réseau Eaux Pluviales de Saintes,
 - o 25 650,00 € d'assistance à la rédaction du CCTP pour le schéma directeur pluvial,
- 173 000,00 € pour les pontons de Chaniers et Les Gonds (cpte 2041411),
- 286 032,50 € pour les fonds de concours aux communes (cpte 2041411),
- 232 284,00 € pour la participation aux programmes de travaux réalisés par Eau 17 (cpte 204172),
- 663 254 ,92 € pour les interventions économiques (cpte 20421),
- 69 572,77 € pour la création WC handicapé sur l'aire accueil GDV (cpte 21318),
- 261 517,24 € pour les travaux sur réseaux eaux pluviales urbaines (cpte 21538),
- 31 623,32 € pour l'aménagement du City Stade (cpte 2181),
- 37 613,64 € pour l'acquisition d'un Peugeot E Partner (cpte 2182),
- 26 400,00 € pour le Pack Cybersécurité,
- 76 178,81 € pour les panneaux de signalisation directionnelle Office de Tourisme et parking, l'achat du triporteur et la signalétique des ZAE (cpte 2188).

Le remboursement du capital de la dette est de 294 284,42 € (cpte 1641) et le remboursement de diverses cautions s'élève à 2 261,00 € (cpte 165).

L'encours de dette au 31 décembre 2022 était de 3 064 104,57 €.

Les opérations d'ordre pour 57 723,70 € correspondent à l'amortissement des subventions, soit 56 577,00 €, et 1 146,70 € au titre de la moins-value sur cession d'immobilisation -château de Romfort- pour 1 146,70 € (cpte 192).

2. Les recettes d'investissement s'élèvent à 3 160 086,12 € (non compris 001)

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2021 était de + 3 367 965,07 € (cpte 001).

Les principales recettes se répartissent comme suit :

- **Le Chapitre 10 -dotations et réserves - pour 377 632,60 € de FCTVA (cpte 10222).**
- **Le Chapitre 13 - Subventions, pour 823 432,80 €** dont 4 564,00 € pour la valorisation des aqueducs (opération 561), 333 127,40 € pour le nouveau siège de la CDA (opération 483), 48 393,00 € pour les travaux de bâtiments et mobilier scolaire (opération 385) et 16 000,00 € pour l'acquisition de matériel informatique (opération 474), 309 740,00 € au titre des attributions de compensations versées par les communes pour les dépenses d'investissement (cpte 13246), 56 000,00 € de l'État soit 40 000,00 € au titre du plan France Relance (cpte 1311) et 16 000,00 € pour la dématérialisation ADP, (cpte 1311), 1 050,00 € du département pour l'achat du triporteur (cpte 1313), 18 285,40 € de l'État au titre de la dotation de soutien à l'investissement local - DSIL (cpte 1337).
- **Le Chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - pour 1 640 399,67 €** dont les amortissements des dépenses d'équipement pour 1 587 915,71 €.
- **Le Chapitre 27 - Autres immobilisations financières - pour 138 823,95 €,** soit 21 000,00 € de remboursement de frais divers par le budget annexe Hôtel d'Entreprises (cpte 27638), 22 482,20 € de remboursement par le budget annexe Transports urbains et mobilité (cpte 27638), 93 413,75 € du produit de la cession à échéance différée de locaux à la commune de Burie (cpte 276341), et 1 928,00 € de dépôts et cautionnements reçus (cpte 675).

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2022 pour 2 594 087,23 €, soit :

- 90 000,00 € de subvention de la CAF pour le futur siège RAM -Relai d'Assistance Maternelle- (opération 385),
- 1 690 246,23 € de subventions et dotations pour les locaux du nouveau siège de la CDA (opération 483),
- 661 958,00 € de subvention de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne pour le bassin des Charriers (opération 504),
- 151 883,00 € de recettes hors opérations, soit :
 - 50 000,00 € de l'État dans le cadre du plan France Relance (cpte 1311),
 - 36 019,50 € de fonds de concours des communes de Chaniers et Saint Vaize pour EP, (cpte 13241),
 - 20 582,50 € de subvention DETR - Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux - pour PAD (Point d'Accès aux Droits (cpte 1341),
 - 45 281,00 € de subvention DSIL - Dotation de Soutien à l'Investissement Local - pour PAD (cpte 1347).

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L. 2121-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2022 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2022, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2022 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Principal de l'exercice 2022 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL
DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022

	Réalizations		Restes à réaliser	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	Section d'Investissement	
Recettes de l'exercice	34 522 368,74 €	3 160 086,12 €		2 594 087,23 €
Dépenses de l'exercice	33 542 401,59 €	6 715 764,06 €		3 065 527,52 €
Résultats de l'exercice	+ 979 967,15 €	- 3 555 677,94 €		
Solde des restes à réaliser				- 471 440,29 €
Résultats antérieurs reportés	+ 11 125 791,51 €	+ 3 367 965,07 €		
Résultats de clôture	12 105 758,66 €	- 187 712,87 €		

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 6 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-58. Approbation du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe "Régie des déchets"

Monsieur Philippe CALLAUD indique que les dépenses de fonctionnement 2022 s'élèvent à 8 283 180 euros, et les recettes à 8 148 049 euros. En section d'investissement, les dépenses sont de 1 082 025 euros, tandis que les recettes s'élèvent à 800 065 euros.

En l'absence de questions, le Président de séance, Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-Président, sommet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte Administratif 2022 du Budget Annexe « Régie des déchets » se présente comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION

- Les dépenses de fonctionnement s'élèvent pour l'année 2022 à 8 283 180,12 € (Budget 2022 : 8 515 026,22 €).

Le contexte international qui a entraîné la hausse des coûts de l'énergie durant l'année 2022, a impacté notamment les postes de dépenses suivants :

- Le carburant (cpte 6066) pour un montant de 482 439,75 € (354 604,29 € en 2021),
- La contribution à CYCLAD pour un montant de 2 720 433,17 € (2 598 830,90 en 2021).

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général - s'établissent à 1 496 817,35 € (Budget 2022 : 1 509 394,50 €) et se déclinent pour les comptes les plus importants comme suit :

- Le carburant (cpte 6066) pour un montant de 482 439,75 € (Budget 2022 : 487 100,00 €),
- L'entretien des véhicules du service (cpte 61551) pour 332 510,60 €,
- Les prestations de service (cpte 611) pour 230 203,95 € comprennent essentiellement la collecte du verre et du papier en prestation de service sur les points d'apport volontaire et l'abonnement à la géolocalisation des véhicules,
- Les autres matières et fournitures (cpte 6068) pour 99 485,91 €, soit les équipements de protection individuelle pour 8 905,31 € (gest 0159) et les sacs jaunes pour 90 580,60 € (gest 0750),
- La maintenance (cpte 6156) pour 65 113,91 €,
- Les primes d'assurance (cpte 6161) pour 38 774,66 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel - s'élèvent à 3 183 059,00 € (Budget 2022 : 3 183 059,00 €) dont :

- 580 513,90 € pour le personnel intérimaire (cpte 6211),
- 89 052,58 € au titre des charges de personnel dites « à répartir » (cpte 6215). Ces dernières concernent le remboursement au budget principal de la quote-part des rémunérations portées par celui-ci pour les fonctions supports, politiques et techniques (Vice-Président, direction générale, ressources humaines, finances, juridique, travaux).

Le chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - s'élève à 2 842 400,00 € (Budget 2022 : 2 842 400,00 €).

Il s'agit principalement de la contribution versée au syndicat mixte CYCLAD pour 2 720 433,17 €, soit :

- 2 094 889,00 € pour le traitement des déchets de la collecte en porte à porte et en points d'apport volontaire (G 741),
- 562 806,00 € pour le traitement en déchetterie (G 740),
- 62 738,17 € pour le traitement des déchets de l'hôpital de Saintonge (G 630).

S'ajoutent 21 771,14 € pour l'accès donné aux habitants du territoire de la Communauté d'agglomération de Saintes à la déchetterie de Bercloux.

Par ailleurs, 90 822,25 € concernent les admissions en non-valeur (cpte 6541) et 9 371,39 € de créances éteintes (cpte 6542) suite au non recouvrement de factures.

Le chapitre 66 - Charges financières pour 109,92 € (Budget 2022 : 220,00 €) au titre des intérêts d'emprunts (cpte 66111).

Le chapitre 67 - Charges exceptionnelles pour 119 430,75 € (Budget 2022 : 120 000,00 €) concerne les titres annulés sur exercices antérieurs. L'annulation des titres est initiée par la trésorerie en fonction de situations particulières (cpte 673).

Enfin, le chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections- pour un montant de **641 363,10 €** (Budget 2022 : 641 584,00 €) est constitué essentiellement de la dotation aux amortissements des biens pour 633 779,10 € (cpte 6811).

- **Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 8 148 049,42 € pour l'année 2022 (Budget 2022 : 8 515 026,22 €).**

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2021 était de + 489 726,22 € (002).

Les recettes du chapitre 70 - Ventes de produits et services rendus - s'élèvent à **8 033 713,13 €** (Budget 2022 : 7 910 000,00 €).

Ce chapitre est constitué essentiellement des recettes suivantes :

- Redevance des ordures ménagères pour un montant de 7 811 543,54 € (G 919),
- Recettes des **déchetteries** pour 94 937,90 €,
Elles concernent l'accès aux **déchetteries** de Burie et Corme-Royal à certains usagers de CALITOM. Celles-ci sont de 22 242,00 € pour la **déchetterie** de Burie (Anten/ 92007) et 77 764,50 € pour la **déchetterie** de Corme-Royal (Anten/ 92005),
- Facturation au centre hospitalier de Saintonge de la collecte et du traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères pour 108 448,09 € (Gest 630),
- Mise à disposition de bacs pour des manifestations pour 13 715,00 € (Gest 810).

Les recettes du chapitre 74 - Subventions d'exploitation - s'élèvent à **15 247,91 €** (Budget 2022 : 38 000,00 €) et concernent les participations de l'organisme coordonnateur de la filière des équipements électriques et électroniques (OCAD3E) au processus de tri des déchets spécifiques.

Par ailleurs, les autres recettes sont constituées :

- **Du chapitre 013- Atténuation de charges-** pour 26 204,74 € (Budget 2022 : 16 500,00 €).
Ce chapitre concerne essentiellement les remboursements d'indemnités journalières et de décharges syndicales.
- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante-** pour **37 516,68 €** (Budget 2022 : 38 000,00 €) pour le remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels-** pour **22 714,77 €** (Budget 2022 : 10 000 €) dont 7 968,76 € de recouvrements sur créances admises en non-valeur (cpte 7714) et **8 761,51 €** de remboursements d'assurances suite à divers sinistres survenus (cpte 778),
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections-** pour **12 652,19 €** (Budget 2022 : 12 800,00 €) au titre de l'amortissement des subventions d'investissement perçues.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement s'établissent à 1 082 025,49 € en 2022 (Budget 2022 : 4 719 057,52 €).**

Les charges de remboursement du capital de la dette (chap. 16) sont de **21 500,01 €**. Le capital restant dû au 31/12/2022 était de 64 499,83 €.

Les dépenses d'équipement, d'un montant de 1 047 873,29 €, concernent principalement :

- L'achat de caissons pour un total de 24 125,88 € (opération 102),
- L'achat de bacs pour 24 190,80 € (opération 63),
- L'achat de bennes de ramassage des OM de 19 et 26 tonnes pour un montant de 463 746,52 € (opération 86),
- Les travaux de mise aux normes des déchetteries pour 402 021,71 € (opération 107),
- Les travaux de mise aux normes du bâtiment de collecte pour 57 857,55 € (opération 54),
- L'achat d'équipements et de matériels informatiques pour 35 097,65 € (opération 474).

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2022, en dépenses, pour 188 897,66 €, soit 135 956,02 € pour l'achat d'une benne de ramassage des ordures ménagères de 26 tonnes de PTAC, 36 437,50 € pour l'achat d'un véhicule de service électrique, 12 257,34 € pour les travaux de rénovation de la maison du gardien de l'Ecosite, 2 806,80 € d'études pour la construction de passerelles à Chaniers et Corme Royal, et 1 440,00 € d'études pluviales au niveau de la déchetterie de Burie.

Les dépenses du chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - d'un montant de **12 652,19 €** portent

sur l'amortissement de subventions d'investissement perçues.

- Les recettes d'investissement s'élèvent à 800 065,82 € (Budget 2022 : 4 719 057,52 €).

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2021 était de + 3 774 860,52 € (001).

Les principales recettes concernent :

Le chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - pour un montant de **641 363,10 €**, est composé essentiellement de la dotation aux amortissements des biens,

Le chapitre 10 - Dotations fonds divers et réserves - pour un montant de **158 702,72 €**, comprend le reversement du FCTVA.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L.2121-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 7°) « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Considérant qu'après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -Régie des Déchets- de l'exercice 2022, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2022, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2022 du Budget Annexe Régie des Déchets présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable formulé par le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets en date du 21 mars 2023,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- **de procéder au règlement définitif du Budget Annexe Régie des Déchets de l'exercice 2022 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :**

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE REGIE DES DECHETS
DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022**

	Réalizations		Restes à réaliser
	Section d'exploitation	Section d'Investissement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	8 148 049,42 €	800 065,82 €	0,00 €
Dépenses de l'exercice	8 283 180,12 €	1 082 025,49 €	188 897,66 €
Résultats de l'exercice	- 135 130,70 €	- 281 959,67 €	
Solde des restes à réaliser			
Résultats antérieurs reportés	+ 489 726,22 €	+ 3 774 860,52 €	
Résultats de clôture	+ 354 595,52 €	+ 3 492 900,85 €	

- **de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes et les crédits annulés.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 0 Voix contre
- 7 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. François ELHINGER, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-59. Approbation du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe "Transports Urbains et Mobilité"

Monsieur Philippe CALLAUD indique que les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 5 762 894 euros, pour 6 296 622 euros de recettes. Les impôts ont considérablement augmenté, ils correspondent au versement des entreprises. De nombreuses aides à l'installation des entreprises sont votées, et l'Agglomération en reçoit la récompense puisqu'un budget de 2,3 millions d'euros était prévu à l'origine. La preuve est apportée que les entreprises se développent sur le territoire, en particulier les entreprises de taille importante puisque le versement transport est apporté par les entreprises de onze salariés et plus. Le gain est de 340 000 euros par rapport au budget initial. Les dotations et subventions s'élèvent à 1 141 000 euros, tandis que les produits exceptionnels représentent 1 203 000 euros. La subvention d'équilibre était habituellement de 800 000 euros. Elle a été augmentée cette année par crainte de ne pas réussir à boucler le budget, toutefois la différence entre dépenses et recettes est largement positive du fait de l'augmentation des impôts. Les dépenses d'investissement de ce budget comprennent les dépenses d'équipement classiques, qui s'élèvent à 213 508 euros, pour 561 220 euros de recettes.

Monsieur Philippe ROUET n'a pas eu la possibilité d'assister à la commission finances. Il se souvient que ce budget est équilibré par le budget général, qui vote une dotation. Grâce à la bonne surprise de cette année, le résultat est positif de 533 000 euros. Il demande pourquoi le montant de la dotation provenant du budget général n'a pas été réduit, ce qui aurait permis d'améliorer l'excédent de ce budget, qui n'est pas très élevé.

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'il avait été prévu que les indices de la convention avec KEOLIS augmenteraient significativement la redevance accordée à cette société. L'augmentation du carburant constitue en effet un poste très important, et ce point suscitait beaucoup d'inquiétudes. Une subvention plus importante a de ce fait été accordée, toutefois il est toujours possible de rattraper cette subvention ultérieurement.

En l'absence d'autres questions, le Président de séance, Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-Président, sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le rapport du compte administratif 2022 pour le Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » est présenté ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION

- **Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 5 762 894,68 €** (Budget 2022 : 6 409 127,77 €).

Chapitre 011 - Charges à caractère général - s'établit à 80 054,65 € (Budget 2022 : 163 910,00 €).

Les dépenses sont constituées principalement de :

- *La maintenance des applications métiers pour un montant de 37 938,61 € (art 6156) dont 32 044,00 € pour le système de billettique,*
- *La location de l'espace commercial « Buss » pour 29 031,30 € (art 6132),*
- *Différentes adhésions pour 7 750,50 € (art 6281).*

Chapitre 012 - Charges de personnel - s'établit à 207 653,73 € (Budget 2022 : 224 283,00 €)

Ce poste comprend les salaires et charges des agents affectés à ce service. Par ailleurs, se rajoutent les charges de personnel dites « à répartir ». Ces dernières concernent le remboursement au budget principal de la quote-part des rémunérations portées par celui-ci pour les fonctions supports, politiques et techniques (Vice-Président, direction générale, ressources humaines, finances, juridique, travaux) soit la somme de 53 932,00 € (art 6215).

Chapitre 014 - Atténuation de produits - s'établit à 0,00 € (Budget 2022 : 1 200 €).

Pas de demande de remboursement de versement mobilité (VM) aux tiers éligibles pour 2022.

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - s'établit à 5 040 620,70 € (Budget 2022 : 5 041 500,00 €).

Les principales dépenses sont constituées :

- Du forfait de charges d'un montant de 4 428 626,53 € versé à Keolis (gest 0493HT) -3 835 694,34 € versés en 2021- en vertu de la concession de service public en cours (art 6518),
- Des prestations de transport exécutées, pour le compte de la CDA, par la région Nouvelle Aquitaine (gest 0496HT) au titre de la mutualisation de l'organisation des transports, pour un montant de 544 991,80 € -450 000 € versés en 2021- (art 6518),
- De l'adhésion au syndicat Nouvelle Aquitaine Mobilités (NAM) pour 27 000 € (art 65735),
- Des subventions aux particuliers d'un montant total de 40 000,00 (art 6572) pour l'achat de vélos à assistance électrique (soit 200 primes à 200 €).

Chapitre 66 -Charges financières - s'établit à 2 607,39 € (Budget 2022 : 2 610,00 €).

Ces dépenses correspondent aux intérêts des emprunts en cours.

Chapitre 042- Opérations d'ordre entre sections - s'établit à 431 958,21 € (Budget 2022 : 432 000,00 €) et concerne la dotation aux amortissements des dépenses d'équipement.

- **Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 6 296 622,13 €** (Budget 2022 : 6 409 127,77 €).

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2021 était de + 475 931,77 € (002).

Chapitre 70 -Produit des services - s'élève à 657 487,49 € (Budget 2022 : 613 250,00 €)

Les recettes usagers sont en hausse par rapport à 2021 (593 521,62 réalisés en 2021) et dépassent l'objectif contractuel.

Chapitre 73 - Impôts et taxes - s'élève à 2 640 934,24 € (Budget 2022 : 2 300 000,00 €) et concerne le versement mobilité -VM-(cpte 734).

Chapitre 74 - Dotations et subventions - s'élève à 1 641 937,24 € (Budget 2022 : 1 648 646,00 €).

Cette somme intègre principalement :

- Le transfert financier de la région Nouvelle Aquitaine (convention du 17 juillet 2017) pour 1 611 645,68 € (cpte 7472),
- La subvention (1^{er} et 2^{ème} acomptes) de l'ADEME pour le poste de chargé de mission « mobilité » pour 29 000,96 € (cpte 7471).

Les autres recettes sont constituées :

- **Du Chapitre 75 -Autres produits de gestion courante** - pour 141 660,16 € (Budget 2022 : 160 000 €). Ces recettes correspondent, essentiellement, à la redevance d'occupation du dépôt et de la boutique Buss par Keolis pour 10 350,18 € et à la somme de 131 309,57 € versée par la Région au titre de la mutualisation de l'organisation des transports entre la Région Nouvelle Aquitaine et la CDA.
- **Du Chapitre 77 - Produits exceptionnels** - pour 1 203 400,00 € (Budget 2021 : 1 200 000 €). Cette somme est constituée de la subvention versée par le budget principal pour 1 200 000 € aux paiements, par Keolis, des pénalités pour service exécuté partiellement, soit 3 100,00 €, ainsi que la cession du bus GX 317 immatriculé CP431EK pour 300,00 €.
- **Des opérations d'ordre** pour 11 203,00 € relatives aux amortissements de subventions.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement s'élèvent à 213 508,17 €** (Budget 2022 : 708 341,05 €).

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2021 était de - 38 120,16 € (002).

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 112 311,44 € et concernent principalement :

- L'acquisition de vélos solidaires pour 18 247,50 € (art 2156),
- La climatisation de 5 véhicules pour 17 606,50 € (art 2156),
- Le remplacement du moteur du véhicule 507 pour 10 634,78 € (art 2156),
- Le remplacement du moteur du véhicule 505 pour 12 499,37 € (art 2156),
- Le changement de la boîte à vitesses du véhicule 703 pour 10 150,00 € (art 2156).

Des restes à réaliser sont constatés au 31 décembre 2022 pour la somme de 232 327,71 € et comprennent :

- Les frais d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement du Contrat Mobilité pour un montant de 30 775,00 €,
- L'achat de 2 minibus TPMR L3H2 Modulis 50 avec accessoires pour un montant de 199 536,00 €,
- Le changement de la boîte à vitesses du véhicule Master 507 pour un montant de 2 016,71 €.

Le remboursement du capital des emprunts s'élève à 67 511,53 € (art 1641), le **remboursement de l'avance budgétaire** au budget principal de 22 482,20 € (art 1687). Le capital restant dû au 31/12/2022 était de 251 475,43 €.

Les opérations d'ordre s'élèvent à 11 203,00 € et concernent les amortissements de subventions.

- **Les recettes d'investissement** s'élèvent à 561 220,90 € (Budget 2022 : 708 341,05 €).

Elles comprennent les dotations aux amortissements des dépenses d'équipement pour 431 958,21 €, une subvention de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie -ADEME- d'un montant de 78 097,64 € (art 1311) pour l'appel à « Projet vélo », ainsi que l'excédent de fonctionnement capitalisé de 2021 pour 51 165,05 € (art 1068).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L. 2121-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Considérant qu'après la présentation du budget primitif du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » de l'exercice 2022, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2022, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2022 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable formulé par la commission des finances en date du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » de l'exercice 2022 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS ET MOBILITE
DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022**

	Réalisations		Restes à réaliser
	Section d'exploitation	Section d'investissement	Section d'investissement
Recettes de l'exercice	6 296 622,13 €	561 220,90 €	-
Dépenses de l'exercice	5 762 894,68 €	213 508,17 €	232 327,71 €

Résultats de l'exercice	+ 533 727,45 €	+ 347 712,73 €	-
Solde des restes à réaliser	-	-	- 232 327,71 €
Résultats antérieurs reportés	+ 475 931,77 €	- 38 120,16 €	-
Résultats de clôture	+ 1 009 659,22 €	+ 309 592,57 €	

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 6 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-60. Approbation du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe "Hôtel d'Entreprises"

Monsieur Philippe CALLAUD indique que le résultat de ce compte administratif est négatif de 25 367 euros. Il a fallu supporter une liquidation judiciaire d'une entreprise importante, dont les conséquences ont plombé le budget. Les résultats antérieurs reportés de 61 000 euros permettent de supporter cette moins-value, le solde de résultat cumulé s'élevant à 35 000 euros en fonctionnement. En investissement, le résultat s'élève à 104 000 euros en solde d'exécution, avec le reporté antérieur.

En l'absence de questions, le Président de séance, Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-Président, sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le rapport du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses de fonctionnement** s'élèvent pour l'année 2022 à **64 948,26 €** (budget 2022 : 101 369,87 €) et se composent :
 - **Des charges à caractère général** (chapitre 011) pour **21 695,26 €** (12 136,74 € réalisés en 2021) comprenant les charges de fonctionnement du bâtiment (fluides, entretien, assurance, taxe foncière). On notera, sur 2022, les travaux sur bâtiments pour un montant de 16 464,60 € (7 057,46 € en 2021),
 - **Des amortissements** pour **43 253,00 €**.
- **Les recettes de fonctionnement** s'élèvent à **39 581, €** et se composent comme suit :
 - **Des autres produits de gestion courante** (chapitre 75) pour **26 850,00 €** comprenant les loyers versés par les entreprises occupantes. Ce poste est en baisse par rapport à 202 (62 325 € réalisés en 2021), l'hôtel d'entreprises n'ayant été complet toute l'année.
 - **Des opérations de transfert entre sections** (Chapitre 042) pour **12 731 €** au titre des amortissements de subventions d'investissement perçues antérieurement.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement** s'élèvent à **34 781,00 €** (budget 2022 : 137 771,73 €) soit 21 000 € au

titre du remboursement de l'avance faite par le budget principal, 12 731 € pour l'amortissement des subventions et 1 050,00 € de remboursement de dépôts et cautionnements.

- **Les recettes d'investissement s'élèvent à 44 303,00 € et concernent les dotations aux amortissements pour 43 253,00 € et 1 050,00 € de dépôts et cautionnements reçus**

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 *31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -Hôtel d'Entreprises- de l'exercice 2022, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2022, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2022 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- de procéder au règlement définitif du Budget Annexe -Hôtel d'Entreprises- de l'exercice 2022 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE HOTEL D'ENTREPRISES
DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022**

	Réalisations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	39 581,00 €	44 303,00 €
Dépenses de l'exercice	64 948,26 €	34 781,00 €
Résultats de l'exercice	- 25 367,26 €	+ 9 522,00 €
Résultats antérieurs reportés	+ 61 263,87 €	+ 94 518,73 €
Résultats de clôture	+ 35 896,61 €	+ 104 040,73 €

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-61. Approbation du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe "ZAC Centre Atlantique"

Monsieur Frédéric ROUAN indique que le résultat de la section de fonctionnement s'élève à 3 535 060 euros, pour un résultat cumulé à zéro. Au niveau de la section d'investissement, le solde d'exécution reporté est de moins 5 606 689 euros.

Madame Eliane TRAIN a cru comprendre que l'ensemble des terrains de la ZAC Centre Atlantique étaient vendus. Pourtant, le budget est négatif. Elle demande s'il est possible d'obtenir un bilan de ces opérations de commercialisation.

Monsieur Frédéric ROUAN précise que toutes les parcelles sont soit vendues, soit réservées. Par ailleurs, la zone comprend environ un tiers en commercial et deux tiers en production. La partie commerciale permet

de disposer de prix maîtrisés du foncier, le prix moyen étant de 85 euros par mètre carré. Il est de 25 euros du mètre carré pour le productif. Les zones d'activités sont rarement bénéficiaires, et l'équipe précédente avait voté un budget déficitaire. Le projet de la tranche 2 devrait permettre d'équilibrer l'ensemble.

Madame Eliane TRAIN demande si la tranche 2 va permettre de couvrir le déficit engendré par la tranche 1.

Monsieur Frédéric ROUAN observe que la voirie sera déjà existante, il ne sera pas nécessaire de refaire les accès.

Madame Eliane TRAIN souhaiterait un bilan de cette zone lorsque l'ensemble des travaux seront terminés.

Monsieur Frédéric ROUAN confirme qu'il sera possible de présenter un détail de la zone en commission économique.

En l'absence de questions, le Président de séance, Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-Président, sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice,

Le rapport du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses d'un montant de 3 535 060,34 €** (budget 2022 : 9 106 164,84 €) concernent :
 - La poursuite des travaux pour 74 132,25 € dont la création de voies et réseaux divers (art 605),
 - Des prestations de services (bornages et divisions parcellaire, études de coût d'aménagement) pour 5 246,25 € (art 6045),
 - Des frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement (plus-values de cessions) pour 60 633,00 € (art 608),
 - Les écritures d'ordre relatives à la valorisation du stock de terrains aménagés pour 3 395 048,84 € (art 71355).
- **Les recettes, d'un montant de 3 535 060,34 €,** intègrent les ventes de terrains aménagés pour 3 395 048,84 € (art 7015) et les écritures de valorisation du stock de terrains aménagés pour 140 011,50 € (art 71355).

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses s'élèvent à 140 011,50 €** (budget 2022 : 7 900 900,89 €) et correspondent aux écritures d'ordre de valorisation du stock de terrains aménagés.
- **Les recettes s'élèvent à 3 395 048,84 €** et correspondent aux écritures d'ordre relatives à la mise à jour du stock de terrains aménagés (art 3555).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121-31 et L. 2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -ZAC Centre Atlantique- de l'exercice 2022, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2022, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2022 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe -ZAC Centre Atlantique- de l'exercice 2022 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZAC CENTRE ATLANTIQUE
DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022**

	Réalisations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	3 535 060,34 €	3 395 048,84 €
Dépenses de l'exercice	3 535 060,34 €	140 011,50 €
Résultats de l'exercice	0 €	+ 3 255 037,34 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	- 5 606 689,89 €
Résultats de clôture	0 €	- 2 351 652,55 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-62. Approbation du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe "ZAC des Charriers Sud"

Monsieur Frédéric ROUAN indique que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 4 200 euros, avec un résultat cumulé de clôture à zéro. En ce qui concerne les investissements, le solde d'exécution reporté est de moins 204 910 euros, et le solde d'exécution de l'exercice 2022 est de moins 4 200.

En l'absence de questions, le Président de séance, Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-Président, sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le rapport du compte administratif 2022 pour le Budget Annexe « ZAC les Charriers sud » est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses effectuées en 2022 s'élèvent à 4 200,00 €** (budget 2022 : 202 071,00 €) et concernent :
 - La réalisation d'études d'aménagement par le Syndicat de la voirie des collectivités de la Charente Maritime (art 6045).
- **Les recettes d'un montant de 4 200,00 €** équilibrent la section de fonctionnement. Elles permettent de constater les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 7133).

SECTION D'INVESTISSEMENT

- Les dépenses s'élèvent à 4 200,00 € (budget 2022 : 406 981,82 €) et correspondent aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 3355).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L. 2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud » de l'exercice 2022, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2021, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2022 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de procéder au règlement définitif du Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud » de l'exercice 2022 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZAC LES CHARRIERS SUD DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022

	Réalizations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	4 200,00 €	0 €
Dépenses de l'exercice	4 200,00 €	4 200,00 €
Résultats de l'exercice	0 €	-4 200,00 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	-204 910,82 €
Résultats de clôture	0 €	- 209 110,82 €

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à La majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-63. Approbation du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe "ZA La Sauzaie"

Monsieur Frédéric ROUAN indique qu'en fonctionnement, le résultat cumulé est de 191 862 euros. Au niveau de la partie investissement, un solde d'exécution négatif de moins 520 103 euros est observé.

En l'absence de questions, le Président de séance, Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-Président, sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le rapport du compte administratif 2022 pour le Budget Annexe « ZA La Sauzaie » est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses s'élèvent à 101 266,72 €** (budget 2022 : 113 295,87 €) et concernent, essentiellement, la variation du stock de terrains en cours de production pour un montant de 99 995,87 € (art 7133).
- **Les recettes d'un montant de 293 128,78 €** concernent la cession de terrains pour un montant de 258 180,00 € (art 7015), les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production pour 1 270,85 € (art 7133), et la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) pour un montant de 33 677,93 € (art 748371).

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses s'élèvent à 1 270,85 €** (budget 2022 : 632 128,81 €) et correspondent aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 3355).
- **Les recettes s'élèvent à 99 995,87 €** et correspondent également aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 3355).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 31 et L. 2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget annexe -ZA La Sauzaie- de l'exercice 2022, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2022, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2022 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder au règlement définitif du Budget Annexe « ZA La Sauzaie » de l'exercice 2022 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :**

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZA LA SAUZAIE DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022

	REALISATIONS	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	293 128,78 €	99 995,87 €
Dépenses de l'exercice	101 266,72 €	1 270,85 €
Résultats de l'exercice	191 862,06 €	98 725,02 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	- 618 828,81 €
Résultats de clôture	191 862,06 €	- 520 103,79 €

- **de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes et les crédits annulés.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour

- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-64. Approbation du Compte Administratif 2022 du Budget Annexe "Zones d'Activités Communautaires"

Monsieur Frédéric ROUAN indique qu'au niveau de la section de fonctionnement, le montant cumulé de clôture se situe à zéro. Pour la partie investissement, le solde d'exécution est de moins 16 736 euros.

En l'absence de questions, le Président de séance, Monsieur Eric PANNAUD, 1^{er} Vice-Président, sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le rapport du compte administratif 2022 pour le Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires » est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'établit à 16 736,37 € (budget 2022 : 454 630,50 €).

- **Les dépenses d'un montant de 16 736,37 € concernent essentiellement l'extension de la zone d'activité.**
- **Les recettes d'un montant de 16 736 € concernent les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 7133).**

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses s'élèvent à 16 736,37 € (budget 2022 : 454 630,50 €) et correspondent aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 3355).**
- **Pas de réalisation de recette en 2022.**

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 31 et L. 2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » de l'exercice 2022, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2022, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2022 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de procéder au règlement définitif du Budget annexe -Zones d'Activités Communautaires- de l'exercice 2022 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITES COMMUNAUTAIRES
DU 1^{er} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022**

	REALISATIONS	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
<i>Recettes de l'exercice</i>	16 736,37 €	0 €
<i>Dépenses de l'exercice</i>	16 736,37 €	16 736,37 €
Résultats de l'exercice	0 €	- 16 736,37 €
<i>Résultats antérieurs reportés</i>	0 €	0 €
Résultats de clôture	0 €	- 16 736,37 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2022 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-65. Affectation des résultats de 2022 - Budget Principal

Monsieur Philippe CALLAUD présente la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2022, pour le Budget Principal, en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
<i>Résultat de l'exercice 2022</i>	33 542 401,59 €	34 522 368,74 €	+ 979 967,15 €
<i>Résultat antérieur reporté (002)</i>	-		+ 11 125 791,51 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2022	-		+ 12 105 758,66 € = Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
<i>Solde d'exécution de l'exercice 2022</i>	6 715 764,06 €	3 160 086,12 €	- 3 555 677,94 €
<i>Solde d'exécution reporté (001)</i>	-		+ 3 367 965,07 €
Solde d'exécution au 31/12/2022	-		- 187 712,87 €
Restes à réaliser			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2022	3 065 527,52 €	2 594 087,23 €	- 471 440,29 €
Solde d'exécution au 31/12/2022 corrigé des restes à réaliser	-		- 659 153,16 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2022 de + 12 105 758,66 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2021, un solde d'exécution négatif de - 187 712,87 €. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser, aussi bien en dépenses qu'en recettes, fait apparaître un solde d'exécution négatif de - 659 153,16 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat :

- *En priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement.*
- *Puis au choix pour le solde à affecter :*
 - *Soit au financement de la section d'investissement*
 - *Soit au financement de la section de fonctionnement*

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Considérant que la section d'investissement dégage un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser, négatif,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2022,

- d'approuver l'affectation du résultat de la manière suivante :

- *Couverture du besoin de financement de la section d'investissement, compte 1068 : **659 153,16 €***
- *Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 11 446 605,50 €,*
- *Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : -187 712,87 €.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- *56 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)*
- *0 Ne prend pas part au vote*

2023-66. Budget Supplémentaire - Budget Principal - Exercice 2023

Monsieur Philippe CALLAUD explique que le résultat 2022 est voté, puis affecté. Il est ensuite nécessaire de transposer ces affectations dans un budget supplémentaire. Le résultat excédentaire reporté s'élève à 11 446 605 euros.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE relaie une question de Monsieur Pierre MAUDOUX, lequel s'interroge sur la taxe foncière de la CDA qui abonde une partie du budget. Il souhaitait savoir si le taux voté par la CDA pouvait être baissé afin d'amoindrir la hausse de 7,1 prévue au niveau national.

Monsieur Philippe CALLAUD répond que les dépenses sont nombreuses, et la CDA cherche à satisfaire à la fois la solidarité et le dynamisme économique. La CDA applique déjà des taux très contraints, et s'est engagée à les laisser à leur niveau initial. Il semble difficile d'abaisser ces taux afin de compenser ce que l'État décide d'augmenter. En revanche, de nombreuses collectivités augmentent leurs taux, ce que la CDA essaie d'éviter. Dans le contexte de hausse de l'inflation et d'augmentation du point des fonctionnaires, ce sujet est plutôt mal venu.

Monsieur Jean-Philippe MACHON informe que la CDC de Haute-Saintonge a baissé ses taux.

Monsieur le Président souligne qu'elle les a baissés d'à peine 1%. En l'absence d'autres questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le Compte Administratif 2022 du Budget Principal a fait apparaître respectivement le résultat de clôture, les restes à réaliser en investissement en dépenses et en recettes.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend :

- *L'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2022,*

- *La prise en compte des restes à réaliser d'investissement.*

Outre ces deux aspects, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2021-209 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2022 du Budget Principal, voté le 30 mars 2023, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant affectation des résultats de l'exercice 2022 du Budget Principal,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Principal,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Principal,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à 11 446 605,50 €.

A. Les dépenses

Les inscriptions sont les suivantes :

- **Autres charges de gestion courante** (chap. 65) : - 10 000,00 €.
- **Charges exceptionnelles** (chap. 67) : + 4 288 391,74 € soit :
 - 4 284 391,74 € au titre de la mise en « réserve » du disponible d'excédent reporté N-1 suite à la prise en compte de l'affectation des résultats.
 - 4 000,00 € au titre des autres charges exceptionnelles.
- **Virement à la section d'investissement** (chap. 023)) pour 7 021 005,76 € ce qui permettra de limiter, d'autant, l'emprunt prévu au Budget Primitif, en section d'investissement,
- **Amortissement des immobilisations** (chap. 022) : + 147 208,00 €.

B. Les recettes

Elles sont constituées :

- **Des dotations et subventions** (chap. 74) : - 45 000,00 €.
- **Des autres produits de gestion courante** (chap. 75) : + 45 000,00 €.
- **Du résultat reporté N-1** suite à la prise en compte de l'affectation des résultats (chap. 002) 11 446 605,50 €.

II- SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 3 722 840,39 €.

A. Le détail des dépenses figure sur le document ci-dessous.

B. Les recettes sont constituées de :

- + 659 153,16 € correspondant à la **couverture du besoin de financement** constaté à la clôture de l'exercice 2022 en lien avec la prise en compte de l'affectation des résultats (compte 1068).
- **L'annulation du recours à l'emprunt prévu au budget primitif 2023** (chap. 16) pour - 6 698 613,76 €.
- **L'amortissement des immobilisations** (chap. 040) pour + 147 208,00 €.
- **Le virement de la section de fonctionnement** (chap. 021) pour + 7 021 005,76 €.
- **Les restes à réaliser 2022** pour + 2 594 087,23 €.

Le budget supplémentaire de l'exercice 2023 s'établit, par conséquent, comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
011	Charges à caractère général	- €	70	Produits des services	
012	Charges de personnel		73	Impôts et taxes	
65	Autres charges de gestion courante	- 10 000,00 €	74	Dotations, subventions...	- 45 000,00 €
66	Charges financières		75	Autres produits de gestion courante	45 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	4 000,00 €	76	Produits financiers	
67	Charges exceptionnelles pour équilibre	4 284 391,74 €	77	Produits exceptionnels	
014	Atténuation de produits		78	Reprise sur provisions	
022	Dépenses imprévues		013	Atténuation de charges	
023	Virement à la section d'investissement	7 021 005,76 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	11 446 605,50 €
042	Amortissement des immobilisations	147 208,00 €	042	Amortissement des immobilisations	
		11 446 605,50 €			11 446 605,50 €

SECTION D'INVESTISSEMENT					
	Dépenses		Chapitres	Recettes	
20	Immobilisations incorporelles	10 000,00 €			
21	Autres immobilisations corporelles (hors opérations)	50 000,00 €	10	besoin de financement 1068	659 153,16 €
16	remb emprunts	1 600,00 €			
	Total des opérations d'équipement	408 000,00 €	13	Subvention d'investissement	
	dt opération 371 - matériel administratif	- €	16	Emprunts nouveaux	- 6 698 613,76 €
	dt opération 391 - Zone d'activités Communautaires		27	Autres immobilisations financières	
	dt opération 418 - Aire des gens du voyage		040	Amortissement des immobilisations	147 208,00 €
	dt opération 437 - Logement social		021	Virement de la section de fonctionnement	7 021 005,76 €
	dt opération 438 - Aides OPAH - PIG			reports	2 594 087,23 €
	dt opération 463 - Aides Primo accédants				3 722 840,39 €
	dt opération 465 - LGV				
	dt opération 488 - Logement social	233 000,00 €			
	dt opération 489 - Aides logements OPAH RU	155 000,00 €			
	dt opération 490 - Soutien accession centre bourg	20 000,00 €			
	dt opération 476 - Développement Touristique				
001	Déficit d'investissement reporté	187 712,87 €			
	reports	3 065 527,52 €			
		3 722 840,39 €			

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver le Budget Supplémentaire du Budget Principal pour l'exercice 2023, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-67. Affectation des résultats de 2022 - Budget annexe "Régie des déchets"

Monsieur Jérôme GARDELLE indique qu'un résultat de clôture de 354 595 euros a été constaté sur la section de fonctionnement. Au niveau de l'investissement, le solde d'exécution s'élève à 3 492 900 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement

et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2022 pour le Budget Annexe « Régie des déchets » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2022	8 283 180,12 €	8 148 049,42 €	- 135 130,70 €
Résultat antérieur reporté			+ 489 726,22 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2022			+ 354 595,52 € = Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	1 082 025,49 €	800 065,82 €	- 281 959,67 €
Solde d'exécution reporté			+ 3 774 860,52 €
Solde d'exécution au 31/12/2022			+ 3 492 900,85 €
Restes à réaliser section d'investissement			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2022	188 897,66 €	0 €	- 188 897,66 €
Solde d'exécution au 31/12/2022 corrigé des restes à réaliser			+ 3 304 003,19 €

- La section d'exploitation laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2022 de + 354 595,52 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2022, un solde d'exécution de + 3 492 900,85 €. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser de dépenses, fait apparaître un solde d'exécution corrigé de + 3 304 003,19 €.

L'instruction comptable M4 dispose qu'après constatation du résultat cumulé d'exploitation, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement de la section d'investissement, au financement de la section d'exploitation ou au reversement de la collectivité de rattachement (articles R .2221-48 et R. 2221-90 du CGCT).

Le résultat cumulé excédentaire doit être affecté en priorité :

- pour le montant des plus-values nettes de cessions d'éléments d'actif au financement des dépenses d'investissement ;
- pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cessions d'éléments d'actif visées ci-dessus ;
- pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante, au financement des dépenses d'exploitation, en une dotation complémentaire en section d'investissement ou au reversement à la collectivité locale de rattachement. Dans cette dernière hypothèse, le reversement n'est possible que si l'excédent revêt un caractère exceptionnel et n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement à court terme du SPIC (Conseil d'État, 9 avril 1999, commune de Bandol).

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 7°) « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2022 un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser positif,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets du 21 mars 2023,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2022,**
- **d'approuver l'affectation de résultat de la manière suivante :**
 - **Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : 354 595,52 €**
 - **Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 3 492 900,85 €.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- **56 Voix pour**
- **0 Voix contre**
- **2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)**
- **0 Ne prend pas part au vote**

2023-68. Budget Supplémentaire - Budget Annexe "Régie des déchets" -Exercice 2023

Monsieur Jérôme GARDELLE indique que la somme de 354 595 euros est reprise pour alimenter les recettes de la section de fonctionnement. Des dépenses supplémentaires vont par ailleurs être attribuées.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le Compte Administratif 2022 du Budget Annexe « Régie des déchets » a fait apparaître respectivement le résultat de clôture, les restes à réaliser en investissement en dépenses.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend :

- *L'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2022,*
- *La prise en compte des restes à réaliser d'investissement.*

Outre ces deux aspects, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M4,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-210 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2022 du Budget Annexe « Régie des déchets » voté le 30 mars 2023, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant affectation des résultats de l'exercice 2022 du Budget Annexe « Régie des déchets »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte de l'affectation du résultat du Budget Annexe « Régie des déchets »,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a formulé un avis favorable le 21 mars 2023,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,
Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à + 354 595,52 €.

1. **Les recettes** correspondent à la reprise du résultat (chap.002) pour + 354 595,52 €.
2. **Le détail des dépenses** d'un montant de 354 595,52 € figure sur le document ci-dessous.

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 3 050 726,85 €.

1. **Les recettes** correspondent à :
 - L'excédent reporté N-1 suite à l'affectation des résultats (chap. 001) pour + 3 492 900,85 €,
 - L'annulation du recours à l'emprunt prévu au budget primitif 2023 (chap. 16) pour - 446 300,00 €,
 - L'amortissement des immobilisations (chap.040) pour 4 126,00 €.
2. **Les dépenses** prennent en compte :
 - L'augmentation de la « réserve » sur le chapitre « immobilisations corporelles » (chap. 21) pour un montant de + 2 861 829,19 €,
 - Les restes à réaliser 2022 pour + 188 897,66 €.

Le budget supplémentaire de l'exercice 2023 s'établit, par conséquent, comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
Chapitres	Dépenses		
011	Charges à caractère général	1 318,75 €	
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante ANV	100 000,00 €	
66	Charges financières	5 000,00 €	
67	Charges exceptionnelles titres annulés	50 000,00 €	
67	Charges exceptionnelles réserve	94 150,77 €	
022	Dépenses imprévues	100 000,00 €	
023	Virement à la section d'investissement		
042D	Amortissement des immobilisations	4 126,00 €	
002	déficit de fonctionnement reporté		
		354 595,52 €	

SECTION D'INVESTISSEMENT			
	Dépenses		
040	Amortissement des subventions		
21	Immobilisations corporelles (pour équilibre)	2 861 829,19 €	
	Total des opérations d'équipement	- €	
	dt op32 - matériel de bureau		
	dt Op36 matériel industriel		
	dt Op 63 - Conteneurs		
	dt Op 54 - travaux bâtiment collecte		
	dt Op 86 - Matériel roulant collecte		
	dt Op 86 - Matériel roulant collecte (Réserve)		
	reports	188 897,66 €	
		3 050 726,85 €	

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Régie des déchets » pour l'exercice 2023, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 52 Voix pour

- 0 Voix contre
- 6 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-69. Affectation des résultats de 2022 - Budget Annexe "Transports urbains et mobilité"

Monsieur Philippe DELHOUME rappelle qu'un solde positif de 1 009 659 euros avait été dégagé en fonctionnement, et de 309 592 euros en solde d'exécution d'investissement. Ces deux sommes sont reportées.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2022 pour le Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2022	5 762 894,68 €	6 296 622,13 €	+ 533 727,45 €
Résultat antérieur reporté		-	+ 475 931,77 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2022			+ 1 009 659,22 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2022	213 508,17 €	561 220,90 €	+ 347 712,73 €
Solde d'exécution reporté		-	- 38 120,16 €
Solde d'exécution au 31/12/2022			+ 309 592,57 €
Restes à réaliser			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2022	232 327,71 €	0 €	- 232 327,71 €
Solde d'exécution au 31/12/2022 corrigé des restes à réaliser			+ 77 264,86 €

- La section d'exploitation laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2022 de + 1 009 659,22 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2022, un solde d'exécution de + 309 592,57 €. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser, en dépenses, fait apparaître un solde d'exécution négatif corrigé de + 77 264,86 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - o A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - o A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - o Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - o Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Considérant que la section d'investissement dégage un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser, positif,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2022,

- d'approuver l'affectation du résultat de la manière suivante :

- **Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 1 009 659,22 €,**
- **Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 309 592,57 €.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- **56 Voix pour**
- **0 Voix contre**
- **2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)**
- **0 Ne prend pas part au vote**

2023-70. Budget Supplémentaire-Budget Annexe "Transports Urbains et Mobilité" -Exercice 2023

Monsieur Philippe DELHOUME indique que les résultats d'affectation sont repris dans un budget supplémentaire. Les chiffres sont identiques.

Monsieur le Président souligne que les taux d'imposition du foncier de l'Agglomération sont de 2,33 % pour le bâti, et de zéro pour le non bâti. Il est donc difficile de les baisser. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le Compte Administratif 2022 du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » a fait apparaître respectivement le résultat de clôture, les restes à réaliser en investissement en dépenses.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend :

- *L'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2022,*
- *La prise en compte des restes à réaliser d'investissement.*

Outre ces deux aspects, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M43,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-211 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2022 du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité », voté le 30 mars 2023, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant affectation des résultats de l'exercice 2022 du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,
Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à 1 009 659,22 €.

A. Les dépenses

Les inscriptions sont les suivantes :

- **Charges exceptionnelles** (chap. 67) : + 1 006 385,22 € en réserve suite à l'affectation des résultats.
- **Dotation aux amortissements** (chap. 042) : + 3 274,00 €.

B. Les recettes comprennent :

- **L'excédent de fonctionnement reporté N-1** suite à la prise en compte de l'affectation des résultats (chap. 002) : + 1 009 659,22 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 232 327,71 €.

A. Les dépenses comprennent :

- **Les restes à réaliser** pour 232 327,71 €,

B. Les recettes sont les suivantes :

- **L'excédent d'investissement reporté N-1** suite à la prise en compte de l'affectation des résultats (chap. 001) : + 309,592,57 €.
- **L'ajustement du recours à l'emprunt** prévu au budget primitif 2023 (chap. 16) pour - 80 538,86 €.
- **L'amortissement des immobilisation** (chap. 040) pour + 3 274,00 €.

Le budget supplémentaire de l'exercice 2023 s'établit, par conséquent, comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
011	Charges à caractère général		70	Produits des services	
012	Charges de personnel		73	Impôts et taxes	
65	Autres charges de gestion courante		74	Dotations, subventions...	
66	Charges financières		75	Autres produits de gestion courante	
67	Charges exceptionnelles	1 006 385,22 €	76	Produits financiers	
014	Atténuation de produits		77	Produits exceptionnels	
022	Dépenses imprévues		013	Atténuation de charges	
023	Virement à la section d'investissement		78	Atténuation de charges	
042	Dotation amortissement	3 274,00 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	1 009 659,22
		1 009 659,22 €			1 009 659,22 €

SECTION D'INVESTISSEMENT					
Chapitres	Dépenses		Chapitres	Recettes	
16	Remboursement d'emprunts et dettes		10	Dotation, fonds divers	
20	Logiciels		13	Subvention d'investissement	
21	Immobilisations corporelles		16	Emprunts nouveaux	- 80 538,86 €
041	Autres immobilisations financières		041R	Autres immobilisations financières	
			040R	Amortissement des immobilisations	3 274,00 €
001	Déficit d'investissement reporté		27	Remb TVA	
	reports	232 327,71 €	021	Virement de la section de fonctionnement	
			1068	affectation en réserve	
			001	Excédent d'investissement reporté	309 592,57 €
				reports	
		232 327,71 €			232 327,71 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » pour l'exercice 2023, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par**

opération pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-71. Affectation des résultats de 2022 - Budget annexe "Hôtel d'entreprises"

Monsieur Philippe CALLAUD indique que le résultat de fonctionnement constaté est de moins 35 896 euros en cumulé, et de 104 000 euros en section d'investissement. Ces deux résultats seront affectés au compte 002 et au compte 001.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2022 pour le Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2022	64 948,26 €	39 581,00 €	- 25 367,26 €
Résultat antérieur reporté	-		+ 61 263,87 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2021	-		+ 35 896,61 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	34 781,00 €	44 303,00 €	+ 9 522,00 €
Solde d'exécution reporté			+ 94 518,73 €
Solde d'exécution au 31/12/2021			+ 104 040,73 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2022 de + 35 896,61 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2022, un solde d'exécution de + 104 040,73 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier

2023,

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2022 un solde d'exécution positif,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **D'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2022,
- **D'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : + 35 896,61 €,
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : + 104 040,73 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-72. Budget Supplémentaire-Budget Annexe "Hôtel d'Entreprises" -Exercice 2023

Monsieur Philippe CALLAUD indique que les résultats constatés sont reportés au budget supplémentaire.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le Compte Administratif 2022 du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2022.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-212 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2022 du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises », voté le 30 mars 2023, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant affectation des résultats de l'exercice 2022 du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises »,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe « Hôtel d'entreprises »,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 23 mars 2023,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à 35 896,61 €.

A. **Les recettes** comprennent l'excédent reporté N-1 suite à l'affectation des résultats pour 35 896,61 € (chap. 002).

B. **Les dépenses** comprennent :

➤ **Les charges à caractère général** (chap. 011) pour 15 000,00 €.

➤ **L'affectation en « réserve » d'une partie de l'excédent antérieur reporté** (chap. 67) : + 20 896,61

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 104 040,73 €.

A. **Les recettes** comprennent l'excédent reporté N-1 suite à l'affectation des résultats (chap. 001) pour 104 040,73 € ;

B. **Les dépenses** comprennent l'affectation de cet excédent en « réserve » (chap. 21) pour 104 040,73 €.

Le budget supplémentaire de l'exercice 2023 s'établit, par conséquent, comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
011	Charges à caractère général	15 000,00 €	75	Autres produits de gestion courante	
67	Charges exceptionnelles RESERVE	20 896,61 €	77	Produits exceptionnels	
042	Amortissement des immobilisations		042	Amortissement de subvention	
022	Dépenses imprévues		002	Excédent de fonctionnement reporté	35 896,61 €
	total	35 896,61 €		total	35 896,61 €
SECTION D'INVESTISSEMENT					
16	Remboursement d'emprunts		040	Amortissement des immobilisations	
020	Total des opérations d'équipement		16	Emprunts	
21	Immobilisations corporelles (réserves)	104 040,73 €	001	Excédent d'investissement reporté	104 040,73 €
001	Déficit d'investissement reporté				
	total	104 040,73 €			104 040,73 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » pour l'exercice 2023, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-73. Affectation des résultats de 2022 - Budget Annexe "ZAC Centre Atlantique"

Monsieur Frédéric ROUAN indique que la section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture de zéro, tandis que la section d'investissement présente un solde d'exécution cumulé de moins 2 351 652 euros.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2022 pour le Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont

déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2022	3 535 060,34 €	3 535 060,34 €	0.00 €
Résultat antérieur reporté			0.00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2022			0.00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2022	140 011,50 €	3 395 048,84 €	+ 3 255 037,34 €
Solde d'exécution reporté			- 5 606 689,89 €
Solde d'exécution au 31/12/2021			- 2 351 652,55 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2022 de 0 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2022, un solde d'exécution cumulé de - 2 351 652,55 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 et notamment l'article 6, I, 1°), « Développement économique »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2022,
- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 2 351 652,55 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-74. Budget Supplémentaire - Budget Annexe "ZAC Centre Atlantique" - Exercice 2023

Monsieur Frédéric ROUAN indique que la section de fonctionnement s'équilibre à 692 465 euros. Les recettes intègrent la cession des terrains aménagés, et les dépenses correspondent aux flux d'actualisation du stock

des terrains aménagés. La section d'investissement s'équilibre quant à elle à 2 351 652 euros. Les recettes correspondent à la valorisation 2023 du stock de terrains aménagés, et à un emprunt d'équilibre d'un montant de 1 659 187 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2022 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2022.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-213 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2022 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique », voté le 30 mars 2023, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

➤ **La section de fonctionnement s'équilibre 692 465,00 €**

- **Les recettes** intègrent la cession de terrains aménagés pour 692 465,00 € (chap. 70).
- **Les dépenses** correspondent aux flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes estimées pour un montant de 692 465,00 € (chap. 042).

➤ **La section d'investissement s'équilibre à 2 351 652,55 €**

- **Les recettes correspondent :**
 - à la valorisation 2023 du stock de terrains aménagés pour 692 465,00 € (chap. 040).
 - à un emprunt d'équilibre pour un montant de 1 659 187,55 € (chap. 16).
- **Les dépenses** comprennent le déficit d'investissement reporté pour 2 351 652,55 € (chap. 001)

Le budget supplémentaire de l'exercice 2023 s'établit, par conséquent, comme suit

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
011	Charges à caractère général		70	ventes	692 465,00 €
042		692 465,00 €	042	Amortissement de subvention	
		total		total	692 465,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT					
040	Total des opérations d'équipement		16	Emprunts	1 659 187,55 €
001	Déficit d'investissement reporté	2 351 652,55 €	040	sortie terrains	692 465,00 €
		total			2 351 652,55 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » pour l'exercice 2023, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-75. Affectation des résultats de 2022 - Budget Annexe "ZAC Les Charriers sud"

Monsieur Frédéric ROUAN indique que la section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture à zéro, tandis que la section d'investissement présente un solde d'exécution de moins 209 110 euros.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2022 pour le Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2022	4 200,00 €	4 200,00 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2022	-		0,00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2022	4 200,00 €	0,00 €	- 4 200,00 €
Solde d'exécution reporté	-		- 204 910,82 €
Solde d'exécution au 31/12/2022	-		- 209 110,82 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2022 de 0 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2022, un solde d'exécution de - 209 110,82 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée

délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - o A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - o A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - o Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - o Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2022,
- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 209 110,82 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-76. Budget Supplémentaire-Budget annexe "ZAC Les Charriers sud" -Exercice 2023

Monsieur Frédéric ROUAN indique que les recettes correspondent à un emprunt d'équilibre, tandis que les dépenses représentent le déficit d'investissement reporté.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2022 du Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2022.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-214 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2022 du Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud », voté le 30 mars 2023, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « ZAC Les Charriers sud,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

➤ **La section d'investissement s'équilibre à 209 110,82 €**

- Les recettes correspondent à un emprunt d'équilibre pour un montant de 209 110,82 € (chap. 16).
- Les dépenses représentent le déficit d'investissement reporté pour 209 110,82 € (chap. 001)

Le budget supplémentaire de l'exercice 2023 s'établit, par conséquent, comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT					
040	Total des opérations d'équipement		16	Emprunts	209 110,82 €
001	déficit d'investissement reporté	209 110,82 €			
	total	209 110,82 €			209 110,82 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Les Charriers sud » pour l'exercice 2023, par nature, au niveau du chapitre pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-77. Affectation des résultats de 2022 - Budget Annexe "ZA La Sauzaie"

Monsieur Frédéric ROUAN présente la délibération.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2022, pour le Budget Annexe « ZA La Sauzaie » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2022	101 266,72 €	293 128,78 €	+ 191 862,06 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2022	-		+ 191 862,06 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2022	1 270,85 €	99 995,87 €	+ 98 725,02 €
Solde d'exécution reporté	-		- 618 828,81 €
Solde d'exécution au 31/12/2022	-		- 520 103,79 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2022 de 191 862,06 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2022, un solde d'exécution de - 520 103,79 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2022,
- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 191 862,06 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 520 103,79 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-78. Budget Supplémentaire-Budget Annexe "ZA La Sauzaie" -Exercice 2023

Monsieur Frédéric ROUAN présente la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2022 du Budget Annexe « ZA La Sauzaie » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2022.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-215 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2022 du Budget Annexe « ZA La Sauzaie », voté le 30 mars 2023, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe « ZA La Sauzaie »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « ZA La Sauzaie »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

➤ **La section de fonctionnement s'équilibre à 1 047 105,85 €**

- **Les recettes intègrent :**
 - la cession de terrains aménagés pour 335 140,00 € (chap. 70).
 - les flux d'actualisation du stock de terrains aménagés pour 520 103,79 € (chap. 042).
 - l'excédent reporté N-1 suite à l'affectation des résultats pour 191 862,06 € (chap. 002).
- **Les dépenses correspondent :**
 - à l'achat de matériel, équipements et travaux pour 20 354,40 € (chap. 011).
 - à l'annulation d'un titre sur exercice antérieur (régularisation TVA) pour 101 507,66 € (chap. 67).
 - à la variation des en-cours de production de biens pour 520 103,79 € (chap. 042).
 - aux flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes estimées pour un montant de 405 140,00 € (chap. 042).

➤ **La section d'investissement s'équilibre à 1 040 207,58 €**

- **Les recettes correspondent :**
 - aux en-cours de production de biens pour 520 103,79 € (chap. 040).
 - à la valorisation 2023 du stock de terrains aménagés pour 405 140,00 € (chap. 040).
 - à un emprunt d'équilibre pour un montant de 114 963,79 € (chap. 16).
- **Les dépenses comprennent :**
 - les en-cours de production de biens pour 520 103,79 € (chap. 040).
 - le déficit d'investissement reporté pour 520 103,79 € (chap. 001).

Le budget supplémentaire de l'exercice 2023 s'établit, par conséquent, comme suit

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
011	Charges à caractère général - 605	20 354,40 €	70	vente	335 140,00 €
673	Annulation titre ex antérieur régul TVA	101 507,66 €	74	DETR	
042	annul stocks 7133	520 103,79 €	042	Amortissement de subvention 71355	520 103,79 €
042	constatation recette 71355	405 140,00	002	excédent	191 862,06
		total		total	1 047 105,85 €

SECTION D'INVESTISSEMENT					
040	Total des opérations d'équipement 3555	520 103,79 €	16	Emprunts	114 963,79 €
001	déficit d'investissement reporté	520 103,79 €	040	Annul stocks 3355	520 103,79
			040	constatation recette 3555	405 140,00
		total			1 040 207,58 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « ZA La Sauzaie » pour l'exercice 2023, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-79. Affectation des résultats de 2022 - Budget annexe "Zones d'Activités Communautaires"

Monsieur Frédéric ROUAN présente la délibération.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2022 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2022, pour le budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2022	16 736,37 €	16 736,37 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2022	-		0,00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2022	16 736,37 €	0 €	- 16 736,37 €
Solde d'exécution reporté	-		0,00 €
Solde d'exécution au 31/12/2022	-		- 16 736,37 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2022 de 0 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2022, un solde d'exécution de - 16 736,37 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **D'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2022,
- **D'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 16 736,37 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-80. Budget Supplémentaire-Budget Annexe "Zones d'Activités Communautaires" - Exercice 2023

Monsieur Frédéric ROUAN présente la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2022 du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires » a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, le budget supplémentaire proposé au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2022.

En outre, le budget supplémentaire -comme les décisions modificatives- est un document budgétaire qui permet d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 voté le 8 décembre 2022, par délibération n°2022-216 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2022 du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires », voté le 30 mars 2023, par délibération du Conseil Communautaire,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires »,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous relatif au budget supplémentaire de l'exercice 2023,

➤ La section d'investissement s'équilibre à 16 736,37 €

- **Les recettes correspondent :**
 - à un correctif suite erreur imputation sur BP 2023 pour + 4 350,65 € (chap. 040).
 - à un correctif suite erreur imputation sur BP 2023 pour - 4 350,65 € (chap. 35).
 - à un emprunt d'équilibre pour un montant de 16 736,37 € (chap. 16).
- **Les dépenses comprennent le déficit d'investissement reporté pour 16 736,37 € (chap. 001).**

Le budget supplémentaire de l'exercice 2023 s'établit, par conséquent, comme suit

SECTION D'INVESTISSEMENT					
040	Total des opérations d'équipement 3555	- €	16	Emprunts	16 736,37 €
001	déficit d'investissement reporté	16 736,37 €	040	Annul stocks 3355	4 350,65
			35	Terrains aménagés	- 4 350,65
	total	16 736,37 €			16 736,37 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le Budget Supplémentaire du Budget Annexe « Zones d'Activités Communautaires » pour l'exercice 2023, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-81. Bilan annuel des Autorisations de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP)

Monsieur Philippe CALLAUD explique que certaines autorisations de programme ont été annulées pour être transformées en opérations. C'est le cas de la réserve foncière, de la requalification des zones d'activités économiques, de la Flow vélo, des Aqueducs, du soutien à l'équilibre des opérations de logement social ainsi que de l'informatique du nouveau siège.

Monsieur le Président précise qu'il s'agit simplement d'un classement différent.

Monsieur Philippe CALLAUD ajoute que les autres autorisations de programme sont poursuivies, notamment le programme local de l'habitat, le développement des énergies renouvelables, le PLUI, la ZAC Centre Atlantique, la ZAC des Charriers Sud et la ZAC de la Sauzaie.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Destinées à faciliter la gestion des investissements pluriannuels, les Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement (AP/CP) sont régies par les articles L. 5211-36, L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les Autorisations de Programme (AP) sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles sont sans limite de durée jusqu'à ce qu'il soit décidé de leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pour couvrir des engagements contractés dans le cadre des AP.

La mise en place et le suivi annuel des AP/CP nécessitent une délibération du Conseil Communautaire, distincte de celle du budget. Cette délibération fixe l'enveloppe globale de la dépense, ainsi que la répartition dans le temps.

Pour des questions de simplification et de meilleur suivi, il est proposé de supprimer, à compter de 2023, les AP/CP suivantes et de les remplacer par des opérations spécifiques :

- RÉSERVE FONCIÈRE ;
- REQUALIFICATION DES ZAE ;
- FLOW VÉLO ;
- AQUEDUCS ;
- SOUTIEN À L'ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS DE LOGEMENT SOCIAL ;
- INFORMATIQUE DU NOUVEAU SIÈGE.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1612-1, L. 2311-3 et R. 2311-9,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Budget Principal

❖ **AP/CP Réserve foncière :**

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit

Autorisation de programme	CP réalisés		CP prévisionnels			
	antérieures (2014-2020)	2021	2022	2023	2024	2025
1 563 391,45 €	733 305,25 €	4 127,20 €	825 959,00 €	0 €	0 €	0 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2022, il convient de clore cette l'autorisation de programme :

Autorisation de programme	CP réalisés		
	antérieures (2014-2020)	2021	2022
1 236 765.24 €	733 305,25 €	4 127,20 €	499 332.79 €

À NOTER QUE CETTE AP/CP EST REMPLACÉE PAR L'OPÉRATION N° 662

❖ **AP/CP Requalification des ZAE :**

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	2018	2019	2020	2021	2022	2023
561 710,56 €	25 178,81 €	26 355,58 €	315 279,04 €	134 897,13 €	60 000,00 €	0 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2022, il convient de clore cette l'autorisation de programme :

Autorisation de programme	CP réalisés				
	2018	2019	2020	2021	2022
505 830.16 €	25 178,81 €	26 355,58 €	315 279,04 €	134 897,13 €	4 119.60 €

À NOTER QUE CETTE AP/CP EST REMPLACÉE PAR L'OPÉRATION N° 594

❖ **AP/CP Flow vélo :**

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés					CP prévisionnels	
	antérieurs (2016-2017)	2018	2019	2020	2021	2022	2023
1 520 836,66 €	290 545,41 €	232 607,55 €	271 483,86 €	8 040, 00 €	123 159.84 €	595 000,00 €	0 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2022, il convient de clore cette l'autorisation de programme :

CP réalisés

Autorisation de programme	antérieurs (2016-2017)	2018	2019	2020	2021	2022
983 103,29 €	290 545,41 €	232 607,55 €	271 483,86 €	8 040, 00 €	123 159,84 €	57 266,63 €

À NOTER QUE CETTE AP/CP EST REMPLACÉE PAR L'OPÉRATION N° 566

❖ **AP/CP AQUEDUCS :**

Par délibération n°2022-16 du 10 février 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a fixé la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels
	2019	2020	2021	2022
2 818 104,46 €	5 576,63 €	239 743,28 €	443 545,49 €	2 129 239,06 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2022, il convient de clore cette l'autorisation programme :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels
	2019	2020	2021	2022
1 738 200,51 €	5 576,63 €	239 743,28 €	443 545,49 €	1 049 335,11 €

À NOTER QUE CETTE AP/CP EST REMPLACÉE PAR L'OPÉRATION N° 461

❖ **AP/CP Soutien à l'équilibre des opérations de logement social :**

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels		
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
14 000 €	0 €	0 €	0 €	14 000 €	0 €	0 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2022, il convient de clore cette l'autorisation de programme :

Autorisation de programme	CP réalisés			
	2019	2020	2021	2022
14 000 €	0 €	0 €	0 €	14 000 €

À NOTER QUE CETTE AP/CP EST REMPLACÉE PAR L'OPÉRATION N° 596

❖ **AP/CP Informatique : nouveau siège :**

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés		CP prévisionnels	
	2020	2021	2022	2023
639 126,10 €	54 056,42 €	100 175,86 €	484 893,82 €	0 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2022, il convient de clore cette l'autorisation de programme :

	CP réalisés		
Autorisation de programme	2020	2021	2022
611 809,35 €	54 056,42 €	100 175,86 €	457 577,07 €

À NOTER QUE CETTE AP/CP EST REMPLACÉE PAR L'OPÉRATION N° 474

❖ **AP/CP Programme Local de l'Habitat 2017-2022 :**

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés				CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	258 840,19 €	220 034,68 €	1 618 417 €	1 020 000 €	20 000 €	17 415,95 €

- Au vu des crédits réalisés en 2022 et des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2018-2019-2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	476 164,37 €	220 034,68 €	586 354,35 €	1 428 000 €	657 000,00 €	4 478,60 €

❖ **AP/CP Développement des énergies renouvelables :**

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 000 000 €	0 €	50 000 €	250 000 €	200 000 €	200 000 €	300 000 €

- Au vu des crédits réalisés en 2022 et des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 000 000 €	0 €	0 €	250 000 €	200 000 €	200 000 €	350 000 €

❖ **AP/CP « PLUi » :**

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé d'ajuster les crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
990 000 €	224,38 €	68 000 €	263 796 €	226 875 €	431 104,62 €

- Au vu des crédits réalisés en 2022 et des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
990 000 €	224,38 €	3 254,20 €	263 796 €	226 875 €	495 850,42 €

Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

❖ AP/CP « ZAC Centre Atlantique » :

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023	2024
12 646 292,40 €	7 387 525,17 €	582 062,93 €	47 192,89 €	2 294 211,00 €	1 888 644,00 €	446 656,41 €

- Au vu des crédits réalisés en 2022 et des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés				CP prévisionnels	
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023	2024
12 646 292,40 €	7 387 525,17 €	582 062,93 €	47 192,89 €	140 011,50 €	1 888 644,00 €	2 600 855,91 €

Budget Annexe ZAC des Charriers Sud

❖ AP/CP « ZAC des Charriers Sud » :

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels				
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
15 993 749,84 €	210 682,55 €	703,27 €	202 071,00 €	1 266 508,00 €	1 487 469,86 €	9 372 443,45 €	3 453 871,71 €

- Au vu des crédits réalisés en 2022 et des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

CP réalisés	CP prévisionnels
-------------	------------------

Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
15 993 749,84 €	210 682,55 €	703,27 €	4 200,00 €	1 266 508,00 €	1 487 469,86 €	9 372 443,45 €	3 651 742,71 €

Budget Annexe ZA La Sauzaie

❖ AP/CP « ZA La Sauzaie » :

Par délibération n°2022-217 du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et a ajusté les crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels	
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023
728 718,53 €	218 137,91€	341 063,58 €	144 217,04 €	13 300 €	12 000 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2022 et des prévisions de réalisation pour l'année 2023, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés				CP prévisionnels
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023
737 043,78 €	218 137,91€	341 063,58 €	144 217,04 €	1 270,85 €	32 354,40 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** à la clôture des d'autorisations de programme et des crédits de paiement tels que décrites ci-dessus.
- **d'approuver** l'ensemble des ajustements d'autorisations de programme et des crédits de paiement tels que décrits ci-dessus.
- **de prévoir** l'inscription aux budgets primitifs 2023 des crédits de paiements correspondants, tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant délégué en charge des Finances à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2023 approuvés dans les autorisations de programme et d'engagement et crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 4 Abstentions (M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-82. Fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Chaniers

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que l'octroi d'un fonds de concours de 50 000 euros à la commune avait été décidé afin de consolider les berges de la Charente. Le montant total des travaux s'élève à 64165 euros. Le département contribue à hauteur de 8%, la commune à hauteur de 46% et la CDA de Saintes à hauteur de 46% également, pour 29 521 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Chaniers souhaite réaliser des travaux sur les berges de la Charente.

Destinée à consolider les berges de la Charente, l'opération consiste à :

- 1- mettre en place des pieux de 4 et 6 mètres linéaires ;
- 2- installer un complexe géotextile et procéder à des remblaiements ;
- 3- mettre en place un géotextile biodégradable.

D'un montant de 64 165,00 € HT, soit 76 988,00 € TTC, ce projet peut bénéficier d'une subvention du département de la Charente-Maritime à hauteur de 5 123,00 €, représentant 8 % de la dépense HT.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités
Département - 8 %	5 123,00 €
Commune - 46 %	29 521,00 €
CDA Saintes - 46 %	29 521,00 €
TOTAL HT	64 165,00 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la décision n°2023-003 du 24 janvier 2023 de Monsieur le Maire de Chaniers approuvant la réalisation des travaux de renforcement des berges de la Charente,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Chaniers et ses environs,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 29 521,00 € à la commune de Chaniers pour la réalisation des travaux sur les berges de la Charente.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre

- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Eric PANNAUD).

2023-83. Fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Saint-Sauvant - Annulation de la délibération n° 2022-228 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022

Monsieur Philippe CALLAUD précise que le Conseil Communautaire a octroyé 50 000 euros pour le fonds de concours élargi dédié à la réhabilitation d'un bâtiment communal. Toutefois, le total des aides publiques prévoit un reste à charge communal de 20%. La commune dispose déjà de la totalité des aides, et a retiré sa demande. La délibération du 30 mars est donc annulée.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que par délibération n°2022-228 en date du 8 décembre 2022, le Conseil Communautaire a décidé d'octroyer un fonds de concours élargi d'un montant de 50 000 € à la commune de Saint-Sauvant, cette dernière souhaitant procéder à la réhabilitation d'un bâtiment communal dit « Maison Flingou » situé dans le bourg de Saint-Sauvant, afin d'y créer deux gîtes ruraux pouvant accueillir, dans le premier, une clientèle PMR (Personnes à Mobilité Réduite), dans le second, une clientèle de groupe.

Le nouveau plan de financement de ce projet -calculé sans la participation communautaire- faisant apparaître un reste à charge communal de 20 % du coût HT de la dépense prévisionnelle, la commune de Saint-Sauvant renonce à l'attribution du fonds de concours élargi accordée initialement par la Communauté d'Agglomération de Saintes, une collectivité ne pouvant obtenir plus de 80 % d'aides publiques directes pour la réalisation d'une opération.

Le rapporteur demande, par conséquent, à l'assemblée d'annuler les effets de la délibération n° 2022-228 en date du 8 décembre 2022 pour les raisons évoquées ci-avant.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la délibération n°2022-228 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 portant attribution d'un fonds de concours élargi à la commune de Saint-Sauvant,

Vu la demande d'annulation de l'attribution du fonds dont il s'agit formulée par la commune de Saint-Sauvant,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 23 mars 2023,

Considérant qu'une collectivité ne peut obtenir plus de 80 % d'aides publiques directes pour la réalisation d'une opération,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'annuler les effets de la délibération n°2022-228 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 portant attribution d'un fonds de concours élargi à la commune de Saint-Sauvant.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-84. Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Modification & Approbation des tarifs à compter du 1er janvier 2024

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'en 2013, la CDA avait décidé d'instaurer la TLPE à partir du 1^{er} janvier 2014. Parmi les exonérations de cette TLPE, ne figuraient pas les organismes publicitaires dépendant des concessions municipales, dans la mesure où ces contrats avaient été conclus avant. Le Code général des collectivités locales nécessite de régulariser ce point en exonérant de la TLPE les organismes qui paient déjà des concessions municipales.

Monsieur Jean-Philippe MACHON note que la conjoncture est difficile pour les commerces et les petites entreprises, et se demande s'il n'aurait pas été préférable d'exonérer également de TLPE les surfaces comprises entre 7 et 12 mètres carrés.

Monsieur Philippe CALLAUD remarque que Monsieur Jean-Philippe MACHON souhaite diminuer l'ensemble des recettes de la collectivité.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que par délibération n°2013-96 en date du 23 juin 2013, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé d'instaurer la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures (TLPE) dont les modalités d'application ont été précisées par délibération n°2013-97 du 23 juin 2013.

Le rapporteur rappelle que des modalités d'exonération de TLPE ont été prévues, notamment, par délibération n°2020-185 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, cette dernière fixant, également, les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2021.

Parmi les exonérations de TLPE ne figuraient pas les dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage, ou apposés sur des éléments de mobiliers urbains ou de kiosques à journaux, dans la mesure où ces contrats de concessions avaient été conclus avant l'attribution de la TLPE à la Communauté d'Agglomération de Saintes.

En effet, conformément à l'article L. 2333-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il ne peut être perçu, au titre du même support ou de la même pré-enseigne, un droit de voirie ou une redevance d'occupation du domaine public, de sorte que les mobiliers objets des concessions déjà en cours lors de l'instauration de la TLPE, assujettis à une redevance d'occupation, n'ont jamais donné à la perception de cette taxe, eu égard à cette interdiction de double imposition.

Afin d'éviter toute double imposition dans le cadre du nouveau contrat de concession municipale de mobilier urbain qui sera prochainement conclu, il est nécessaire d'exonérer expressément ces dispositifs publicitaires de TLPE, ce qui est sans incidence sur les ressources communautaires, la CDA n'ayant jamais perçu de recette à ce titre.

Concernant enfin les dispositions tarifaires en matière de TLPE, il est proposé à l'assemblée de maintenir les tarifs applicables, depuis le 1^{er} janvier 2021, par délibération n°2020-185 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2333-6 à L. 2333-16 et R. 2333-10 à R. 2333-17 relatifs à la taxe locale sur la publicité extérieure,

Vu le guide pratique 2018 sur la taxe locale sur la publicité extérieure venant remplacer les termes de la note d'information NOR/INT/B 1613974 N du 13 juillet 2016,

Vu la délibération n°2013-96 du 23 juin 2013 prise par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes portant sur l'instauration de la Taxe Locale sur les Publicités extérieures (TLPE),

Vu la délibération n°2013-97 du 23 juin 2013 prise par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes portant sur les modalités d'application de la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures (TLPE) au 1^{er} janvier 2014 et fixant les tarifs 2014 et 2015,

Vu la délibération n°2020-185 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 portant fixation des tarifs de TLPE à compter du 1^{er} janvier 2021,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes confirme sa volonté de lutter contre la pollution visuelle sous toutes ses formes et notamment concernant les enseignes de très grande dimension et concernant les nombreuses pré-enseignes qui jalonnent les entrées d'agglomération,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes se veut attractive compte tenu des ambitions économiques qu'elle nourrit pour son territoire dans les prochaines années,

Considérant que la taxe frappe les supports publicitaires fixes suivants définis à l'article L. 581-3 du code de l'environnement, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, au sens de l'article R. 581-1 du même code, à l'exception de ceux situés à l'intérieur d'un local au sens de l'article L. 581-2 dudit code :
- les dispositifs publicitaires au sens du 1° de l'article L. 581-3 du code de l'environnement,
- les enseignes,
- les pré enseignes, y compris celles visées par les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 581-19 du code de l'environnement.

Considérant qu'on entend par visible de toute voie ouverte à la circulation « l'ensemble des voies publiques ou privées qui peuvent être librement empruntées, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif »,

Considérant que la taxe est assise sur la superficie exploitée, hors encadrement, du support,

Considérant que sont exonérés conformément à l'article L2333-7 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- les supports exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles ;*
- les supports ou parties de supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire ou imposés par une convention signée avec l'Etat ;*
- les supports relatifs à la localisation de professions réglementées ;*
- les supports exclusivement destinés à la signalisation directionnelle apposés sur un immeuble ou installés sur un terrain et relatifs à une activité qui s'y exerce ou à un service qui y est proposé ;*
- les supports ou parties de supports dédiés aux horaires ou aux moyens de paiement de l'activité, ou à ses tarifs, dès lors, dans ce dernier cas, que la superficie cumulée des supports ou parties de supports concernés est inférieure ou égale à un mètre carré,*
- les enseignes apposées sur un immeuble ou installées sur un terrain, dépendances comprises, et relatives à une activité qui s'y exerce, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 7 mètres carrés,*

Considérant qu'il ne peut être perçu, au titre du même support publicitaire ou de la même pré enseigne, à la fois une TLPE et une redevance d'occupation du domaine public,

Considérant que le système est déclaratif, chaque redevable concerné doit faire une déclaration annuelle avant le 1^{er} mars de l'année d'imposition concernée pour les supports publicitaires existants au 1^{er} janvier N. L'installation ou la suppression d'un support publicitaire après le 1^{er} janvier fait l'objet d'une déclaration dans les deux mois,

Considérant que l'établissement public de coopération intercommunale met à la disposition des exploitants de supports publicitaires un formulaire pour la déclaration des supports publicitaires conforme au modèle fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales, du ministre chargé du budget et du ministre chargé du commerce, une plateforme de télédéclaration permet la déclaration en ligne,

Considérant que la taxe est acquittée par l'exploitant du support ou, à défaut, par le propriétaire ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le support a été réalisé,

Considérant que le recouvrement de la taxe est opéré à compter du 1^{er} septembre de l'année d'imposition,

Considérant qu'il est proposé de maintenir les tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) établis par délibération n°2020-185 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger et de remplacer** la délibération n°2020-185 en date du 22 septembre 2020 susvisée à compter du 1^{er} janvier 2024.
- **de fixer** les tarifs, à compter du 1^{er} janvier 2024, selon le tableau proposé ci-dessous :

Supports publicitaires	Tarif au 1 ^{er} janvier 2024 par m ²
Enseignes	
Σ superficies < 7 m ² --- (les enseignes apposées sur un immeuble ou installées sur un terrain, dépendances comprises, et relatives à une activité qui s'y exerce, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 7 mètres carrés)	0 €
7 m ² < Σ superficies < 12 m ² (autres que celles scellées au sol)	0 €
7 m ² < Σ superficies < 12 m ² (scellée au sol)	12,50 €
12 m ² < Σ superficies < 50 m ²	25 €
Σ superficies > 50 m ²	50 €
Pré-enseignes et dispositifs publicitaires (par face et/ou par affiche)	
< 50 m ² non numériques	20 €
> 50 m ² non numériques	40 €
< 50 m ² numériques	60 €
> 50 m ² numériques	120 €

- **d'exonérer, à compter du 1^{er} janvier 2024**, totalement de la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures, les dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage, et les dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain ou de kiosque à journaux.
- **d'exonérer** les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12 mètres carrés.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 7 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Pierre DIETZ, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET).
- 0 Ne prend pas part au vote

PATRIMOINE

2023-85. Lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine communautaire - constitution d'un jury de concours

Monsieur Francis GRELLIER rappelle que l'offre aquatique du territoire compte actuellement trois équipements. La piscine Starzinsky commence à se dégrader, et un projet de nouvel équipement aquatique

est en cours, à destination principalement des scolaires, des clubs et du grand public. La localisation prévue est celle de l'ancienne Trocante. La parcelle représente environ 1,5 hectare et la partie réservée à la piscine est d'environ un hectare. Le scénario retenu par le Copil lors de sa réunion du 18 janvier prévoit une piscine qui comporterait un bassin sportif de six couloirs, soit 375 mètres carrés, un bassin d'activités et d'apprentissage de 150 mètres carrés, une fosse à plongée distincte des deux bassins, d'une profondeur de six mètres et d'une surface de 60 mètres carrés, ainsi que des gradins pouvant accueillir 250 personnes et deux salles annexes. Le coût prévisionnel s'élève à 8 750 000 euros hors taxes, tandis que le montant total prévisionnel de l'opération serait de 11 550 000 euros hors taxes, soit 13 860 euros T.T.C. Ces montants ne comprennent pas les coûts d'acquisition, de déconstruction, de dépollution, ainsi que les options variantes éventuelles.

Un concours restreint va être lancé afin de sélectionner une équipe de maîtrise d'œuvre. Un jury de concours va ainsi être créé, il comprendra des membres avec voix consultative et des membres avec voix délibérative, comme le prévoit le Code de la commande publique. Le programmiste est un cabinet nommé AdHoc.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER s'était posé la question de savoir si le lieu était adapté, et s'était interrogé sur la possibilité d'une inversion avec le bâtiment de Lidl afin de réduire les coûts. Ce bassin est nécessaire, toutefois les prix vont s'envoler. Il est important de bien choisir le site.

Monsieur le Président précise que les montants sont présentés hors aides. Les coûts de dépollution peuvent effectivement inquiéter. Le site avait été acquis par la ville pour un montant de 660 000 euros. Il bénéficie d'un fonds Vert, et un certain nombre d'aides vont être accordées pour sa dépollution. Une surface minimale de 9 000 mètres carrés est nécessaire.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER s'inquiète des coûts de désamiantage. Dans le cas de certains bâtiments, il est possible de les recouvrir.

Monsieur le Président explique que la mise sous cloche est devenue très coûteuse, elle ne constitue plus une technique adaptée.

Monsieur Francis GRELLIER trouve le site de l'ancien Lidl moins bien placé que celui retenu, et pas suffisamment grand.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER envisageait plutôt un terrain ne nécessitant pas de désamiantage. Il craint d'aller de surprise en surprise avec celui retenu.

Monsieur Francis GRELLIER indique que ce point a été pris en compte, et des aléas à hauteur de 5% ont été provisionnés, même si ce pourcentage demeure limité dans le contexte actuel.

Monsieur le Président souligne que le projet est bien financé, et générera un montant important de FCTVA à récupérer. L'espérance de vie de la piscine Starzinsky est de plus en plus réduite, et sa fermeture générerait une perte de 650 000 euros de recettes par an. Il est donc urgent d'avancer sur le projet. Le site retenu est accessible en bus, ce qui constitue un critère important pour accueillir des scolaires.

Monsieur Francis GRELLIER ajoute que certains éléments liés aux équipements pourront également être revus à la baisse en cours de projet.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir dans quel délai il est prévu de réaliser le projet.

Monsieur le Président répond qu'il est prévu pour 2026.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON ajoute qu'en l'état, l'ancien Lidl ne pourrait pas servir à construire une piscine. En revanche, il peut rapidement être mis à niveau pour accueillir les collections en danger sur le site de la Trocante. Il existe une urgence à ce niveau, qui ne peut être assumée au sein de la Trocante. Il serait en effet nécessaire de recréer un bâtiment, ce qui supposerait des délais non compatibles avec la protection de ces collections.

Monsieur le Président précise qu'une partie importante des collections appartient aux communes de l'Agglomération. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'offre aquatique du territoire compte actuellement 3 équipements (dont un ouvert seulement 2 mois par an). L'équipement « piscine Starzinsky » est en fin de vie et ne répond plus à la demande des usagers.

Au regard des limites constatées de la piscine Starzinsky, et plus largement de favoriser les pratiques

sportives sur son territoire, la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite structurer son offre sportive et ainsi améliorer l'accessibilité aux scolaires et aux clubs. Dans cette logique, la Communauté d'Agglomération de Saintes ambitionne de construire un équipement permettant de centraliser la pratique des sports aquatiques des clubs et des scolaires et d'ouvrir au grand public pour des activités encadrées. C'est pourquoi, il est étudié la construction d'un nouvel équipement, situé sur la rive droite de Saintes, à savoir potentiellement avenue Jourdan, sur le site de l'ancienne Trocante, sur la parcelle 600 et une partie de la parcelle 553 pour une surface d'environ 10 500 m².

Le scénario retenu lors du COPIL du 18 janvier 2023 consiste en la réalisation :

- d'une piscine d'environ 2 850 m² de surface de plancher (y compris locaux techniques) pour une emprise totale de l'ordre de 9 000 m², présentant les caractéristiques suivantes : une offre aquatique avec un bassin sportif de 6 couloirs (375 m²), un bassin d'activités/ apprentissage (150 m²), une fosse à plongée de 6 m (60 m²) avec fond mobile, des plages et des gradins de 250 places. A ces équipements viennent se greffer une offre de salles (une salle de préparation physique/ musculation de 65 m², une salle de réunion/formation/club-house de 40 m²).

Le coût prévisionnel des travaux pour ce projet est évalué à 8 750 000 € H.T (valeur novembre 2022- hors options et variantes), soit 10 500 000 € T.T.C. Ce montant est par ailleurs hors coût d'acquisition et de déconstruction/dépollution du site.

Afin de poursuivre sa démarche et entrer dans la phase opérationnelle du projet, l'établissement entame une consultation permettant de recruter une équipe de maîtrise d'œuvre disposant de compétences pluridisciplinaires pour l'accompagner au travers d'une mission globale architecturale, technique, environnementale et économique. Le montant total prévisionnel de l'opération est estimé à 11 550 000 € H.T, soit 13 860 000 € T.T.C (incluant les frais d'opération nécessaires à la réalisation du projet hors coût d'acquisition, de déconstruction/ dépollution du site).

Technique d'achat prévue à l'article L. 2125-1 du Code de la Commande Publique (CCP), le concours permet à un acheteur de choisir, après mise en concurrence et avis d'un jury, un plan ou un projet, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'architecture.

Le concours sera restreint, auquel cas l'acheteur établit des critères de sélection des participants au concours et fixe, au vu de l'avis du jury, la liste des candidats admis à concourir.

Le jury procède, après leur examen, à un classement des plans ou projets des opérateurs économiques admis à participer au concours, et l'acheteur choisit, sur la base de l'avis du jury, le ou les lauréats du concours. Afin de réaliser cette opération, le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, tel que prévu aux articles L. 2521-1 2° et R. 2162-15 du Code de la Commande Publique est nécessaire. En l'espèce, dans le cadre de cette procédure, il est proposé, après sélection, d'admettre trois candidats à concourir et un candidat suppléant en cas de désistement de l'un des trois candidats retenus ; les candidats admis à concourir étant invités à remettre un projet de niveau « Esquisse ».

En application des dispositions des articles R.2162-19 à R. 2162-21 et R. 2172-4 du Code de la Commande Publique, les candidats qui auront remis des propositions conformes au règlement de concours, bénéficieront alors d'une prime afin de les indemniser du travail effectué. Le montant de la prime se réfère en pratique au prix estimé des études à effectuer par les candidats, affecté d'un abattement de 20%. Une fiche de la Direction des Affaires Juridiques souligne que « le montant de cette prime devra être réaliste et correspondre à l'investissement fourni par les candidats compte tenu du degré de précision demandé dans la remise de leurs prestations et de la complexité de l'opération ». Il est donc proposé de fixer le montant de la prime à 40 000 € H.T par candidat retenu dont la proposition sera jugée conforme au règlement de concours par le jury. A défaut, en application de l'article R. 2172-4 du Code de la Commande Publique, une réduction totale ou partielle du montant de cette prime sera prévue dans le règlement de concours, et pourra être appliquée, sur proposition du jury, aux candidats dont l'offre serait incomplète (abattement maximum de 50%), absente ou inappropriée (montant de la prime supprimée). La rémunération du marché de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime versée au candidat lauréat du concours. Le montant de la prime reçue par l'attributaire du marché de maîtrise d'œuvre sera déduit du montant de ses honoraires (prix du marché).

La constitution du jury de concours de maîtrise d'œuvre est encadrée par les articles R. 2162-17 et suivants du Code de la Commande Publique. Aussi, le jury est composé de personnes indépendantes des participants du concours. En application des articles R. 2162-22 et R. 2162-24 du CCP, le jury est composé des membres à voix délibérative dirigé par un(e) Président(e) désigné (et son suppléant) et constitué de la façon suivante :

- Monsieur DRAPRON, Président de la CDA

- Monsieur PANNAUD, 1^{er} Vice-Président de la CDA,
- Monsieur GRENOT, 5^{ème} Vice-Président de la CDA,
- Monsieur MARCHAIS, 10^{ème} Vice-Président de la CDA,
- Monsieur GRELLIER, président de la CAO sera désigné Président du jury,
- Lorsqu'une qualification professionnelle est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente (4 en l'espèce),
- Pour les concours organisés par les Collectivités Territoriales (...),
- Les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres font partie du jury (5 titulaires et 5 suppléants),

L'ensemble de ces membres ont voix délibérative.

En dehors de ces règles, d'autres membres à voix consultative feront partie du jury, il est proposé :

- Le programmiste retenu pour cette opération : ADOC,
- Les techniciens représentant les services de la maîtrise d'ouvrage (la Directrice Patrimoine, le Directeur Général adjoint Ressources et Moyens, la Directrice Générale adjointe Politique éducative et cohésion territoriale, le Directeur des Piscines)
- Le service de la commande publique,

Les convocations aux réunions du jury seront envoyées à ses membres au moins 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion. Le jury ne pourra se réunir valablement que si le quorum est atteint, soit lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Ce quorum se calcule en prenant en compte la totalité des membres du jury ayant voix délibérative. Si, après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le jury est à nouveau convoqué. Il se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Le jury dresse procès-verbal de ses réunions. Tous les membres du jury peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Il convient par ailleurs de fixer l'indemnisation des membres du jury composant le tiers de personnalités qualifiées, non rémunérées dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles pour participer au jury. Il est proposé de fixer cette somme à 550 € T.T.C par demi-journée de travail et par membre du jury.

A l'issue du concours le lauréat ou l'un des lauréats du concours se verra attribuer un marché sans publicité et sans mise en concurrence préalables au terme de l'article R. 2221-6 du Code de la Commande Publique.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2121-29 et l'article L. 2122-22 4,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, II, 3°) relatif à la compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2022-62 du Conseil Communautaire du 5 avril 2023, transmise au contrôle de légalité le 13 avril 2023, approuvant le lancement des études préalables pour la création d'une piscine intercommunale sur le site « La Trocante » situé 105 avenue Jourdan à Saintes,

Considérant l'offre retenue d'une piscine d'environ 2 850 m² de surface de plancher (y compris locaux techniques) pour une emprise totale de l'ordre de 9 000 m², présentant les caractéristiques suivantes : une offre aquatique retenue avec un bassin sportif de 6 couloirs (375 m²), un bassin d'activités/ apprentissage (150 m²), une fosse à plongée 6 m (60 m²) avec fond mobile, des plages et des gradins de 250 places. A ces

équipements viennent se greffer une offre de salles (salle de préparation physique/ musculation de 65 m², une salle de réunion/formation/club-house (40 m²),

Considérant que le coût prévisionnel des travaux est établi à 8 750 000 € H.T en valeur de novembre 2022 (10 500 000 € T.T.C), hors coût d'acquisition, de déconstruction, de dépollution du site et options ou variantes,

Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération est estimé à 11 550 000 € H.T, soit 13 860 000 € T.T.C (incluant les frais de l'opération nécessaires à la réalisation du projet, hors coût d'acquisition, de déconstruction/dépollution du site),

Considérant qu'il est nécessaire de lancer une consultation permettant de recruter une équipe de maîtrise d'œuvre,

Considérant que le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, tel que prévu aux articles L. 2521-1 2° et R. 2162-15 du Code de la Commande Publique est nécessaire,

Considérant qu'il est proposé, après sélection, d'admettre au minimum 3 candidats à concourir, ces derniers étant ensuite invités à remettre un projet de niveau « Esquisse »,

Considérant qu'il est proposé, après sélection, d'admettre trois candidats à concourir et un candidat suppléant en cas de désistement de l'un des trois candidats retenus. Ces derniers étant ensuite invités à remettre un projet de niveau « Esquisse »

Considérant qu'il est proposé de fixer le montant de la prime à 40 000 € HT par candidat retenu dont la proposition sera jugée conforme au règlement de concours par le jury. A défaut, en application de l'article R. 2172-4 du Code de la Commande Publique, une réduction totale ou partielle du montant de cette prime sera prévue dans le règlement de concours, et pourra être appliquée, sur proposition du jury, aux candidats dont l'offre serait incomplète (abattement maximum de 50%), absente ou inappropriée (montant de la prime supprimée). La rémunération du marché de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime versée au candidat lauréat du concours,

Considérant qu'il est proposé que le jury soit composé des membres à voix délibérative suivants :

- Monsieur DRAPRON, Président de la CDA
- Monsieur PANNAUD, 1er Vice-Président de la CDA,
- Monsieur GRENOT, 5ème Vice-Président de la CDA,
- Monsieur MARCHAIS, 10ème Vice-Président de la CDA,
- Monsieur Grellier, Président de la CAO, désigné Président du jury,
- Lorsqu'une qualification professionnelle est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente (5 en l'espèce),
- les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres

Considérant qu'il est proposé que le jury soit composé des membres à voix consultative suivants :

- Le programmiste retenu pour cette opération : ADOC,
- Les techniciens représentants les services de la maîtrise d'ouvrage (la Directrice Patrimoine, Le Directeur Général adjoint Ressources et Moyens, La Directrice Générale adjointe Politique éducative et cohésion territoriale, le Directeur des Piscines),
- Le service de la commande publique,

Considérant que les convocations aux réunions du jury seront envoyées à ses membres au moins 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion. Le jury ne pourra se réunir valablement que si le quorum est atteint, soit lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Ce quorum se calcule en prenant en compte la totalité des membres du jury ayant voix délibérative. Si, après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le jury est à nouveau convoqué. Il se réunit alors valablement sans condition de quorum,

Considérant que le jury dresse le procès-verbal de ses réunions. Tous les membres du jury peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal. En cas de partage des voix, la voix du

président est prépondérante,

Considérant qu'il est proposé de fixer l'indemnisation des membres du jury composant le tiers de personnalités qualifiées, non rémunérées dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles pour participer au jury, à 550 €T.T.C par demi-journée de travail et par membre du jury,

Considérant qu'à l'issue du jury de concours, et conformément à l'article R. 2172-2 du Code de la Commande Publique, sera lancée une procédure négociée sans publicité, ni mise en concurrence préalables (en application de l'article R. 2122-6 du Code de la Commande Publique) en vue de l'attribution d'un marché public de maîtrise d'œuvre au lauréat ou à l'un des lauréats du concours.

Considérant que les candidats devront disposer à minima des compétences suivantes :

- Architecture (architecte inscrit à l'ordre des architectes, obligatoirement mandataire du groupement),*
- Technique Tous Corps d'Etat. Cette compétence pourra être assurée par un ou plusieurs bureaux d'études techniques. Des compétences avérées en structure ainsi qu'en fluides spécifiques des équipements aquatiques ou opérations de complexité équivalente seront appréciées,*
- Etudes QEB/HQE. Cette compétence devra être assurée par un bureau d'études distinct du bureau d'études techniques fluides du groupement,*
- Economie de la construction,*
- Acoustique,*
- Paysagiste.*

Par ailleurs, le groupement devra disposer d'un membre disposant de la qualification RGE Biomasse.

Considérant les critères de sélection des candidats suivants :

- Capacité professionnelle évaluée au regard de la qualité et la pertinence des références présentées par le candidat ou le groupement candidat compte tenu de la nature, de la complexité et de l'importance du marché ;*
- Capacité technique, au regard notamment des compétences et de la complémentarité des membres du groupement ;*
- Moyens humains et capacités financières du candidat sur les trois dernières années pour chaque compétence demandée.*

Considérant les critères d'évaluation des offres du jury suivants :

- 1- Qualités fonctionnelles : 30 points*
 - Organisation du plan masse et desserte*
 - Respect des exigences fonctionnelles du programme*
 - Respect des surfaces*
- 2- Qualités architecturales et de conception : 25 points*
 - Prise en compte des contraintes du site*
 - Volumétrie, principes constructifs, choix de matériaux*
 - Approche bioclimatique et profil HQE proposé*
- 3- Qualités techniques : 15 points*
 - Cohérence et niveau de précisions des process techniques*
 - Qualité environnementale du projet sur le plan technique (niveau de performance envisagé, sources de récupération, ENR, ...)*
 - Respect des exigences et contraintes techniques du programme pour le confort d'usage des espaces et la pérennité de l'ouvrage*
- 4- Qualité financière : 10 points*
 - Compatibilité avec l'enveloppe financière prévisionnelle du Maître d'ouvrage et crédibilité du chiffrage du candidat*

Considérant les critères d'attribution de marché de maîtrise d'œuvre suivants :

- 1- Qualités fonctionnelles : 30 points*

- Organisation du plan masse et desserte
 - Respect des exigences fonctionnelles du programme
 - Respect des surfaces
- 2- Qualités architecturales et de conception : 25 points
- Prise en compte des contraintes du site
 - Volumétrie, principes constructifs, choix de matériaux
 - Approche bioclimatique et profil HQE proposé
- 3- Qualités techniques : 15 points
- Cohérence et niveau de précisions des process techniques
 - Qualité environnementale du projet sur le plan technique (niveau de performance envisagé, sources de récupération, ENR, ...)
 - Respect des exigences et contraintes techniques du programme pour le confort d'usage des espaces et la pérennité de l'ouvrage
- 4- Qualité financière : 10 points
- Compatibilité avec l'enveloppe financière prévisionnelle du Maître d'ouvrage et crédibilité du chiffrage du candidat
- 5- Qualité et pertinence des niveaux de précisions apportés au cours des négociations : 10 points
- 6- Montant prévisionnel des honoraires de maîtrise d'œuvre : 10 points

Il est précisé que les évaluations des critères 1, 2, 3 et 4 reposeront sur l'évaluation faite lors du jury de concours phase offre.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le programme de l'opération tel que présenté ci-avant validé par le COPIL,
- **d'approuver** l'enveloppe programme de travaux à 8 750 000 € H.T en valeur de novembre 2022 (10 500 000 € T.T.C), hors coût d'acquisition, de déconstruction, de dépollution du site et options ou variantes,
- **d'approuver** l'enveloppe de l'opération estimée à 11 550 000 € H.T (13 860 000 € T.T.C), incluant les frais d'opération nécessaires à la réalisation du projet, hors coût d'acquisition, de déconstruction/dépollution du site,
- **d'approuver** le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre,
- **d'approuver** la composition du jury telle que proposée,
- **d'approuver** le nombre de trois candidats admis à concourir et un suppléant en cas de désistement,
- **d'approuver** le niveau ESQUISSE des prestations demandées aux trois candidats admis à concourir,
- **d'approuver** le montant de 550 € T.T.C par demi-journée de travail relatif à l'indemnisation des membres du jury non rémunérés dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles,
- **d'approuver** le montant de la prime de 40 000 € H.T par candidat retenu, au titre de l'indemnisation des candidats ayant remis des prestations conformes au règlement de concours,
- **d'approuver** la diminution totale ou partielle du montant de la prime est susceptible d'être appliquée sur proposition du jury au candidat dont l'offre serait incomplète, absente ou inappropriée,
- **d'approuver** les règles du jury de concours telles que détaillées ci-dessus,
- **d'approuver** les compétences minimums attendues pour la composition des équipes candidates d'équipes de maîtrise d'œuvre,
- **d'approuver** les critères de sélection des candidats par le jury de concours, de jugement des offres par le jury de concours, d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre au lauréat du concours.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 4 Abstentions (M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET).
- 0 Ne prend pas part au vote

AFFAIRES JURIDIQUES

2023-86. Augmentation des autres membres du bureau

Monsieur le Président explique que le choix a été fait de reprendre la compétence sur les chemins de randonnée et le fluvial. Il était nécessaire de passer les autres membres du bureau au nombre de cinq.

Monsieur Jean-Philippe MACHON votera contre cette délibération, considérant que le bureau va finir par réunir davantage de personnes que la salle du Conseil Communautaire. Il estime qu'il s'agit plus du reflet d'une politique électorale que d'une surcharge de travail.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que lors du renouvellement général des conseillers communautaires de la CDA de Saintes en 2020, le nombre de Vice-Présidents de la CDA de Saintes a été fixé à 13 et le nombre des autres membres du bureau à 4.

L'organe délibérant peut prévoir que d'autres conseillers soient membres du bureau, en sus des vice-présidences, sans limitation de nombre.

Compte tenu des sujets d'actualité et du volume des dossiers à prendre en charge, il convient de revoir la répartition des délégations entre Vice-Présidents et autres membres du bureau. Pour ce faire, il est proposé au Conseil Communautaire d'augmenter d'1 les membres de bureau et donc de fixer à 5 le nombre des autres membres du bureau,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 5211-2 et L. 5211-10,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 septembre 2019 fixant le nombre total de délégués composant le conseil communautaire de la CDA de Saintes à 64 et la répartition des sièges par commune membre,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu les élections municipales et communautaires du dimanche 15 mars 2020, 1^{er} tour, et du dimanche 28 juin 2020, 2nd tour,

Vu la délibération n°2020-118 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 portant fixation du nombre de Vice-Présidents et des autres membres du bureau,

Considérant que l'alinéa 1 de l'article L. 5211-10 du CGCT prévoit que le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- **décide de fixer à 5 le nombre des autres membres du bureau.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 51 Voix pour
- 4 Voix contre (M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET).
- 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, et M. Pierre DIETZ).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-87. Election du nouveau autre membre du bureau

Monsieur le Président propose la candidature de Jean-Marc AUDOUIN, maire de Saint-Sauvant, qui dispose d'une compétence importante dans ce domaine. La mise en avant de la thématique du loisir de randonnée rurale correspond à une demande forte de la part des communes. En l'absence de questions, il sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que suite à la délibération précédente portant augmentation des autres membres du bureau, il convient d'élire un ou une Conseiller(ère) communautaire qui viendra s'ajouter aux 4 autres membres du bureau actuellement en exercice : Madame Véronique ABELIN-DRAPRON, Madame Véronique CAMBON, Monsieur Alain MARGAT et Madame Evelyne PARISI.

Est candidat :

- Monsieur Jean-Marc AUDOUIN

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 5211-2, L.5211-6 alinéa 3, L. 5211-10, L. 2122-4 alinéa 1, L. 2122-7 et L. 2122-7-1,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 septembre 2019 fixant le nombre total de délégués composant le conseil communautaire de la CDA de Saintes à 64 et la répartition des sièges par commune membre,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu la délibération n°2020-119 du Conseil communautaire en date du 16 juillet 2020 portant élection des Vice-présidents et des autres membres du bureau,

Vu la délibération n°2023-87 du Conseil communautaire en date du 30 mars 2023 portant augmentation des autres membres du bureau,

Considérant que l'alinéa 1 de l'article L. 5211-10 du CGCT prévoit que le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres,

Considérant que le conseil communautaire a fixé à 5 le nombre des autres membres du bureau,

Considérant qu'il convient dès lors de procéder à l'élection du 5^{ème} autre membre du bureau,

Considérant que l'élection intervient par scrutins successifs, individuels et secrets,

Considérant que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu,

- ELECTION DES AUTRES MEMBRES DU BUREAU

Il a été procédé à l'élection au scrutin secret du nouvel autre membre du Bureau.

PREMIER TOUR DE SCRUTIN

Le vote a donné les résultats ci-après :

- a. Nombre de conseillers présents n'ayant pas pris part au vote : 0
- b. Nombre de votants (bulletins déposés dans l'urne) : 58
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (Article L. 66 du code électoral) : 0
- d. Nombre de bulletins blancs / abstentions (Article L.65 du Code électoral) : 8
- e. Nombre de suffrages exprimés (b- c- d) : 50
- f. Majorité absolue : 26

INDIQUER LE NOM ET LE PRENOM DES CANDIDATS	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres

<i>(dans l'ordre alphabétique)</i>		
AUDOUIN Jean-Marc	50	Cinquante

Proclamation de l'élection du cinquième autre membre du bureau

Monsieur AUDOUIN Jean-Marc, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, a été proclamé cinquième autre membre du Bureau communautaire et a été immédiatement installé.

Vu les résultats du scrutin secret,

Le Conseil Communautaire décide :

De proclamer Monsieur AUDOUIN Jean-Marc, conseiller communautaire, élu 5^{ème} membre du bureau et le déclare installé.

2023-88. Modification de la délibération portant fixation des indemnités de fonction du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du Bureau Communautaire

Monsieur le Président indique que l'Agglomération compte un conseiller supplémentaire, et qu'il est nécessaire de revoir les indemnités. Il précise par ailleurs qu'en 2014, les indemnités étaient de 108% pour le Président, de 55% pour le premier Vice-Président, et de 40% pour les autres Vice-Présidents.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si l'enveloppe totale des indemnités évolue.

Monsieur le Président répond par la négative, elle n'a pas le droit d'être modifiée. L'enveloppe était suffisamment dimensionnée pour intégrer d'autres personnes. Il est possible d'avoir jusqu'à 15 Vice-Présidents. En l'absence d'autres questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que suite à l'augmentation des autres membres du bureau et à l'élection du 5^{ème} autre membre du bureau, il convient de modifier en conséquence la délibération portant Modification de la délibération portant fixation des indemnités de fonction du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du Bureau Communautaire.

Pour rappel, les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions de président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

En application de l'article R.5216-1 du CGCT les taux maximaux susceptibles d'être alloués au Président et aux Vice-présidents de la Communauté d'agglomération de Saintes sont les suivants au vu de sa strate de population :

	Président	Vice-présidents
Population totale	Taux maximal de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique	Taux maximal de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
50 000 à 99 999	110%	44%

Les conseillers communautaires, autres membres du bureau, auxquels le président a délégué une partie de ses fonctions (conseillers communautaires délégués) peuvent percevoir une indemnité,

Le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale soit 329 448,84 € annuels (27 454,07* € mensuels) (*montants au 1^{er} juillet 2022 indexés à la valeur du point d'indice de la fonction publique),*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.5211-12, L.5216-4 dernier alinéa, L.2123-20-1, L.2123-24-1 III et R. 5216-1,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu le Procès-verbal d'installation du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération de Saintes et de l'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau Communautaire en date du 16 juillet 2020,

Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 portant élection du président de la CDA de Saintes,

Vu la délibération n°2020-118 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 fixant le nombre de vice-présidents à 13,

Vu la délibération n°2023-86 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant augmentation du nombre des autres membres du bureau à 5,

Vu la délibération n°2020-119 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 portant élection des 13 vice-présidents et des 4 autres membres du bureau,

Vu la délibération n°2023-87 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2023 portant élection d'un 5^{ème} autre membre du bureau,

Vu la délibération n°2020-123 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 portant fixation des indemnités de fonction du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du bureau Communautaire

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.5211-12 du CGCT de fixer par délibération les indemnités de fonction du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau Communautaire suite à l'installation du Conseil Communautaire et à l'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau Communautaire le 16 juillet 2020, modifiée le 30 mars 2023,

Considérant que toute délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau, document récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

Il est proposé au Conseil Communautaire

- de voter les indemnités de fonction déterminées en appliquant au montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique les barèmes suivants figurant dans le tableau ci-dessous applicable à compter du 7 AVRIL 2023 pour le président, les 13 vice-présidents et les 5 conseillers communautaires délégués.

**INDEMNITES DE FONCTION
(POPULATION DE 50 000 A 99 999 HABITANTS)**

FONCTION	TAUX (en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique)	MONTANTS* (en euros) *montants au 1^{er} juillet 2022 indexés à la valeur du point d'indice de la fonction publique
Président	78.92	3 176,95
1 ^{er} Vice-Président	34,20	1 376,73
2 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
3 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
4 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
5 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
6 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73

7 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
8 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
9 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
10 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
11 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
12 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
13 ^{ème} Vice-Président	34,20	1 376,73
1 ^{er} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)	17,10	688,37
2 ^{ème} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)	17,10	688,37
3 ^{ème} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)	17,10	688,37
4 ^{ème} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)	17,10	688,37
5 ^{ème} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)	17,10	688,37
Total		24 516,29 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 4 Abstentions (M. Philippe MACHON en son nom et celui de Mme Dominique DEREN et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET).
- 0 Ne prend pas part au vote

RESSOURCES HUMAINES

2023-89. Forfait mobilités durables

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que cette délibération a été passée en décembre 2022. Il s'agit d'adapter ce forfait à la suite de la modification du décret. Le forfait est désormais proposé par paliers, et les transports éligibles sont beaucoup plus nombreux, ils comprennent les engins de déplacement personnel motorisés.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que par délibération du 8 décembre 2022, il a été instauré le forfait mobilités durables au profit des agents de la Communauté d'Agglomération de Saintes sur la base du décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au forfait mobilités durables dans la fonction publique territoriale.

Le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 est venu modifier le décret du 9 décembre 2020.

Aussi, il convient de prendre en compte la nouvelle réglementation.

Pour rappel, la loi d'orientation des mobilités du 26 décembre 2019 a introduit la possibilité, pour les agents qui font le choix d'un mode de transport alternatif et durable pour effectuer le trajet entre leur domicile et leur lieu de travail, de bénéficier d'une participation annuelle de leur employeur.

Le trajet domicile / travail est devenu un élément primordial de la mobilité et source de nombreux problèmes : pollution, embouteillages....

Une étude de l'INSEE publiée en 2019 énonçait que 70% des Français vont au travail en voiture.

Le forfait mobilités durables vient donc proposer des solutions alternatives à l'usage individuel de la voiture, et vient ainsi compléter l'accompagnement qui était réservé au remboursement des abonnements aux services de transport en commun (50% max de l'abonnement).

Le montant du forfait mobilités durables est fixé par référence à un arrêté définissant son montant et évolue en fonction de la réglementation. Il dépend du nombre de jours d'utilisation d'un mode de déplacement, éligible au forfait au cours de l'année civile.

A la date de l'adoption de la présente délibération, il est de :

- 100 euros lorsque l'utilisation est comprise entre 30 et 59 jours ;*
- 200 euros lorsque l'utilisation est comprise entre 60 et 99 jours ;*
- 300 euros lorsque l'utilisation est d'au moins 100 jours.*

Le nombre minimal de jours d'utilisation est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent.

Le forfait mobilités durables est versé aux agents publics ou privés s'ils utilisent l'un des moyens de transports éligibles (vélo, covoiturage, engin de déplacement personnel motorisé, recours à un service de mobilité partagée) pour réaliser leurs déplacements entre leur lieu de résidence habituelle et leur lieu de travail au moins 30 jours par an (l'agent peut utiliser alternativement l'un ou l'autre des moyens de transport au cours d'une même année pour atteindre le nombre minimal de jours d'utilisation).

Ce dispositif concerne tous les agents de la fonction publique, à l'exception de :

- Ceux bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail,*
- Ceux bénéficiant d'un véhicule de fonction,*
- Ceux ayant un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur travail*
- Ceux transportés gratuitement par leur employeur*

L'octroi du forfait mobilités durables est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de son employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un des moyens de transport éligibles.

Ce forfait sera versé par l'employeur l'année suivant celle du dépôt de la déclaration à terme échu.

L'utilisation effective de ces moyens de transport peut faire l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur, qui peut demander à l'agent tout justificatif utile à cet effet.

En cas de pluralité d'employeurs publics, le montant du forfait versé par l'employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par l'employeur est alors calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

Le forfait mobilité durable est cumulable avec le remboursement des frais de transports publics ou d'un abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret du 21 juin 2010, mais un même abonnement ne peut pas faire l'objet d'un remboursement à ces deux titres.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code du Travail, notamment les articles L.3261-1 et suivants et R.3261-13-1 et suivants relatifs à la prise en charge des frais de transport par l'employeur,

Vu la loi d'Orientation des Mobilités n°2019-1428 du 24 décembre 2019 et son article 82 visant au développement des mobilités plus propres et plus actives,

Vu le décret n°2020-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Vu le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au forfait mobilités durables dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique d'Etat,

Vu l'arrêté du 13 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique d'Etat,

Vu la délibération n°2022-230 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 portant forfait mobilités durables,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 17 mars 2023,

Considérant que la mise en place d'un forfait mobilités durables encourage le développement des modes actifs et partagés pour les déplacements domicile-travail et par l'usage de moyens de transports plus vertueux pour l'environnement,

Considérant la nécessité de mettre en place une participation de l'employeur aux frais engagés par les agents se déplaçant à vélo, à vélo à assistance électrique, pratiquant le covoiturage, utilisant un engin de déplacement personnel motorisé ou ayant recours à un service de mobilité partagée entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail sous la forme d'un forfait mobilité durable,

Considérant que les agents doivent se déplacer au moyen de l'un de ces modes de transport pendant un nombre de jours minimal d'utilisation de 30 jours sur une année civile,

Considérant que ce nombre minimal de jours est modulé selon la quotité du temps de travail de l'agent,

Considérant que les agents devront ainsi produire une déclaration sur l'honneur quant à l'utilisation de l'un ou l'autre mode de déplacement autorisé pendant au moins 30 jours sur l'année civile avec justificatifs, le cas échéant,

Considérant que ce forfait est cumulable avec la prise en charge partielle de l'abonnement transport public ou d'un abonnement à un service public de location de vélos,

Considérant que sont exclus de ce dispositif les agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail, ceux bénéficiant d'un véhicule de fonction, ceux ayant un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur travail ainsi que ceux transportés gratuitement par leur employeur,

Considérant que ces dépenses seront imputées sur le chapitre 011,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de modifier** la délibération n°2022-230 du 8 décembre 2022 relative au forfait mobilités durables susvisée en prenant en compte les nouvelles modalités de mise en œuvre du forfait mobilités durables telles que définies ci-dessus.
- **de verser** annuellement ce forfait mobilité aux agents concernés à terme échu.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-90. Modification du tableau des effectifs

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que ce tableau permet de réajuster les grades des personnes recrutées ou les créations de postes.

Dans le cadre de ce Conseil, il est question de la troisième phase de la déprécarisation. Au niveau de la direction éducation, enfance et jeunesse, 22 postes de contractuels sont concernés. Le service de la cohésion sociale et territoriale est également impacté avec l'ouverture d'un poste de référent aires d'accueil et d'un poste de coordinateur du CISPD. La direction de l'aménagement du territoire verra le recrutement d'un animateur de plateforme de rénovation/conseiller énergie et d'un chargé de mission planification et aménagement de territoires. Au niveau de la direction de la transition écologique, un poste de conseiller en énergie partagée à temps complet va être recruté. En ce qui concerne la direction des finances, il est question de réajuster le grade d'une personne. La direction des Ressources Humaines pourrait repositionner le poste de conseiller en prévention à la suite de la vacance de cette catégorie. Au niveau de la direction informatique, un réajustement de grade est également nécessaire.

En l'absence de questions, le Président sommet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément au Code général de la fonction publique, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Considérant les besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse,

Considérant la nécessité de modifier le temps de travail de certains agents de la direction,

Considérant la nécessité de créer un poste de chargé d'approvisionnement alimentation et entretien à temps complet, poste de catégorie C, filière technique ou administrative, cadres d'emplois des adjoints techniques et adjoints administratifs,

Considérant le recrutement d'agents contractuels au sein de la direction depuis plusieurs années pour répondre à des besoins permanents de l'établissement :

- 16 adjoints d'animation à temps non complet
- 6 adjoints techniques à temps non complet

Considérant que ces postes permanents ont vocation à être occupés par des fonctionnaires et qu'il revient à l'organe délibérant de créer les postes correspondant aux emplois permanents de l'établissement,

Considérant les besoins de la Direction Cohésion Sociale et Territoriale,

Considérant que suite à la vacance du poste de référent aire d'accueil des gens du voyage et gestion administrative du CISPD, il convient d'ouvrir ce poste en catégorie B et C de la filière administrative, cadres d'emplois des rédacteurs et adjoints administratifs territoriaux,

Considérant, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : dans les meilleurs délais
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B ou C
- Définition du poste : référent aire d'accueil des gens du voyage et gestion administrative du CISPD,
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du

Code Général de la Fonction Publique

- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu des cadres d'emplois des rédacteurs et adjoints administratifs territoriaux
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les besoins du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD), il convient de créer un poste de coordonnateur du CISPD à temps complet, poste de catégorie A, filière administrative ou technique, cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux, Considérant, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : dans les meilleurs délais
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie A
- Définition du poste : coordonnateur du CISPD
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu des cadres d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les besoins de la Direction Aménagement du Territoire,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement de l'animateur de la plateforme de rénovation/conseiller énergie, l'agent retenu sera recruté sur le grade de technicien principal de 2^{ème} classe,

Considérant que suite à la vacance de poste de chargé de mission planification et aménagement du territoire, poste de catégorie A, filière technique, il convient de préciser le grade de recrutement à savoir ingénieur territorial,

Considérant, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : dans les meilleurs délais
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie A
- Définition du poste : chargé de mission planification et aménagement du territoire
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade d'ingénieur
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les besoins de la Direction de la Transition Ecologique,

Considérant qu'il est nécessaire de créer un poste de conseiller en énergie partagée à temps complet, poste de catégorie B, filière technique, cadres d'emplois des techniciens territoriaux,

Considérant, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : dans les meilleurs délais
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B
- Définition du poste : conseiller en énergie partagée
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique

- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu des cadres d'emplois des techniciens territoriaux
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les besoins de la Direction des Finances,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement du responsable de la gestion budgétaire et financière, l'agent retenu sera recruté sur le grade de rédacteur,

Considérant les besoins de la Direction des Ressources Humaines,

Considérant que suite à la vacance du poste de conseiller en prévention, il convient de repositionner ce poste en catégorie B, filière technique, cadres d'emplois des techniciens territoriaux,

Considérant les besoins de la Direction des Systèmes d'Information et de télécommunication,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste de technicien support utilisateurs, l'agent retenu sera recruté sur le grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe,

Considérant ainsi, qu'après avis du comité social territorial du 17 mars 2023 et compte tenu des besoins susvisés des services de l'établissement, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Budget principal

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TNC (28h)	
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe		- 1 TNC (27,95h)
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (30h/25,7h)	
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TNC (28h/22,5h)
Adjoint technique	+ 1 TNC (30h)	
Adjoint technique		- 1 TNC (24h)
Emploi de catégorie C, filière technique ou administrative, cadres d'emplois des adjoints techniques ou adjoints administratifs	+ 1 TC	
Adjoint d'animation	+ 4 TNC (11,6h)	
Adjoint d'animation	+ 2 TNC (12,3h)	
Adjoint d'animation	+ 2 TNC (12,6h)	
Adjoint d'animation	+ 2 TNC (13,1h)	
Adjoint d'animation	+ 1 TNC (13,9h)	
Adjoint d'animation	+ 1 TNC (15,4h)	
Adjoint d'animation	+ 1 TNC (19,8h)	
Adjoint d'animation	+ 1 TNC (22,4h)	
Adjoint d'animation	+ 2 TNC (30h)	
Adjoint technique	+ 6 TNC (12,3h/ 13,6h/ 15,4h/ 17,7h/ 26,2h/ 28,3h)	
Emploi de catégorie B ou C, cadres d'emplois des rédacteurs ou adjoints administratifs	+ 1 TC	
Rédacteur		- 1 TC
Emploi de catégorie A, cadre d'emplois des ingénieurs ou attachés	+ 1 TC	
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TC	
Emploi de catégorie B, cadre d'emploi des techniciens		- 1 TC
Ingénieur	+ 1 TC	

Emploi de catégorie A, cadres d'emplois des attachés ou ingénieurs		- 1 TC
Emploi de catégorie B, cadre d'emplois des techniciens	+ 1 TC	
Rédacteur	+ 1 TC	
Emploi de catégorie A ou B, cadres d'emplois des attachés ou rédacteurs		- 1 TC
Emploi de catégorie B, cadre d'emplois des techniciens	+ 1 TC	
Agent de maîtrise		- 1 TC
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TC	
Adjoint technique		- 1 TC

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 17 mars 2023,

Considérant les crédits prévus au budget 2023, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les éléments de modification mentionnés ci-avant.
- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal ci-annexés, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-91. Régie des déchets - Recrutement de personnel sous contrat de droit privé à durée indéterminée

Madame Marie-Line CHEMINADE indique que cette délibération fait suite au départ d'un agent. Il est nécessaire de recruter un poste de chauffeur poly-benne en CDI de droit privé.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir comment il est possible d'établir un contrat de droit privé avec une personne qui va travailler pour la collectivité.

Monsieur le Président répond que ce point est règlementaire. Il s'agit d'une régie, le droit privé est donc autorisé. Il concerne d'ailleurs une grande partie des agents. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que suite au départ d'un agent (vacance de poste) et pour les besoins de service de la Régie des déchets, il est nécessaire de recruter un agent en Contrat à Durée Indéterminée (CDI) de droit privé pour exercer les missions de chauffeur-polybenne.

L'agent sera recruté sous contrat de droit privé à durée indéterminée (statut SPIC) à temps complet et sera régi par la convention collectivité nationale des activités du déchet.

Sa rémunération sera celle prévue par les « accords salaires » de la profession, sur la base de la valeur mensuelle du point fixée à 16,81 euros depuis le 1^{er} août 2022.

Le salaire de base correspondra à un emploi de niveau II - position 3 - coefficient 110, soit 1849,10 euros bruts mensuels.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail,

Vu la Convention Collective Nationale des Activités du Déchet,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets en date du 21 mars 2023,

Considérant la nécessité de recruter un agent chauffeur-polybenne au sein de la régie suite au décès d'un agent,

Considérant les crédits prévus au budget annexe de la régie des déchets 2023, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de procéder au recrutement d'un agent sous contrat de droit privé à durée indéterminée, conformément aux éléments mentionnés ci-dessus.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2023-92. Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT) - Recrutement de personnel sous contrat de droit public à durée déterminée

Madame Marie-Line CHEMINADE présente la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle qu'en application du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel. Dans ce dernier cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

Suite au départ de l'agent occupant le poste d'animateur OPAH-RU Habitat indigne et à une procédure de recrutement par voie statutaire infructueuse, la présente délibération vise à autoriser de pourvoir l'emploi par un agent contractuel sur la base de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique et d'en définir les modalités :

- Temps de travail : temps complet*
- Date d'effet du contrat : 1^{er} mai 2023*
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B*

- Définition du poste : animateur OPAH - RU Habitat Indigne
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade de technicien territorial
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu le tableau des effectifs,

Vu la déclaration de vacance de poste n° 017221100844294 effectuée auprès du Centre de gestion départemental le 14 novembre 2022,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Considérant les besoins de la Direction de l'Aménagement du Territoire,

Considérant les crédits prévus au budget 2023, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée, selon les modalités susvisées.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Michel ROUX déclare qu'un certain nombre de communes de la partie Nord et Nord-Est de la CDA vont être affectées vers une nouvelle gendarmerie. Il souhaite en savoir davantage sur ce sujet, qui aura inévitablement un impact financier.

Monsieur Éric PANNAUD pense que chacun dispose du même niveau d'information. Il considère qu'il existe un point de blocage au niveau de la CDC voisine. La dernière réunion lors de laquelle le dossier a été évoquée ne s'est pas bien passée, il n'existe pas d'unité autour de ce projet. Ce dernier doit avancer, et Saint-Hilaire semble représenter la position la plus adaptée par rapport au territoire qui doit être couvert. L'investissement a certainement été sous-estimé. Le nombre de familles à loger serait passé de seize à dix. Le département dispose d'outils pour réaliser ce type d'investissements.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU indique que le dernier Conseil Départemental a validé l'implantation du Val de Saintonge à Saint-Hilaire.

Monsieur le Président ajoute que l'Agglomération s'était engagée à participer, un certain nombre de ses communes vont être défendues par cette gendarmerie.

Monsieur Jean-Luc FOURRE indique que les maires de l'EPCI ont dû recevoir une invitation à une réunion concernant les rencontres territoriales organisées par le SDER, qui aura lieu le 25 avril. Il invite les maires ainsi que les représentants au SDER à participer. Plusieurs rencontres sont organisées dans tous les territoires.

Monsieur David MUSSEAU a lu l'article de Jérôme GARDELLE paru dans le Sud-Ouest au sujet des déchets. Il souhaite savoir quelle est la quote-part reçue des industriels qui mettent ces emballages sur le marché. Les administrés sont persuadés d'être les seuls à payer. Il demande si les industriels et les distributeurs subissent également la hausse. Il souhaite apporter son soutien à Jérôme GARDELLE dans cette période difficile.

Monsieur Jérôme GARDELLE confirme qu'il n'est jamais facile d'augmenter les tarifs. Il explique que l'écocontribution payée sur l'ensemble des produits achetés en magasin constitue une aide financière. Sur un budget d'environ 8,5 millions, les aides perçues via ces écocontributions représentent 15 000 euros. Les aides concernent davantage la partie traitement, et sont collectées par CYCLAD. Elles viennent donc en déduction des cotisations. La revente de certains déchets et l'écocontribution ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux. Les REP (Responsabilités Élargies du Producteur) vont être mises en place sur de nouveaux types de produits, notamment ceux issus de la déconstruction des bâtiments. De l'argent va donc arriver, et pourra permettre de financer les gravats de déchetterie. Ces nouvelles politiques pourraient avoir un impact financier significatif sur les budgets.

Monsieur David MUSSEAU a observé que la grande distribution tendait à valoriser les déchets. L'information est passée à la clientèle. Toutefois, il se demande dans ce cas où l'Agglomération va aller chercher cette valeur provenant du recyclage, et de quels leviers elle disposera.

Monsieur Jérôme GARDELLE va apporter une réponse à contre-courant de la pensée collective. Certains distributeurs proposent effectivement de consigner, notamment les bouteilles en plastique. Le consommateur bénéficie d'une petite remise de quelques centimes d'euros. Pour quelques centimes, ces bouteilles vont se trouver exclues du circuit de recyclage. Il s'agit d'une recette en moins pour le centre de tri, captée par la grande distribution. Intuitivement, la consignation semble vertueuse. Ce n'est toutefois pas le cas. Les territoires portent actuellement le projet d'un grand centre de tri situé à La Rochelle et destiné à l'ensemble du département. Des actions de communication fortes seront certainement menées sur ce point, les collectivités doivent se défendre face à la grande distribution.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS annonce qu'il est encore possible de s'inscrire à la conférence du mardi 4 avril. La CDA organise en effet une conférence dans le cadre du Plan Climat Air Énergie et du PLUI, avec des intervenants de qualité.

En l'absence d'autres questions diverses, Monsieur le Président clôt la séance à 21h50.

Le Secrétaire,